

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

7^e Année

Vol. 7 - N^{os} 1 - 2

SOMMAIRE

- ◆ L'impérialisme américain et la guerre.
- ◆ SPERO - Le limogeage de Markos.
- ◆ Huit semaines de lutte des mineurs
français.
- ◆ E. GERMAIN. - L'Europe orientale depuis
deux ans.

L. TROTSKY

Problèmes de la révolution chinoise

- ◆ Les Livres, nouvelles du mouvement
ouvrier...



JANVIER - FEVRIER 1949

SOMMAIRE

EDITORIAL

L'impérialisme américain et la guerre 1

NOTES EDITORIALES

Les 3 L 5

La guerre en Indonésie 6

Les élections de Berlin 8

Franco et les impérialistes 9

SPERO. — Le limogeage de Markos 11

F. MOREAU. — Huit semaines de lutte des mineurs français 14

TOMAS ROBLES. — Dans les ténèbres de « l'espace-temps
historique » 20E. GERMAIN. — Evolution économique de l'Europe orientale
depuis deux ans 29M. PABLO. — Démocratie populaire et dictature du prolé-
tariat 36

P. FRANK. — Les évolutions d'un courant centriste en France 40

DOCUMENTS

TROTSKY. — Problèmes de la révolution chinoise 40

LES LIVRES

STALINE, de Trotsky, par J.-P. Martin 59

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale 61

A nos lecteurs 64

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**IV^E INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

**L'impérialisme américain
et la guerre**

LA victoire de Truman aux élections présidentielles fut acquise grâce au vote massif des ouvriers, effrayés par la perspective d'une victoire républicain et attirés par l'habile démagogie électorale du candidat démocrate secondé par la bureaucratie réformiste des syndicats.

Ce résultat inattendu exprime indiscutablement une première étape de radicalisation des masses laborieuses des Etats-Unis, radicalisation que la bourgeoisie a su maintenir dans le cadre du Parti Démocratique. La démagogie ouvrière, antiraciste, pacifiste de Truman a réussi à faire provisoirement échec aussi bien au Parti Progressiste de Wallace qu'au mouvement amorcé par les masses vers la création d'un véritable parti ouvrier. Un certain temps passera avant que les masses n'aient fait leur expérience de la nouvelle présidence de Truman, de ses promesses électorales et de sa politique de « Fair Deal » et de « prospérité dirigée ».

Mais cela n'empêche pas que, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, le prolétariat a su marquer, de son poids comme classe, les élections présidentielles et, par elles, toute la vie politique des Etats-Unis. Il en résultera une maturation politique du prolétariat plus vive, progressant par bonds, qui acquerra une ampleur jusqu'alors inconnue, dès que l'évolution de la situation intérieure et extérieure rendra évident le caractère fallacieux des promesses de Truman, et donnera la preuve tangible que sa politique continue à être celle des grands monopoleurs de Wall Street.

Des précisions sur cette politique ont déjà été données. Truman entend poursuivre une politique qui s'efforcera d'éviter que l'impérialisme américain ne soit pris bientôt à la gorge par une nouvelle dépression, avec toutes ses conséquences catastrophiques nationalement et internationalement. « Fair Deal » et « prospérité dirigée » annoncés dans les deux messages présidentiels sur la

politique intérieure et extérieure, sont les mesures que le grand capital américain croit pouvoir opposer à la menace d'une nouvelle crise économique, dont les signes avant-coureurs l'inquiètent de plus en plus.

Des trois composantes du marché (intérieur, extérieur, économie de guerre) absorbant la production américaine qui a atteint en 1948 un nouveau record dans le boom d'après-guerre, la première et la deuxième ont montré des signes préliminaires de saturation.

Le marché intérieur, qui absorbe normalement 90 % de toute la production américaine, révéla en 1948 une série de phénomènes caractéristiques d'un état proche de la saturation : non développement de nouvelles entreprises, faillites plus nombreuses et plus importantes que dans les années passées, déclin des ventes au détail, commencé avant même la période des fêtes de Noël.

Sur le marché extérieur, malgré le plan Marshall et les dépenses accrues de l'Etat, les exportations ont fléchi considérablement, subissant le contrecoup du « relèvement » des concurrents européens, anglais et belges en particulier, et de la tendance de tous les pays du Plan Marshall à restreindre leurs importations de l'Amérique afin de diminuer leur déficit en dollars. Ainsi, le rapport annuel du Conseil des exportations américaines constate une diminution de 25 % des exportations au profit des producteurs européens, tandis que le Canada augmentait de 57 % ses importations européennes et diminuait de 20 % environ celles de provenance américaine.

Truman promet de réagir contre cette tendance à la diminution des exportations en élargissant le Plan Européen de Relèvement à un Plan mondial de Relèvement, en pompant les capitaux et les marchandises excédentaires dans les territoires vierges des pays arriérés, de l'Extrême-Orient, de l'Amérique Latine, de l'Afrique Noire.

Mais l'effort principal sera porté comme par le passé, vers le secteur de l'économie de guerre, le seul qui garantisse une expansion plus ample avec des profits assurés.

L'amplification de l'économie de guerre aux Etats-Unis, dont l'Etat devient le principal client, est le trait le plus caractéristique de l'évolution de l'économie américaine, celui qui est le plus lourd de conséquences pour l'avenir de la Révolution mondiale et de l'humanité tout entière.

Il suffit d'examiner le budget présenté pour 1949 et de le comparer d'une part à celui de 1948 et d'autre part à celui de 1950, pour réaliser l'extension gigantesque de ce secteur et la véritable portée de la politique que mène Truman sous le couvert de la phraséologie néo-rooseveltienne, humanitaire, libératrice, pacifiste, du « Fair Deal » et de la « prospérité dirigée ».

	(Millions de Dollars)		
	1948	1949	1950
Défense nationale	10.923	11.745	14.267
Anciens Combattants	6.597	6.799	5.495
Affaires Internationales	4.782	7.218	6.709
Intérêts de la dette	5.188	5.325	5.450
Logement, Sécurité, etc...	2.010	2.397	3.160
Autres dépenses	4.708	6.696	6.776
	39.791	40.180	41.857

Les quatre premiers chapitres de chaque colonne représentent les dépenses consacrées à la liquidation des guerres passées et à la préparation de la nouvelle. Les dépenses de la « défense nationale » à elles seules s'élèveront en 1948 à plus du quart du budget total, et en 1950, à plus du tiers. Et, tandis que pour tout le programme promis de « Faire Deal » (construction d'habitations, santé, etc.), le budget de 1949 s'élève à la somme de 600 millions de dollars environ, la production d'armements atomiques, à elle seule, absorbera 740 millions.

Ces chiffres, auxquels il faut ajouter un programme d'augmentation de la production d'acier à 110 millions de tonnes par an (contre quelque 20 millions de tonnes produites par l'U.R.S.S.) donnent toute la mesure de la politique réelle de Truman et des monopoleurs qui le contrôlent.

Effrayé par le spectre d'une dépression prochaine, l'impérialisme américain qui ne veut pas cette fois est pris à l'improviste s'engage, dès maintenant, résolument dans une politique semblable à celle qui a conduit inexorablement le régime hitlérien à la guerre. Comprendre que le fonctionnement du régime capitaliste, à l'époque impérialiste, comporte des contradictions internes que le capitalisme à ce stade ne peut résoudre que par le développement d'une économie de guerre et, en définitive, par la guerre elle-même, signifie rejeter toutes les balivernes, celles des réformistes et des centristes qui mettent sur le même pied, en ce qui concerne la préparation de la guerre, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique et qui veulent conjurer la menace de guerre par des croisades pacifistes à la Garry Davis, et celles des stalinien qui persistent à désarmer les masses par des bavardages sur la possibilité « d'une coexistence pacifique de l'U. R. S. S. et de l'impérialisme », sur le désarmement des peuples, sur l'O.N.U.

La guerre éclatera, si la révolution socialiste mondiale ne se produit pas auparavant, parce que le régime capitaliste n'a organiquement pas d'autre issue que de déverser les forces productives pléthoriques qu'il engendre et qu'il ne peut contenir dans les cadres nationaux, sur le terrain des armements et de la guerre.

Les « théoriciens » qui mettent un signe d'égalité entre l'impérialisme capitaliste et « l'impérialisme de l'U.R.S.S. » devraient prouver que l'économie de guerre et l'expansion par la guerre sont organiquement liées, dans le cas de l'U. R. S. S. aux nécessités du fonctionnement économique ; ils devraient prouver l'identité du fonctionnement économique des deux systèmes.

La tendance à l'amplification de l'économie de guerre, et à la préparation de celle-ci n'est pas seulement caractéristique de l'impérialisme yankee, elle l'est aussi de toutes les autres grandes puissances capitalistes, qui prennent une assurance contre les dangers d'une dépression prochaine probable, en développant le secteur militaire de leur économie. L'Angleterre porte la partie de son budget consacré à la « défense nationale », de 692 millions de livres en 1948 à 740 en 1949 ; la France, de 300 millions de livres en 1948 à 340 ; la Belgique, de 25,1 millions à 29,3 ; la Hollande de 69 millions à 75. Ainsi les quatre principaux signataires du Pacte militaire de Bruxelles dépenseront en armements pour la seule année 1949 environ 878 millions de livres sterling (somme largement supérieure au total de l'aide Marshall prévue pour la même année aux 19 pays européens).

Cette tendance de l'économie capitaliste d'après-guerre, est, naturellement peu propice à la restauration d'un équilibre et d'un fonctionnement normal.

Pour les Etats-Unis, elle comporte le danger d'une inflation accrue dérangeant constamment le cours normal de leur économie, et des implications ayant de plus en plus un caractère militaire dans leurs plans de « relèvement économique » des pays de l'Europe et du monde. Ceux-ci, d'autre part, en grevant leur économie anémiée et déficitaire de charges militaires écrasantes, éloignent encore plus le jour où elle pourra se développer et accentuent leur dépendance envers l'économie américaine.

Cette constatation a été déjà faite par les intéressés eux-mêmes ; dans le rapport préparé par l'organisation de la coopération économique européenne des 19 nations du Plan Marshall, ils ont reconnu, après un an d'expérience de ce Plan, une série de points qui éclairent leur situation et ses perspectives, à savoir :

a) la crise dont souffre l'économie capitaliste de l'Europe, n'est pas un phénomène temporaire causé par un déséquilibre provisoire dû à la guerre, mais un phénomène durable qui a ses racines dans les changements structurels de l'économie mondiale depuis déjà un demi-siècle ;

b) la restauration de l'économie capitaliste européenne, envisagée initialement pour 1952, ne sera pas atteinte (même dans le plus favorable des cas) ; il y aura à nouveau un déficit en dollars (3 milliards environ) et l'aide américaine par conséquent devrait être prolongée ;

c) l'effort de redressement ne peut réussir même sur ce plan partiel, si la coopération économique entre les bénéficiaires de l'aide américaine ne devient pas effective, et si la coupure entre l'Ouest et l'Est de l'Europe se maintient.

Ces conclusions du rapport suggèrent quelques remarques. Il est évident que le déficit en dollars prévu dans la balance des comptes de l'Europe capitaliste pour la fin de 1952 serait beaucoup moindre et même totalement éliminé, si sur ces nations ne pesait pas le poids écrasant des budgets militaires et des préparatifs d'une nouvelle guerre. D'autre part, la coopération économique nécessaire à la réussite même partielle du plan de redressement de l'Europe capitaliste est constamment minée par les contradictions internes du système, par les rivalités entre les bénéficiaires de l'aide américaine, par le fait que le relèvement économique de chaque pays capitaliste comporte en même temps une recrudescence de la concurrence pour les marchés disponibles. On a vu apparaître ces contradictions lors des discussions qui eurent lieu, au Conseil de l'organisation de la Coopération Economique Européenne, entre les représentants anglais, français, ceux du Benelux, et les Américains de la bizonie, au sujet de la coordination des plans nationaux élaborés par chacun de ces pays, et dans les discussions qui se poursuivent au sujet de « l'Union Européenne ».

Le redressement véritable de l'économie européenne, prise comme un tout, et son développement harmonieux présupposent une planification économique tenant compte des ressources humaines, naturelles et techniques, indépendamment des intérêts liés à la structure nationale et capitaliste actuelle. Par conséquent en ce qui concerne la paix et les plans de redressement économique, d'unification de l'Europe, etc... IL FAUT ELABORER UNE POLITIQUE QUI PARTE DE LA REALITE DU REGIME CAPITALISTE, REALITE QUI ORGANIQUEMENT S'OPPOSE A DE TELLES ENTREPRISES.

Sous le couvert d'une série d'institutions, d'idées et de mouvements, qui ont surgi au lendemain de la liquidation de la dernière guerre, l'O. N. U., le « Parlement » et le « gouvernement » Européen et Mondial, les Etats-Unis d'Europe, les mouvements pour la Paix (à la Garry Davis par exemple) et pour

une Europe Unie, les Congrès pour la Paix, une double opération se poursuit : le grand capital y trouve des moyens de masquer sa véritable politique et attire l'attention des masses sur autre chose ; on perpétue chez celles-ci la confusion en ce qui concerne les forces réelles qui mènent le monde d'aujourd'hui, on gaspille leur énergie révolutionnaire à tout autre chose qu'à l'attaque directe de la racine du mal.

Que les capitalistes et la presse, les politiciens, les journalistes, les écrivains, les prêtres à leur solde agissent ainsi, rien d'étonnant. Bien entendu, dans le cas des mouvements pour la paix comme dans celui des mouvements pour une Europe unie ou un « gouvernement mondial », il y a dans les masses qu'ils entraînent un réel désir progressif que les révolutionnaires ne peuvent ignorer. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est la confusion entretenue dans les masses travailleuses par les réformistes, les centristes et les stalinien, et la politique opportuniste qu'ils pratiquent au sein du mouvement ouvrier.

L'échéance de la guerre est-elle donc pour demain ? Certainement pas.

Le monde capitaliste, avec l'impérialisme américain à sa tête, avance vers cette issue, s'y prépare, mais il lui reste un long chemin avant qu'il puisse la franchir. Des alliances militaires se nouent et s'élargissent (pacte des Cinq, pacte Atlantique), l'Europe occidentale s'organise, la course aux armements s'intensifie, les bases stratégiques s'aménagent et se multiplient de par le monde, la préparation idéologique se renforce, MAIS LE RAPPORT DES FORCES SUR LE TERRAIN SOCIAL reste défavorable à l'entreprise.

Nulle part l'impérialisme n'est encore parvenu à briser la résistance des masses, à les démoraliser, à établir des régimes tant soit peu stables. Aux Etats-Unis même, les monopoles doivent tenir compte de l'état d'esprit des masses qui se manifesta avec un tel éclat lors des élections présidentielles. Le véritable tronc de la paix, celui qui fait effectivement échec à la guerre, c'est celui de la lutte actuelle du prolétariat métropolitain et des masses coloniales, en France, en Italie, en Allemagne, en Grèce, en Chine, au Japon, au Vietnam, en Indonésie.

Harcelé de partout par de nouveaux sursauts des masses opprimées, l'impérialisme est obligé de reconsidérer ses plans de guerre, il perd confiance, il voit s'accroître dans son sein les contradictions, les hésitations, les désaccords.

Aurons-nous la Paix, aurons-nous la guerre ? SEULE LA LUTTE DECIDERA EN DEFINITIVE ; mais une lutte qui doit être coordonnée et menée à l'échelle internationale pour des objectifs de classe clairs, capables d'ouvrir véritablement la voie vers la Révolution Socialiste Mondiale, est le seul moyen d'éviter en définitive la guerre. LUTTER POUR LA PAIX, CONTRE LA GUERRE, SIGNIFIE LUTTER CONTRE LE CAPITALISME ET L'IMPERIALISME DANS LA VIE QUOTIDIENNE, EN ECLAIRANT LES LUTTES PARTIELLES ENGAGEES CHAQUE JOUR ET DANS CHAQUE PAYS, A PARTIR DES REVENDICATIONS LES PLUS MINIMES DES MASSES, SOUS UN ANGLE UNIQUE, CELUI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE.

Cette tâche ne peut être accomplie ni par les réformistes liés à la bourgeoisie ni par les stalinien liés à la bureaucratie soviétique, ni par les centristes oscillants indécis et confus, entre les deux camps.

CE ROLE INCOMBE A LA NOUVELLE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE QUE LA IV^e INTERNATIONALE S'EFFORCE DE FAIRE SURGIR ET DE GROSSIR A TRAVERS LES LUTTES QUOTIDIENNES DES MASSES.

Les 3 L

Il y a 30 ans Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg étaient assassinés par la contre-révolution allemande. Il y a 25 ans, Lénine mourait.

La perte du plus intrépide des révolutionnaires et de la plus remarquable personnalité marxiste allemande depuis Marx et Engels laissait la classe ouvrière allemande, plus particulièrement son avant-garde communiste, sans une direction qualifiée. La tragédie du prolétariat allemand a trouvé son expression particulièrement sensible dans les successives directions du P. C. allemand, tantôt opportunistes, tantôt aventuristes, tantôt combinant les deux, pour finir par une direction soumise au Kremlin. De l'écrasement de Spartacus en 1919, en passant par les batailles de 1921 et la défaite de 1923, jusqu'à la capitulation de 1933, le plus puissant prolétariat d'Europe n'avait pu trouver le chemin de la victoire, faute d'une solide direction révolutionnaire.

La mort de Lénine coïncide avec la ligne de partage du développement de la Révolution russe. La politique orientée sur la révolution mondiale et sur la démocratie prolétarienne, est remplacée par la politique du « socialisme dans un seul pays » dictée par une bureaucratie qui impose de plus en plus un régime de terreur sur la société soviétique. Depuis 1924, dans une succession de zigzags, de l'opportunisme le plus grossier à l'ultragauchisme le plus débridé, la direction de Staline a aboli la démocratie ouvrière, détruit le parti bolchevik comme avant-garde ouvrière et l'Internationale communiste, cette première tentative de création d'une direction internationale contre l'impérialisme mondial, et provoqué défaites sur défaites de la classe ouvrière.

L'anniversaire de la mort de Lénine a été une fois de plus l'occasion pour les staliniens de poursuivre leurs déformations systématiques de tout l'enseignement de celui-ci. « Chaque homme de progrès, déclara Duclos en cette occasion, a deux patries, la sienne et l'Union soviétique, le grand pays du socialisme. »

On ne pouvait en une seule phrase difficilement plétiner davantage le léninisme. Nous voici avec une nouvelle catégorie sociale, celle des « hommes de progrès », tout aussi détachée de la notion de classe que les « hommes libres » du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire. Et, contre Marx et Lénine, voilà que les travailleurs qui n'avaient pas de patrie en sont gratifiés de deux : Duclos leur fait retrouver la patrie des capitalistes, de leurs exploités. Enfin, si l'U. R. S. S. est un pays qui, certes, se trouve en dehors du circuit capitaliste, si c'est un pays que l'impérialisme menace — et que les travailleurs doivent défendre contre celui-ci — ce n'est ni de près ni de loin le « pays du socialisme » et le renversement du régime policier y est la condition première pour un développement en direction d'une société socialiste.

Deux patries ! C'est pour cela que Duclos ne veut pas que la France fasse la guerre à l'U. R. S. S. Mais quand leurs « deux patries » n'étaient diplomatiquement pas opposées, les ministres staliniens n'hésitaient pas à voter les crédits pour faire la guerre au peuple viet-namien. A ce moment là l'« Humanité » n'aurait pas écrit : le peuple de France ne fera jamais la guerre contre le Viet-Nam.

Sous le nom de Lénine, c'est à Staline que tous les valets du Kremlin ont en fait rendu hommage. Mais ils n'avaient pas les moyens, fournis par des années de mensonges accumulés, de camoufler les deux autres grands leaders du prolétariat mondial. Aussi ont-ils étouffé ou réduit à rien le souvenir des dirigeants de Spartacus.

Les « 3 L » paraissent écrasés sous ce développement de la plus honteuse des impostures à la direction du mouvement ouvrier. Cette direction disposant d'infiniment plus d'autorité que la social-démocratie n'en a jamais eu sur la classe ouvrière pourrait presque sans coup férir amener le prolétariat à s'emparer du pouvoir sur une très grande partie du globe ; parce qu'elle ne vise qu'à défendre les privilèges de la bureaucratie de l'U. R. S. S., elle se borne à exploiter à son profit la combativité et la confiance des masses travailleuses dans des aventures sans issue pour les travailleurs. Mais les « 3 L » n'avaient jamais désespéré de la classe ouvrière, de sa capacité à se libérer, tant de la société capitaliste que des directions bureaucratiques que des conditions historiques ont amenées à sa tête pour une période. Et, dans les circonstances présentes, la plus importante des leçons des « 3 L », c'est la confiance dans les forces du prolétariat et dans la force du programme révolutionnaire.

Il y a aussi 25 ans que, dans le rayon de Moscou du parti bolchevik, Trotsky commençait à rassembler, contre la bureaucratie montante, la fraction bolchevik-léniniste. Le combat, pendant 25 ans, a servi à défendre le capital révolutionnaire, à préparer de nouveaux cadres de la révolution prolétarienne. Malgré toutes les persécutions et les calomnies, les trotskystes n'ont jamais interrompu la lutte. Incarnés dans la IV^e Internationale et ses sections, les « 3 L » poursuivent leur combat pour la révolution mondiale.

La guerre en Indonésie

L'AGRESSION brutale du 20 décembre 1948 permet tout d'abord de démasquer le mythe de la « troisième force internationale », présenté au public bien-pensant par la foire internationale des charlatans centristes. Il s'agissait, selon ces messieurs, de transformer les pays de l'Europe occidentale, « jouissant d'un régime et d'une civilisation démocratiques » en pivot des « forces mondiales pour la paix ». La « pauvre petite Hollande », digne réincarnation de la « malheureuse petite Belgique » de 1914, a rappelé ces métaphysiciens de la « démocratie » abstraite aux dures réalités de l'impérialisme contemporain. Sous le couvert de leur phraséologie humanitaire et pacifiste, les « démocrates » impérialistes hollandais ont copié fidèlement la technique d'agression « totalitaire ». Tombant sur leurs victimes comme des voleurs dans la nuit (voir Mussolini), tandis que les pourparlers étaient encore en cours, en dépit de tous les engagements internationaux les plus solennels (voir Hitler), les colonialistes néerlandais défendent « leur » droit au brigandage avec une brutalité et un cynisme dignes d'un Etat plus puissant. Et comme l'histoire ne méprise jamais la touche d'ironie complémentaire, la responsabilité politique de cette guerre de rapine incombe au premier président du conseil social-démocrate que connaissent les Pays-Bas, ce qui permet de considérer, sous leur véritable aspect, les qualités « démocratiques », pacifistes et « moralement supérieures » de la social-démocratie.

L'O. N. U., le Conseil de Sécurité, la Cour Internationale de Justice, la Conscience Universelle, tout cet attirail désuet de fantoches, de pitres et de sonorités creuses, a une fois de plus révélé sa lamentable impuissance. Combien de fois les avocats de la « paix-par-le-compromis-des-Quatre-Grands », à l'avant-garde desquels se place fièrement l'« Humanité », ne nous ont-ils pas répété : « Si seulement l'Amérique et l'U. R. S. S. pouvaient s'entendre... » ? Elles s'étaient formellement entendues, dans l'affaire indonésienne, comme dans l'affaire palestinienne, et cela n'a point empêché le sang de couler, ni les villages de flamber sous les bombes civilisatrices de la « démocratie occidentale ». Face aux « regrets », aux « blâmes » et aux « condamnations » des grandes puissances, les capitalistes hollandais ont tranquillement équipé des ouvriers avec les armes, payées ou fabriquées grâce aux crédits Marshall, et ils ont ainsi porté la désolation et la mort dans le riant archipel indonésien pour punir ces « sauvages » du crime d'avoir pris au sérieux les assurances solennelles quant aux « quatre libertés » et au « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ».

Certes, les grandes puissances n'ont pas réagi identiquement devant l'agression hollandaise. La vertueuse indignation yankee est éclairée sous un jour bien particulier par l'information publiée dans un numéro récent du « Monde », selon laquelle le gouvernement Hatta aurait octroyé à une firme américaine le monopole d'achat de tous les produits indonésiens. De son côté, l'impérialisme britannique est fortement complice dans cette guerre de la « Royal Dutch », et s'est empressé de mettre à la disposition des navires et des avions hollandais ses bases stratégiques, alors que les pays asiatiques refusaient aux impérialistes néerlandais le droit d'atterrissage sur leurs aérodromes. Quant aux impérialismes belges et français, qui se sentent solidaires de leur comparse de La Haye dont les ennuis rappellent fortement les leurs dans leurs empires respectifs, les liens économiques et militaires de l'Union Occidentale les obligent nolens volens à couvrir l'acte de brigandage.

Affaibli économiquement par la perte de ses revenus coloniaux et par les destructions que la guerre a causées, l'impérialisme néerlandais consacre actuellement plus de la moitié de son budget aux dépenses militaires et cherche à sortir de l'imbroglio indonésien par une opération militaire éclair. 250.000 soldats hollandais ont été concentrés dans l'archipel indonésien. Mais, après les succès initiaux, tout comme en Indochine, l'occupation des grands centres urbains par l'impérialisme est loin de terminer les hostilités, et ne fait qu'ouvrir une longue lutte de guérillas, dans laquelle la puissance étrangère doit inévitablement s'épuiser. Source d'inflation et de privations continues pour les masses laborieuses néerlandaises, la guerre d'Indonésie risque de précipiter à la longue la métropole dans la ruine comme elle a commencé à le faire dans l'ancienne colonie. Pour ses intérêts historiques ainsi que pour ses intérêts immédiats et quotidiens, le prolétariat hollandais doit se dresser résolument contre cette entreprise de brigandage.

Que la guerre ait pu éclater sans que l'opposition des travailleurs hollandais ait pris une forme plus directe que celle de la réprobation tacite et passive, cela est dû essentiellement à la politique désastreuse poursuivie par les deux grands partis ouvriers hollandais, le Parti du Travail (social-démocrate) et le Parti stalinien. Le premier, prisonnier de sa conception selon laquelle la seule activité politique « efficace » est l'activité gouvernementale, est devenu un véritable

otage de la bourgeoisie dont il exécute toute la sale besogne. Le rapporteur à son Congrès extraordinaire de mi-janvier 1949 reconnaissait que le parti avait été manœuvré dans la guerre « par des forces incontrôlables » ; triste constatation de sa part alors qu'étant ministre des colonies, il y a deux ans, il déclara à un autre congrès extraordinaire de son parti que tout le sens de la participation gouvernementale était d'empêcher l'éclatement d'un conflit militaire ! Quant aux staliniens, ils se sont limités à une opposition purement parlementaire. Leur invraisemblable gymnastique « tactique », qui tour à tour célébra l'accord de Lingaddjati comme une garantie de « collaboration pacifique néerlandaise-indonésienne », puis dénonça le gouvernement Hatta-Soekarno comme un gouvernement « fasciste » avec lequel la Hollande ne devait en aucun cas collaborer, pour enfin appeler à la conclusion d'une paix basée sur la garantie de la propriété étrangère (sic), n'a pu que contribuer à semer la démoralisation et la passivité dans le prolétariat hollandais. Celles-ci étant d'ailleurs en premier lieu le fruit de la politique des « grèves tournantes » que les staliniens ont appliquée en Hollande.

La responsabilité du gouvernement nationaliste et des couches dirigeantes de la bourgeoisie commerciale et de l'intelligentsia petite-bourgeoise d'Indonésie est d'ores et déjà fixée. Contre les avertissements constants des forces révolutionnaires, Soekarno et Hatta ont en vain essayé de combiner leur politique de classe à un effort pour sauvegarder un minimum d'indépendance nationale. Au fur et à mesure qu'ils s'efforçaient de consolider la réaction sur le plan intérieur, ils étaient obligés de passer successivement les accords de Lingaddjati et du « Renville » avec l'impérialisme hollandais, accords qui apparaissent aujourd'hui comme autant de jalons sur la voie de la capitulation et de la défaite totale. Rien d'étonnant à ce que d'importants cercles de l'émigration indonésienne reconnaissent aujourd'hui franchement que « les trotskystes avaient raison », ces trotskystes qui, seuls, s'étaient dès le début dressés contre les compromis capitulaires de Lingaddjati et avaient mené la lutte pour le mot d'ordre de l'indépendance totale et immédiate de l'Indonésie.

Dans les masses indonésiennes et dans les rangs des guérillas, la différenciation politique est bien plus avancée qu'en Birmanie, qu'en Malaisie ou même qu'en Chine. L'expérience désastreuse de l'aventurisme stalinien est encore toute fraîche. Dans la personne de Tan Malakka, les masses indonésiennes possèdent un leader révolutionnaire de grande envergure dont le prestige dépasse de loin celui des dirigeants staliniens. C'est pourquoi l'Indonésie peut devenir le théâtre d'une expérience révolutionnaire nouvelle positive en Extrême-Orient. Cela dépendra en premier lieu des possibilités de la IV^e Internationale d'échanger ses propres expériences avec celles du mouvement de Tan Malakka, et d'influencer celui-ci dans le sens de la stratégie de la révolution permanente. Ce travail à longue échéance sera facilité par l'effort de tous les travailleurs d'avant-garde, dans tous les pays du monde, pour dresser l'opinion publique ouvrière contre la criminelle guerre coloniale, pour se placer résolument à la tête du mouvement de solidarité envers les masses indonésiennes et montrer ainsi dans l'action que l'internationalisme prolétarien est une réalité vivante.

Les élections de Berlin

O n a rarement l'occasion de disposer d'une expérience de laboratoire en histoire et en politique, observait Trotsky dans une lettre que nous publions par ailleurs dans ce numéro. Dans la « guerre froide », qui oppose Américains et Soviétiques, les élections de Berlin constituent précisément une de ces expériences de laboratoire pleine d'enseignements.

Depuis plus d'une année, la guerre froide se poursuit entre l'Est et l'Ouest. Depuis plusieurs mois, le territoire berlinois est soumis à un blocus de la part des troupes soviétiques. La partie occidentale de la ville qui se trouve sous le contrôle des Américains, des Anglais et des Français, n'est reliée au reste du monde que par le « pont aérien ». La querelle s'envenime quotidiennement. Peut-être pour la première fois dans l'histoire, une ville de plusieurs millions d'habitants est partagée aussi longtemps en deux tronçons, partage caractéristique d'une bataille de rues dans une guerre étrangère ou dans une guerre civile. C'est dans ces conditions, absolument extraordinaires, que la population de Berlin a été appelée à voter pour sa municipalité.

Les Soviétiques, hostiles à la municipalité sortante, avaient fait désigner peu avant les élections, dans des conditions qui n'avaient rien de commun ni avec la démocratie bourgeoise ni non plus avec la volonté révolutionnaire des masses, une nouvelle municipalité dont l'autorité est limitée aux territoires sous contrôle soviétique. Puis ils avaient en fait empêché — sous menaces de sanctions graves — la population des territoires qu'ils contrôlent à prendre part au vote. Dans le reste de Berlin, leurs hommes qui dirigent le S. E. D. avaient appelé les travailleurs à boycotter les élections tenues sous les auspices des « Alliés ».

Il serait faux de parler d'élections libres à Berlin, car il ne peut y avoir d'élections vraiment libres dans un pays occupé ; mais dans les limites données par cette occupation, les habitants de la zone occidentale de Berlin ont pu aller ou ne pas aller voter et ont pu choisir entre plusieurs listes (1).

Berlin, c'était, avant l'arrivée des nazis au pouvoir, une ville rouge, dominée par la social-démocratie et le parti communiste. En Allemagne elle ne cédait la première place comme bastion prolétarien qu'au grand port de Hambourg. Certes, profitant de la lutte fratricide entre ouvriers sociaux-démocrates et communistes, Goebbels était parvenu à y imposer avant 1933 la présence des nazis et leur droit à la parole. Mais, même après 1933, les quartiers prolétariens de Neuköln, de Wedding..., s'ils avaient subi le nazisme, n'avaient jamais été gagnés à lui.

La première constatation qui s'impose des élections de Berlin, c'est le nombre très réduit des abstentions, en diminution sur les élections précédentes. C'est un témoignage à la fois du recul notable de l'influence stalinienne et de l'hostilité très vive des masses berlinoises à l'occupation soviétique et aux méthodes de celle-ci. Le faible nombre des abstentions n'est pas du tout localisé aux quartiers bourgeois et petits bourgeois ; la forte proportion de votants est tout aussi accusée dans les quartiers prolétariens, où le parti communiste dominait autrefois.

D'autre part, les masses travailleuses de Berlin, dans leur majorité, ont voté pour la social-démocratie et ont rejeté les candidats des partis bourgeois. Que signifie particulièrement ce vote ? Il est vrai que la social-démocratie allemande est particulièrement marquée au sein même de la social-démocratie internationale ; il est également certain que, malgré les années de dictature fasciste, les travailleurs allemands n'ont ni oublié ni passé l'éponge sur les crimes des Noske, Ebert, Scheidemann, Wels, Severing, Zoergiebel, etc. Il est également vrai que la social-démocratie allemande, sous la direction de Schumacher, s'est mise au service des Alliés. Mais, ce qui est non moins certain, c'est que, dans les conditions du vote de Berlin, parmi tous les candidats et partis qui pouvaient se présenter, les sociaux-démocrates faisaient figure de seuls candidats ouvriers contre les candidats bourgeois. Et, faute de mieux, les ouvriers ont voté pour eux. Les années de dictature nazie n'ont pas pu effacer les frontières de classe ; les années d'occupation militaire n'y parviendront également pas.

Mais la situation telle qu'elle s'est manifestée à Berlin montre d'autre part que, dans les conditions de contrainte inouïe auxquelles sont soumis les Berlinois, l'exaspération des masses a pu être utilisée au profit des impérialismes contre l'U. R. S. S. N'a-t-on pas vu, dans les semaines qui précéderont les élections, de violentes manifestations de masses contre les occupants soviétiques, cela visiblement sous la bienveillance et l'instigation des chefs militaires alliés ? L'antistalinisme plus que légitime des travailleurs berlinois risque d'être utilisé par l'impérialisme à des fins anticomunistes.

Les élections de Berlin montrent que les travailleurs des pays occupés ne peuvent se prononcer librement ; la conscience de classe est loin d'être détruite en eux, mais elle ne peut s'exprimer que par les voies permises par les gouvernements militaires. Et ces professeurs de démocratie bourgeoise ou populaire ne voient en eux que de la chair à canon. Il faut donner aux travailleurs des pays occupés la possibilité de se déterminer eux-mêmes librement. Il faut que les travailleurs des puissances occupantes luttent pour imposer le retrait des troupes d'occupation. C'est en les aidant à se délivrer de la botte des gouvernements militaires que les travailleurs des pays occupés trouveront, avec les prolétaires des autres pays, la voie de la lutte internationale des travailleurs contre la 3^e guerre mondiale qui se prépare, de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde.

Franco et les impérialistes

T ANDIS que le soutien économique des impérialismes américain et anglais permet au gouvernement du général Franco de faire face aux difficultés d'une situation économique que seule l'exploitation forcée des masses peut encore faire tenir debout, la bourgeoisie manœuvre pour faire rentrer pleinement l'Espagne dans le circuit « normal » des rapports internationaux et, avant tout, dans l'échafaudage du bloc occidental et de sa stratégie.

La tâche n'est pas aisée, tout pas trop indiscret risquant d'alerter et de déclencher une large opposition populaire et de fournir encore une base d'agitation à Moscou. C'est pour cela qu'à la récente Assemblée de l'O. N. U. on s'est limité

(1) Les déclarations staliniennes sur la « terreur » dans les élections de Berlin apparaissent dans toute leur valeur, quand on voit les staliniens omettre de signaler la pression exercée par le gouvernement de Mac Arthur au Japon, simplement parce que cette pression ne les a pas empêchés de remporter un succès considérable.

au ballon d'essai de l'admission de l'Espagne franquiste à la Convention pour les statistiques économiques. Une tactique savante d'initiatives « privées », de visites de militaires, de politiciens et d'hommes d'affaires américains, sans oublier même quelques bouffons laboristes, a été mise en œuvre pour créer peu à peu un climat favorable à cette intégration de l'Espagne dans le sillage de la « civilisation chrétienne ».

Si l'exemple de la dictature du Jésuite en faux-col Salazar, et celui du régime Horty, en Hongrie, pendant l'entre-deux guerres, prouvent à quel point les démocraties impérialistes peuvent s'accommoder des régimes de dictature militaire et policière les plus absolus (quand elles ne les créent pas directement), il n'en reste pas moins que la bourgeoisie mondiale ne serait pas fâchée de pouvoir trouver, en temps voulu, la voie pour créer une situation de démocratie « bien comprise », garantie par la férule de messieurs les généraux, avec un « occidentalisme » sans tâche, et toute politique révolutionnaire étant mise hors la loi, sous prétexte d'anti-communisme.

Ces desseins correspondent, par ailleurs, aux vœux de certains secteurs de la bourgeoisie espagnole qui ne seraient nullement gênés, si la stabilité de leurs privilèges ne devrait en souffrir, de mettre un peu à la diète la bureaucratie parasitaire politique et économique née du régime Franco, les néo-bourgeois couvés dans le sein du favoritisme politique phalangiste et les autres parvenus et déclassés, rongeurs voraces du budget de l'Etat.

A la suite des pourparlers entrepris par les socialistes espagnols les plus droitiers (Prieto) avec des éléments monarchistes, on serait parvenu à un accord avec un rassemblement réactionnaire groupant le Parti de la bourgeoisie catalane, des forces agrariennes catholiques, quelques vieux fossiles monarchistes d'avant le coup d'Etat de Primo de Rivera de 1923. Les bases de cet accord sont claires : Maintien inflexible de l'ordre public (par les corps répressifs qui ont fait les beaux jours du franquisme) ; incorporation de l'Espagne au bloc occidental et au Plan Marshall ; reconstruction économique « avec le concours de tous les éléments intéressés à la production » ; gouvernement provisoire avec exclusion des stalinien.

Les choses pour l'instant en sont là. Franco s'efforce de prouver qu'il est le premier et le meilleur anticommuniste, que la démocratie bien comprise florit à ses élections municipales, un morceau quand même un peu trop dur à avaler y compris pour les estomacs blindés du State Department. Les « officieux » ont reconnu un pourcentage d'abstentions supérieur à 40 0/0 d'électeurs sélectionnés à ces élections.

Seule la volonté des directions ouvrières en Espagne et dans les principaux pays capitalistes a pu offrir à la bourgeoisie cette conjoncture où elle semblerait avoir en main plusieurs atouts importants pour barrer la route à une irruption des masses travailleuses sur l'arène politique. Mais, au contraire, le déroulement des événements doit prouver que les beaux calculs des politiciens bourgeois espagnols peuvent s'avérer encore une fois erronés.

Par plus d'une caractéristique, la situation actuelle évoque celle de la fin de la dictature de Primo de Rivera. Une aggravation de la situation économique, un renouveau des énergies combattives des masses, se ressaisissant de l'effondrement de 1923 face au coup d'Etat militaire, une décomposition pourrissante de l'appareil de la dictature, des manœuvres bourgeoises pour jeter politiquement du lest... Tout ceci ouvrit la porte au mouvement révolutionnaire dont un des épisodes fut la proclamation de la République en 1931.

Il faut écarter les analogies trop simplistes et les parallèles trop commodes. Mais il faut encore souligner l'absence cruelle dans le prolétariat espagnol d'une direction révolutionnaire, s'écartant des platitudes réformistes, du confusionnisme anarchiste, de l'empirisme sans perspectives des dirigeants du POUM, sans parler des cabriolets stalinien.

Le fait qu'une révolution ne triomphe pas sans parti et sans programme révolutionnaire a été prouvé une dizaine de fois dans le déroulement saccadé des luttes révolutionnaires espagnols, au cours de quelques dizaines d'années, et dans lesquelles l'héroïsme des travailleurs a été particulièrement à l'honneur.

Aucune tâche plus urgente, en cette veillée d'armes, que celle de bâtir l'organisation révolutionnaire. Le communisme internationaliste a déjà une tradition sur ce terrain, principalement dans les travaux inestimables de Léon Trotsky de 1930-39. Seul le marxisme révolutionnaire peut donner une analyse et une perspective justes, écartant les capitulations politiques devant la pression de la bourgeoisie, les aventures, basées sur la mobilisation et l'action autonome des masses travailleuses et des couches populaires exploitées, et sur la combinaison des revendications démocratiques et transitoires correspondant le mieux à chaque phase de l'évolution et tendant à aggraver la crise présente, à casser les reins au franquisme, à déborder les plus savantes manœuvres de rechange et à affermir l'action et la conscience prolétarienne comme « leader » reconnu de la lutte libératrice.

Suite à l'affaire yougoslave

Le limogeage de Markos

par SPERO

AVEC ses plus petits caractères d'imprimerie et dans un coin discret, la presse stalinienne a annoncé « la grave maladie du général Markos » et l'abandon de ses « responsabilités politiques et militaires. » Avec la même parcimonie et la même discrétion, la presse stalinienne a soigneusement évité, au cours des jours suivants, de donner des explications sur cet événement et de répondre aux accusations de journaux capitalistes. Ceci venait après une longue campagne tapageuse sur les « victoires de l'armée démocratique de Markos ». L'Humanité, par exemple, se borna aux rares nouvelles transmises par les agences bourgeoises qui font écho à la « maladie » de Markos et aux changements intervenus dans l'état-major des partisans grecs et dans le « gouvernement de la Grèce libre. »

Mais personne n'est dupe de la « maladie diplomatique » de Markos, ni des conséquences fatales qu'elle peut avoir pour sa vie. La formule du limogeage de Markos prépare toutes les éventualités y compris l'annonce prochaine de sa mort à la suite de sa « maladie grave ». Ce n'est en effet pas la première fois que les staliens, et les staliens grecs en particulier, règlent les divergences politiques par des moyens radicaux (coup de couteau, une balle dans la nuque). Rappelons le sort non seulement de plus de 400 trotskys et archiomarxistes grecs assassinés lâchement par l'OPLA stalinienne (Guepeou grecque) pendant les premiers mois de la « libération » de la Grèce et l'insurrection de décembre 1944. Rappelons aussi le sort des leaders staliens qui osèrent se déclarer en désaccord avec la politique de trahison ouverte suivie par les staliens grecs jusqu'à la capitulation de Varkiza : Glaukos, leader stalinien bien connu, Ares Belouchiotis, qui fut incontestablement la figure la plus héroïque de la Résistance grecque et qui s'opposa à la capi-

tulation, et plusieurs autres staliens, furent assassinés par leurs confrères « idéologiques ».

Tito aurait connu depuis longtemps le même sort s'il était tombé dans le filet d'un complot du Guepeou. Du reste l'affaire Markos se relie organiquement à l'affaire yougoslave.

Nous avons dit, souligné et répété à plusieurs reprises, contre ceux qui, impressionnés par la « puissance » stalinienne envisageaient une expansion sans heurts, sans crises, sans convulsions, du régime policier du Kremlin à toute une partie du monde et pour une période historique, qu'en réalité l'expansion stalinienne d'après-guerre signifie aussi l'aggravation de la crise interne du système, l'introduction de nouveaux ferment, de nouvelles contradictions, de nouvelles forces centrifuges, qui précipiteront sa dislocation convulsive. L'affaire yougoslave avait ce sens, et ne fut qu'une première grave et ample manifestation de cet aspect nouveau de la crise du stalinisme. L'affaire grecque se place sur le même terrain ; elle est le prolongement organique des mêmes racines qui ont provoqué la « dissidence Tiste. »

Partout où le mouvement stalinien durant et après la dernière guerre, se développa en tant que mouvement effectivement lié aux masses en révolte et en dehors d'un contrôle direct et absolu des agents du Kremlin, il en résulta à la fin une mésentente avec le Kremlin, et la possibilité d'une résistance aux tentatives de celui-ci pour subjuguer totalement à nouveau ces mouvements. Le caractère partiellement autonome de ces mouvements, et la nature absolutiste du régime stalinien, sont à la base des conflits avec le Kremlin.

Examinons l'affaire grecque de plus près. La principale base des partisans grecs, qui leur a permis de tenir, fut l'aide de la Yougoslavie de Tito et en partie de l'Albanie. Adossés aux frontières de ces deux

pays, ils avaient toujours la possibilité de s'y replier et de réapparaître ailleurs, d'en recevoir vivres et munitions, d'y soigner leurs blessés, d'y instruire leurs soldats et leurs cadres. Les relations des partisans grecs et des partisans yougoslaves furent toujours des plus amicales, des plus étroites. Quand le Kominform excommunia Tito, ceci éclata comme une bombe parmi les partisans de Markos. Aucun de ces hommes ne pouvait accorder un crédit sérieux aux allégations du Kremlin, et leur amitié traditionnelle avec les partisans yougoslaves, leurs intérêts vitaux étant liés à la Yougoslavie, les partisans grecs ont adopté une position de compromis, évitant d'entrer avec emphase dans le chœur des « anti-titistes » et poursuivant leur collaboration technique avec Belgrade. Markos, personnellement, avec une partie des dirigeants staliniens grecs, paraît avoir résisté à toute rupture définitive avec Tito ; il se peut même qu'il n'ait jamais été convaincu des « déviations opportunistes » et « nationalistes » de celui-ci.

D'autres raisons sont survenues pour accentuer le malaise régnant chez les partisans grecs et les divergences plus ou moins déclarées parmi leurs dirigeants. Jusqu'à la rupture du Kominform avec Tito, la perspective d'une Fédération « soviétique » balkanique, incluant toute la Grèce, restait ouverte devant les partisans grecs et galvanisait leur énergie révolutionnaire. Mais depuis la rupture, le projet d'un détachement de la Macédoine grecque seule commence à être esquissé de plus en plus clairement afin de l'inclure dans une Fédération des Slaves du Sud, que veut patroner, sinon dominer, actuellement la Bulgarie de Dimitroff. Or, les partisans grecs sont farouchement attachés à l'intégrité du territoire grec, farouchement opposés à tout sacrifice au profit de la Bulgarie, et pas prêts à accepter tout projet de Fédération qui ne serait pas la Fédération Balkanique incluant tous les pays de la péninsule sur un pied d'égalité. Ce sentiment profond de la masse de partisans et même de toute la base des staliniens grecs, est probablement partagé par une fraction de l'équipe des dirigeants staliniens. Markos, l'ancien ouvrier des tabacs Vafiades, ayant un long passé révolutionnaire dans les luttes du prolétariat grec, sortant des cadres inférieurs du Parti Communiste, était très probablement à

la tête de cette fraction. Une telle position ne pouvait que le rapprocher davantage de Tito.

Il se peut aussi que Moscou ait voulu, une deuxième fois, se servir du mouvement des partisans comme monnaie d'échange dans ses transactions actuelles avec l'impérialisme et leur imposer une nouvelle capitulation. On a remarqué en effet dans « l'offensive de paix » que mène actuellement le Kremlin, les offres de compromis présentées il y a un mois par le « Gouvernement de la Grèce libre » et rejetées par Athènes.

Dans quelle mesure les partisans grecs sont-ils disposés à jouer simplement le rôle de pion dans le jeu diplomatique du Kremlin et à exercer leur échine dorsale à toute la souplesse que celui-ci exige d'eux, sans considération pour les intérêts propres des masses grecques, il est actuellement difficile de le dire. Mais l'exemple des divergences graves du passé, et même la dissidence ouverte dans leurs rangs quand les commissaires de Staline, avec Zachariades en tête, leur ont imposé la soumission à l'état-major britannique et la collaboration avec Papandreu (c'est-à-dire la subordination à la direction de l'impérialisme et de la bourgeoisie, ce qui provoqua la défaite sanglante de décembre 1944 et la capitulation de Varkiza), nous permettent d'écrire que cette fois aussi ils n'étaient pas prêts dans leur ensemble à jouer le rôle de simples marionnettes du Kremlin.

Markos représente la tendance de l'appareil bureaucratique dirigeant qui était réticente au contrôle direct et absolu du Kremlin, et particulièrement compromise par son attitude sinon sympathique, du moins équivoque envers Tito. C'est ce qui apparaît clairement des changements intervenus dans l'Etat-Major des partisans et dans le « Gouvernement de la Grèce libre ». Une équipe entière de dirigeants, parmi lesquels Markos, Roussos et sa fameuse compagne Chrussa Chatzivasilou (l'« Anna Pauker » grecque), Porphuroghenis, ont été limogés. Les rênes du pouvoir passent en premier lieu à Jean Joannidès, jusqu'au « Ministre de l'Intérieur » et à Zachariades. Des deux, le premier est le personnage « fort ». Ancien ouvrier coiffeur, peu connu du grand public, éminence grise des couloirs du Parti, Joannidès est membre du Comité Central depuis qu'en 1927 la majori-

té trotskyste de cet organisme, avec à sa tête Pantelis Pouliopoulos, secrétaire général du parti, fut exclue du P. C. grec. Joannidès est un des rares membres du C. C. du P. C. G. qui, dans les directions successives, malgré les excommunications de Moscou, n'a jamais perdu sa place dans cet organisme. Il est généralement considéré comme le véritable « homme de Moscou » en Grèce, c'est-à-dire le véritable agent direct du Kremlin, avec double appartenance au Parti et au Guepeou. Quant à Zachariades — le Thorez ou le Togliatti grec — il jouit aussi pleinement, en apparence au moins, de la confiance de Moscou. Responsable de la politique du Parti Communiste grec depuis plusieurs années, et particulièrement de sa politique pendant l'occupation et le soulèvement de Décembre, il vient de faire « à la façon bolchevique » son « autocritique » dans un grand article publié dans l'organe du Kominform. Pour une Paix durable, pour une Démocratie Nouvelle ». Avec un air des plus naturels il s'étale sur les « fautes » commises (collaboration avec l'impérialisme et la bourgeoisie) qui ont déterminé la défaite de décembre 1944 et la capitulation ; mais il ne souffle pas un mot sur le fait que cette politique, nullement particulière au Parti stalinien grec, était en réalité la conséquence logique,

l'application naturelle de la ligne générale du Kremlin pendant la deuxième guerre impérialiste mondiale.

Ainsi la direction des partisans et du « gouvernement de la Grèce libre » passe aux mains de l'équipe des agents directs du Kremlin. Celui-ci a gagné une première victoire avant qu'une dissidence ouverte n'éclate à nouveau parmi les partisans grecs et ne vienne grossir celle de Tito dans les Balkans. Mais il n'est pas absolument sûr que la nouvelle équipe du guepeoutiste Joannidès saura maintenir son contrôle et son prestige parmi les partisans et les prolétaires grecs. Cette façon d'agir de Moscou est en réalité un coup de poignard dans le dos de la résistance des masses grecques, elle les démoralise, elle les désoriente, et fait en définitive le jeu de l'ennemi de classe, qui se réjouit déjà et reprend confiance.

Mais à travers cette expérience douloureuse la désaffection envers le stalinisme, des masses de Grèce, des Balkans et du monde, se fraye péniblement encore, difficilement, lentement, son chemin. Demain, les changements brusques que nous constaterons dans leur attitude envers le stalinisme seront dus en grande partie aussi aux contre-coups des affaires yougoslave et grecque.

10 février 1949.

Huit semaines de lutte des mineurs français

par F. MOREAU

PENDANT huit semaines, les mineurs de France ont mené une grève qui constitue une des pages les plus héroïques de l'histoire du prolétariat de ce pays. Témoignage d'une combativité extraordinaire, d'une tenacité remarquable, en face d'un gouvernement déchaîné et de l'aide ouvertement apportée à ce gouvernement par les syndicats réformistes et chrétiens, cette lutte de près de 400.000 travailleurs, conduite par une direction stalinienne, qui exploitait leur combativité mais les engagea dans une impasse, ne peut être bien comprise que dans le développement général de la lutte des classes en France.

C'est en France que se fait sentir à présent le plus vivement le déclin de l'Europe occidentale, sa mise à la portion congrue. Depuis les journées de 1934, qui ont mis fin à la période de démocratie classique, ce ne sont que grands soubresauts de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, sans pouvoir parvenir à un équilibre ; le grand capital n'arrive pas aisément à construire un outil réactionnaire fasciste pour imposer son « Etat fort », tandis que le prolétariat reste enfermé par ses directions dans le cadre de la société capitaliste. En 1944-45, à la « libération », ce sont littéralement les staliens qui ont remis debout l'Etat capitaliste et renvoyé les ouvriers qui avaient confiance dans « leurs » ministres aux usines pour y « produire » ... de la plus-value. Au printemps 1947, les masses dont le standard de vie s'abaissait constamment ont commencé à se dégager du carcan stalinien. A partir d'avril, les grèves se multiplièrent. Le mouvement culmina vers les mois de novembre-décembre. Les staliens qui, avec la création du Cominform, avaient entre temps fait un tournant « à gauche », firent échouer ce mouvement en raison des mots d'ordre, des formes d'organisation et de la tactique, qu'ils mirent en avant (1). L'année 1948 s'ouvrit avec la scission syndicale de « Force Ouvrière », et avec une offensive du gouvernement et des patrons contre les conditions de vie et de travail des ouvriers. Mais l'échec de 1947 n'avait pas profondément entamé les forces du prolétariat et les difficultés de plus en plus grandes de

la vie quotidienne, la montée des prix, stimulèrent la résistance des travailleurs. D'abord de petits mouvements, sans unité apparente ; puis une résistance plus massive. Le recours aux C. R. S. par le gouvernement pour faire évacuer les grévistes de l'usine Bergougnan à Clermont-Ferrand souleva aussitôt cette ville et fut le point de départ d'une résistance des travailleurs se généralisant dans tout le pays.

La contre-offensive ouvrière mûrissait. Dès la fin de l'été, un grand mouvement des travailleurs pointait à l'horizon. L'échec de l'an dernier et la division syndicale étaient des facteurs objectifs rendant moins aisées la généralisation des luttes et leur culmination en une bataille d'ensemble. Dans ces conditions, le rôle de la direction ouvrière devenait d'une importance exceptionnelle. Une direction révolutionnaire disposant d'une autorité sur une large partie de la classe ouvrière aurait, par une vaste campagne, popularisé devant tous les travailleurs les objectifs communs à toutes les catégories et la nécessité de se préparer à une lutte d'ensemble comme le seul moyen pour obtenir ces revendications. Une telle politique aurait d'une part éveillé l'attention des couches les plus retardataires, les aurait préparées pour le combat, et d'autre part, évité dans une certaine mesure des mouvements prématurés dans quelques industries. En tout cas, au moment où des mouvements auraient englobé un certain nombre d'industries importantes ou bien à la faveur d'événements donnés dans la lutte des classes, le mot d'ordre de la grève générale aurait trouvé logiquement sa place et un terrain favorable à sa réalisation. La contre-offensive ouvrière aurait pu alors se transformer en une grande offensive pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Mais la direction qui, en France, avait et a encore le plus d'autorité sur la classe ouvrière et sur ses couches les plus décisives, la direction stalinienne, avait une tout autre perspective et une tout autre stratégie. Elle ne songeait pas à une lutte pour la conquête du pouvoir par les travailleurs, elle visait à exercer une pression sur la bourgeoisie pour lui faire accepter une certaine politique définie au Comité Central du P. C. F. tenu à Gennevilliers en mai 1948, et dont le point le plus important est une nouvelle

orientation de politique extérieure du capitalisme français. Le mouvement des travailleurs allait être utilisé par cette direction en vue d'obtenir ce résultat. Le rythme propre du mouvement des masses fut négligé. Pour exercer une pression, il fallait aux dirigeants staliens une série de mouvements séparés, se succédant ou se juxtaposant, mais jamais coordonnés par l'objectif du renversement du pouvoir bourgeois,

d'où la tactique des « grèves tournantes ». La direction stalinienne freinait ici, accélérail là. La pièce maîtresse dans ce combat de harcèlement de la bourgeoisie devait être la grève des mineurs. Comme toute tactique de harcèlement opposée à un ennemi qui se place sur le plan d'une lutte décisive (à la mesure de ses propres forces, bien entendu), elle devait aboutir à l'inverse du résultat cherché.

Les revendications et le déclenchement de la grève

L'autorité des staliens chez les mineurs était particulièrement grande. Ils avaient, à la « libération », fait nationaliser les mines (les anciens actionnaires en tirent néanmoins un milliard et demi de dividendes par an) et ils avaient assuré aux mineurs toute une série d'avantages par rapport aux autres catégories de travailleurs (salaires, nourriture, etc.), car il fallait « produire ». Thorez faisait de la démagogie sur son passé de mineur et allait aussi souvent que possible parler, en patois à l'occasion, aux mineurs pour qu'ils se dépensent sans compter pour produire, produire et produire encore plus de charbon. La production des mines de France s'est rapidement relevée, mais la productivité des mineurs, comme dans tous les pays, n'a pas atteint celle de 1938. Comme tous les travailleurs, les mineurs — malgré quelques avantages reçus au lendemain de la guerre par rapport aux autres catégories — ont des salaires insuffisants. Leurs plus importantes revendications étaient un minimum vital (fixé par les staliens au chiffre dérisoire de 15.000 francs), la garantie du pouvoir d'achat et une augmentation des retraites. A cela venaient s'ajouter des revendications contre les décrets du ministre socialiste Lacoste qui remettaient aux mains de l'Etat-patron tout

un système de sanctions portant atteinte au statut des mineurs, tel qu'il avait été établi après de nombreuses années de lutte.

Pour donner le caractère le plus strictement corporatif au mouvement, les staliens mirent au premier plan les revendications contre les décrets Lacoste ; c'est seulement aux points 3 et 4 que venaient les revendications communes aux mineurs et à toute la classe ouvrière. Dans un référendum qui précéda le déclenchement du mouvement, une écrasante majorité des mineurs se prononça pour la grève. Les dirigeants réformistes et chrétiens eux-mêmes à ce moment-là n'osèrent pas s'opposer ouvertement à celle-ci ; ils se prononcèrent pour une grève de deux jours et laissèrent aux ouvriers appartenant à leurs syndicats la liberté d'agir à leur guise par la suite. Dès le démarrage de ce mouvement, qui engloba tous les mineurs de tous les bassins de France, la classe ouvrière comprit que cette lutte était sa propre lutte. Bien que lancée sans tenir compte des développements dans les autres industries, cette grève allait par son existence même et par ses péripéties hâter la maturation d'un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs de France.

Les fusillades

Commencée le 4 octobre, la grève se poursuivit dans un calme apparent pendant une dizaine de jours. Mais les manœuvres et les préparatifs gouvernementaux se poursuivaient dans l'ombre. Le gouvernement ayant fait entrer la troupe sur les territoires miniers, la Fédération des Mineurs décida de supprimer pendant 24 heures les services de sécurité. Le gouvernement prit prétexte de cette décision pour faire intervenir ses forces de répression afin de faire évacuer les puits occupés par les mineurs en grève. La Fédération des Mineurs se refusa alors à toute mesure de sécurité ; des choes sanglants étaient prévisibles.

Les forces gouvernementales, les C. R. S. ne pouvaient procéder à une large attaque ; le gouvernement concentra ses forces sur quelques points particuliers, négligeant au début le

principal bassin, celui du Nord et du Pas-de-Calais, car il n'avait que des forces limitées, malgré tous ses efforts pour les utiliser au maximum. C'est dans la Loire et dans le Gard plus spécialement qu'il chercha à marquer des points. Une attaque ainsi concentrée sur quelques points commença par susciter une riposte vigoureuse des mineurs. Ceux-ci délogés des puits en chassaient à leur tour les C. R. S. De véritables épisodes de guerre civile se produisaient. On vit les mineurs rester maîtres du terrain, faire prisonniers des centaines de gardes, avec un colonel à leur tête ; les C. R. S. en plusieurs endroits s'enfuyaient, abandonnant leur matériel (camions, etc.). Une arrestation dans le Pas-de-Calais entraîna l'occupation de la sous-préfecture de Béthune. Le Ministre de l'Intérieur, Jules Moch, grand stratège,

(1) Voir Quatrième Internationale, n° de novembre-décembre 1947.

avait échoué dans son entreprise visant à « assurer la sécurité » et la « liberté du travail » sans faire usage des armes, ainsi qu'il s'était vanité de le faire. Fidèle à la tradition sinon de Jaurès, du moins de Noske, il n'hésita pas à donner l'ordre de tirer. Les journaux et la radio répandirent quelques mensonges pour semer la panique, et le 19 octobre, les fusillades commencèrent. Des mineurs furent tués dans la Loire, dans le Gard ; les arrestations se multiplièrent, un régime de terreur fut instauré qui interdisait les

réunions, qui terrorisait ceux qui sortaient de chez eux, la troupe occupait les points stratégiques importants. Le gouvernement donnait à son activité le caractère d'opérations militaires ; chaque jour un communiqué indiquait le nombre de kilomètres carrés de « territoire libéré ».

Il faut à présent examiner séparément les conséquences des fusillades sur toute la classe ouvrière et celles qui en résultèrent par la suite chez les mineurs.

L'aspiration à la grève générale

L'assassinat de grévistes déclencha la colère des travailleurs dans toute la France. L'idée de la grève générale qui faisait jusqu'alors peu à peu son chemin s'imposa très rapidement à de très larges couches de la classe ouvrière. Partant des usines, cette revendication s'éleva jusqu'aux sommets de l'appareil de la C. G. T. Les syndicats, les unions départementales, les fédérations recevaient des résolutions demandant la grève générale, et ce, quelques jours après la fin du 27^e Congrès de la C. G. T. où la direction avait fait repousser la proposition présentée par les délégués de la minorité révolutionnaire. Au Bureau Confédéral, Frachon lui-même dut recevoir des délégations d'usines insistant pour que la direction de la C. G. T. prit la responsabilité de donner l'ordre de grève générale. La direction stalinienne s'opposa obstinément à ce mot d'ordre. Elle recourut à toutes sortes d'explications. Aux uns, elle dit que c'était les gaullistes qui la voulaient. A d'autres que la classe ouvrière n'était pas mûre pour un tel mouvement. A d'autres aussi que les mineurs poursuivaient un mouvement corporatif, qu'ils n'avaient besoin, pour vaincre, que de la solidarité financière et matérielle. A certains, que les grèves économiques ne pouvaient culminer en une grève générale qui, étant politique, ne pouvait être lancée que sur un mot

d'ordre politique, etc. Le document le plus expressif de cette hostilité fut la « lettre ouverte de B. Frachon aux ouvriers de chez Chenard et Walker » ; le secrétaire général de la C. G. T. intervint de tout son poids au moment où, de partout, s'exprimait la volonté d'une lutte d'ensemble. Cette lettre n'était alors pas tant destinée à convaincre qu'à semer le désarroi dans les esprits des militants et ainsi à prévenir un débordement de la direction.

Tous les dirigeants stalinien ne trouvaient que des obstacles à la grève générale ; aujourd'hui encore, plusieurs semaines après la défaite des mineurs, ils sont encore contraints de chercher à répondre aux inquiétudes de leurs militants sur ce point. C'est ainsi que l'organe théorique du parti stalinien, les *Cahiers du Communisme*, reproduit dans son numéro de janvier 1949 un article de Thorez vieux de 20 ans sur la grève politique de masses.

Notre article n'a pas pour objet de discuter tous les arguments stalinien, mais de faire comprendre la place de la grève des mineurs dans la lutte du prolétariat français. A ceux qui peuvent se demander si la classe ouvrière était mûre pour une lutte générale, répondons simplement par ce tableau forcément incomplet des luttes ouvrières pendant cette période, tableau dressé à partir des informations de « l'Humanité ».

En septembre (avant la grève des mineurs) :

- 1^{er} septembre. — Débrayage et manifestation chez les métallos de Nantes, Saint-Nazaire, Montargis, Bagnolet. — Débrayage partiel à Dôle. Manifestation dans le 15^e.
- 3 septembre. — Grève de 2 heures à Marseille.
- 5 septembre. — Débrayage et manifestation à Tulle.
- 7 septembre. — Grève de 24 heures à Troyes. Débrayage et manifestation à Strasbourg. Débrayage dans le Rhône. Débrayage à Pont-de-l'Arche.
- 8 septembre. — Débrayage à Aubusson.
- 9 septembre. — Débrayage au Banc-Mesnil. Grève de 24 heures à La Rochelle et dans la Somme.
- 10 septembre. — Débrayage et manifestation à Boulogne, Saint-Ouen, Puteaux, Courbevoie, Clichy, Saint-Denis et Issy. Débrayage dans les Ardennes, la Haute-Garonne, le Cher et à Saint-Etienne.
- 11 septembre. — Débrayage et grève dans plusieurs endroits : métallos, bâtiment, textile et papeteries, dans l'Ariège ; dans l'Aisne ; papeteries de Saint-Girons. Débrayage à Levallois.
- 12 septembre. — Débrayage à Arras et à Boulogne.

14 septembre. — Débrayage à Hagondange. Débrayage et manifestation à Gennevilliers, Asnières, Saint-Cloud. Grève d'une heure à Alès et à Nîmes. Grève générale dans le Doubs.

16 septembre. — Débrayage et manifestation à Tarbes et en Charente.

17 septembre. — Débrayage à Orléans et dans la Sarthe.

21 septembre. — Débrayage dans le Haut-Rhin, à Lorient et à Grenoble (obsèques de l'ouvrier Voitrin, assassiné par les gaullistes).

25 septembre. — Grève générale de 2 heures dans toute la France, à l'appel de toutes les centrales syndicales (C. G. T., « Force Ouvrière », C. F. T. C., Cadres).

28 septembre. — Débrayage au Havre.

A partir du 1^{er} octobre :

1^{er} octobre. — Grève de 24 heures du personnel du gaz et de l'électricité dans toute la France.

5 octobre. — Grève des taxis à Paris et Bordeaux. Journée d'agitation des communaux (C. G. T. et C. F. T. C.) dans toute la France. Début de la grève des chemins de fer du Nord-Est et des métallurgistes de Lorraine (qui durera jusqu'au 16).

8 octobre. — Grève de 24 heures de toute la marine marchande.

11 octobre. — Grève de 24 heures dans la Moselle. Grève de 48 heures des métallurgistes de Moselle.

13 octobre. — Grève de 24 heures de tous les ports de France.

15 octobre. — Grève de 24 heures des métallurgistes de Bordeaux. Grève du textile à Troyes, Sedan, Vendôme.

20 octobre. — Grève de 24 heures des cheminots de la région méditerranéenne. Grève générale dans le Tarn.

21 octobre. — Grève de 48 heures des cheminots du Mans, d'Alençon et de Château-du-Loir.

22 octobre. — Grève de 24 heures des cheminots de Toulouse, de Nîmes, d'Alès, d'Avignon, de Sète et du Tell. Refus des dockers de Calais et de Boulogne de décharger du charbon. Débrayage de solidarité dans toute la métallurgie parisienne.

25 octobre. — Grève de 24 heures dans la Loire. Débrayage à Lyon, Marseille, Limoges, Saint-Junien, etc. Nombreuses grèves dans tout le pays.

26 octobre. — Débrayage à Marseille, Rouen, Dieppe, Montpellier, Béziers, Sète, Clermont-Ferrand, La Rochelle.

27 octobre. — Débrayage à Marseille, La Bocca, Toulon, Brignolles, Périgueux.

28 octobre. — Grève de 24 heures dans le Gard. Débrayage dans la Vienne, à Mantes, chez les métallos de Denain.

29 octobre. — Débrayage à Boulogne-sur-Mer.

1^{er} novembre. — Grève des marins de Marseille.

Tout cela, en une période où tous les dirigeants écoutés parlaient contre la grève générale. Tout cela, en une période où la politique stalinienne était que les ouvriers pouvaient arracher les revendications par des mouvements

partiels. Aucun doute qu'une propagande qui aurait mis en avant la nécessité d'une lutte générale aurait rencontré un écho formidable et préparé un mouvement d'une ampleur extraordinaire.

Le déclin de la grève des mineurs

La grève générale fut ainsi évitée par les dirigeants stalinien et les mineurs poursuivirent leur grève aidés par la solidarité matérielle des travailleurs (collectes à chaque paye, évacuation et hébergement d'enfants de mineurs), mais dans des conditions où la guerre d'usure ne pouvait tourner qu'à leur désavantage.

Les versements, les souscriptions, l'aide matérielle, malgré toute la bonne volonté des travailleurs, se trouvaient limités par les possibilités limitées de ceux-ci. Une chose est de soutenir 5 ou 10.000 grévistes et leur famille ; une autre est de soutenir 400.000 grévistes et leur famille. A 1.000 francs par semaine, chiffre insuffisant, il eut fallu recueillir 400 millions par semaine ! Par contre, le gouvernement français recevait l'aide des Américains

qui ne regardaient pas au prix du charbon.

Mais il n'y eut pas que les difficultés matérielles, la faim et le régime de terreur, pour amoindrir la capacité de résistance des mineurs. La tactique de la direction stalinienne vint se combiner à toutes ces difficultés.

Revenons à la question de la suppression des équipes de sécurité. La mesure décidée pour 24 heures fut, par le développement de la lutte, prolongée sans limite. Mais une telle tactique, extrêmement rare dans cette corporation, même au cours de grèves très prolongées, apparaissait visiblement disproportionnée aux objectifs de la lutte tels que les stalinien les présentaient. Dans une lutte décisive pour le pouvoir, où se joue tout le sort de la société, les mesures les plus extrêmes

mes et les plus audacieuses sont justifiées et comprises par tous les travailleurs ; mais on ne peut concevoir une direction proposant des objectifs limités au cadre d'une corporation, refusant de recourir à une grève générale et appelant aux moyens de lutte les plus extrêmes. Le gouvernement et les réformistes de tout poil exploiteront cette discorde entre les moyens et les buts. La propagande dénonçant les dirigeants stalinien comme ayant d'autres buts que les intérêts des mineurs se basait dans ce cas sur quelque chose de très réel ; aussi, en l'absence d'une organisation révolutionnaire susceptible d'être entendue avec assez d'autorité pour montrer une issue révolutionnaire, en présence de l'étranglement du mouvement pour la grève générale, un nombre grandissant de mineurs, dont les familles étaient affamées et qui ne voyaient pas d'issue au mouvement, reprenait le chemin des puits.

Ce n'était pas tout. La politique stalinienne favorisait d'une part le retour au travail des moins combattifs ; mais elle engendrait d'autre part chez les plus combattifs, chez ceux qui continuaient la grève, des sentiments de colère et de désespoir qui se tournè-

rent à plusieurs reprises en actes terroristes contre ceux qui avaient repris le travail. La violence contre les jaunes est légitime, mais se livrer à des actes de violence (bris de carreau, coups, etc...) envers ceux qui, après plusieurs semaines de lutte, ont repris le travail parce qu'ils n'avaient plus la force de tenir et parce que la direction, pour des raisons qu'elle ne peut honnêtement donner, se refuse à poser la question de la cessation de la grève, ne peut enrayer le déclin d'un mouvement ; au contraire, cette tactique (si on peut employer ce mot) ne peut qu'aggraver la défaite en engendrant des sentiments de haine au sein des travailleurs.

Dans la dernière période de la grève, non seulement tous les petits bassins n'étaient plus en lutte, mais même dans le Nord et le Pas-de-Calais il n'y avait guère qu'un tiers des mineurs encore en grève. C'est le 29 novembre, au moment où une désagrégation complète menaçait ce qui restait du mouvement, que la Fédération des Mineurs donna l'ordre de reprise du travail, vingt-quatre heures après avoir appelé à une lutte jusqu'au bout et sans même consulter ceux qui restaient en lutte.

Les suites de la défaite

Sur le plan de la corporation minière, ce fut une défaite très lourde. Près de deux mille mineurs ont été emprisonnés et condamnés, notamment presque tous les délégués à la sécurité qui constituent l'armature du mouvement syndical dans les mines. Le gouvernement s'est aussi livré à la plus odieuse des répressions contre les ouvriers immigrés qui avaient fait leur devoir de classe ; pour l'internationalisme des Moch et Cie, ils sont tout juste bons à produire et à se taire. Les dirigeants réformistes de « Force Ouvrière » et des syndicats chrétiens ne tireront pas grand profit de cette défaite des mineurs, en dépit ou à cause de l'aide scandaleuse que leur donne le gouvernement et du vote par l'Assemblée nationale d'un crédit de 50 millions en faveur de ceux qui ont subi des actes de violence des grévistes.

Il y a encore peu d'indices pour apprécier exactement l'état d'esprit chez les mineurs et la profondeur de leur défaite. Cependant, tout récemment, à Firminy, où un travailleur fut assassiné, il y eut une élection pour un délégué mineur, dans laquelle sur près d'un millier d'ouvriers, le candidat de la C. G. T. bat très largement les candidats « Force Ouvrière » et du syndicat chrétien, mais dans laquelle aussi près de la moitié des mineurs s'est abstenue de participer au vote.

En ce qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière de France, cette défaite a eu pour conséquence une nouvelle offensive contre les conditions de

vie des travailleurs et, ce qui est très important, un nouvel affaiblissement du mouvement syndical. La reprise des cartes pour 1949 à la C. G. T. a été très faible ; ni « Force Ouvrière », ni la C. F. T. C. (chrétiens) n'en ont d'ailleurs bénéficié ; en même temps commencent à pulluler les syndicats autonomes où règne la confusion la plus grande et où se sont camouflés des éléments gaullistes, avec la consigne de ne pas se dévoiler. On peut dire qu'il n'y a presque plus de syndicats de masse en France ; il y a plusieurs centrales rivales, qui sont plutôt les expressions de partis ou de courants politiques dans le domaine des revendications ouvrières. N'y adhèrent en général que les membres des partis et les sympathisants les plus proches.

La classe ouvrière française a encore des ressources de combativité très grandes ; des industries entières (la métallurgie et d'autres) n'ont pas été vaincues dans ce combat ; les besoins les plus élémentaires des travailleurs les pousseront vers de nouvelles batailles pour défendre leur standard de vie. La défensive actuelle tout à fait sporadique ne manquera pas de se développer, sans que rien ne permette pour l'instant d'en prévoir le rythme. Mais il est certain qu'une lutte d'ensemble sera beaucoup plus difficile à obtenir, que des corporations entières ou des usines soit ne bougeront plus, soit ne démarreront pas tant que le mouvement n'atteindra pas une am-

pleur énorme et que l'unité de front des travailleurs ne sera pas réalisée. Et ce front unique est d'autant plus nécessaire que la menace gaulliste s'est accentuée sur la base même de la défaite ouvrière.

Depuis la fin de la grève des mineurs, les dirigeants stalinien ont été plus prudents par la force même des choses ; sachant qu'ils ne rencontreraient que peu d'écho, ils se sont rabattus sur les plus petites revendica-

tions, non pas tant pour provoquer des mouvements immédiats que pour renforcer les syndicats de la C. G. T. sur la base d'une agitation autour de ces revendications ; mais le plus grave est qu'ils ont conservé leur tactique des « grèves tournantes » qui, pour les besoins de la diplomatie du Kremlin, a mené la grève des mineurs à la défaite et qui risque de nuire à l'avenir successivement à toute une série d'industries.

L'activité du P. C. I.

Avec des forces réduites, quasi inexistantes chez les mineurs, la section française de la IV^e Internationale a porté l'essentiel de ses efforts sur l'agitation pour la grève générale et sur la nécessité pour les travailleurs, en face d'une direction défailante, de créer eux-mêmes une nouvelle direction capable de préparer et de diriger le mouvement.

La politique du P. C. I. a trouvé un écho parmi les travailleurs. La proposition d'envoi de délégations d'usines au Bureau Confédéral pour lui demander de donner l'ordre de grève générale fut souvent bien accueillie et même réalisée dans l'usine Chenard et Walker, par les dirigeants de la cellule du P. C. F. et de la section syndicale, en l'absence de tout trotskyste organisé. Cette délégation qui y est allée avec pleine confiance dans les chefs de la C. G. T., a exprimé ce qui se pensait dans toute la métallurgie parisienne, comme en témoigne le compte-rendu d'une réunion de la Commission exécutive du syndicat des métaux de la région parisienne, publié par la *Vérité*. C'est cette action qui a forcé le secrétaire de la C. G. T., Benoit Frachon, le plus qualifié des dirigeants syndicaux de la bureaucratie stalinienne, à écrire sa « lettre ouverte aux ouvriers de chez Chenard et Walker », dans

laquelle il a dû ouvertement se démasquer et montrer l'hostilité des dirigeants du P. C. F. à la grève générale. Cette lettre a souvent été le point de départ de larges discussions parmi les travailleurs. Malgré la faiblesse des moyens de propagande du P. C. I., la direction du parti stalinien a cru nécessaire de rééditer une brochure ancienne contre les trotskystes, en y ajoutant une quarantaine de lignes pour dénoncer leur action en faveur de la grève générale. Immédiatement après la fin de la grève, dans le climat de la défaite, une offensive stalinienne s'est déclenchée en vue d'exclure les trotskystes de la C. G. T. ou des postes qu'ils avaient dans les syndicats. Mais, les mesures bureaucratiques ne peuvent ni arrêter l'activité des trotskystes ni mettre fin à la profonde crise du parti stalinien. Le Parti Communiste internationaliste est sorti renforcé de cette grande lutte du prolétariat français ; des travailleurs, en petit nombre certes, ont rejoint ses rangs ; son enracinement dans la classe ouvrière se poursuit ; sa campagne de front unique se développe. Ses militants ont, malgré les dangers qui menacent la classe ouvrière, une confiance accrue dans les possibilités de leur parti dans les batailles de demain.

Dans les ténèbres de "l'espace-temps historique"

par Tomas ROBLES

Les coups d'Etat se succèdent en Amérique latine. Après celui de Gonzalez Videla, au Chili, il y a eu au Pérou l'écrasement de la révolte de l'APRA et l'installation de la clique du Général Odria ; au Venezuela le président Gallegos fut renversé par les militaires au service des intérêts pétroliers de Wall Street, et la fièvre des pronunciamientos vient de gagner dans ces dernières semaines les petites Républiques du Salvador et de Costa-Rica.

Les quelques libertés démocratiques accordées aux masses de ces pays semi-coloniaux, au lendemain de la liquidation de la guerre, disparaissent rapidement et les cliques militaires, agents des féodo-capitalistes indigènes et de l'impérialisme, installent à nouveau une dictature ouverte.

Cette évolution s'inscrit en général dans le cadre de l'aggravation des rapports U. S. A.-U. R. S. S. et de la préparation de la nouvelle guerre. Washington appuie les cercles réactionnaires qui, prétextant la lutte contre le « danger rouge », rendent illégales du même coup, avec les organisations stalinienne et trotskyste, toute formation démocratique. Washington enchaîne ainsi l'Amérique latine à son char de guerre et aspire à se servir de ces régimes dictatoriaux pour drainer encore davantage les ressources naturelles de ces pays et éviter toute concurrence et toute pénétration étrangère.

L'Amérique latine doit rester une chasse gardée fermée de l'impérialisme yankee lancé dans la perspective de la nouvelle guerre. Dans cette entreprise, l'impérialisme et la réaction indigène sont grandement aidés par l'inconsistance de l'opposition libérale et démocratique représentée par quelques partis petits-bourgeois, ainsi que par la politique d'appui à ces partis des staliniens et par la faiblesse encore grande du camp révolutionnaire prolétarien.

L'opposition démocratique petite-bourgeoise qui s'efforce de donner une solution aux problèmes démocratiques-bourgeois de ces pays s'avère organiquement incapable de remplir une telle mission historique.

Ceci est particulièrement frappant dans l'exemple de l'APRA, le parti péruvien de Haya de la Torre, le plus radical de tous les partis démocratiques petits-bourgeois de l'Amérique latine. Fondé au lendemain de la Révolution d'Octobre sur un programme audacieux de lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste, l'APRA dégénéra ensuite au point de soutenir l'impérialisme américain durant la dernière guerre, et d'abandonner les plus radicales mesures de son programme économique et social.

L'article du camarade T. Robles que nous publions, traduit de la revue « Cahiers Marxistes » (août 1948), organe théorique de la section péruvienne de la IV^e Internationale, démontre l'inconsistance de la doctrine « libérale » de ce parti type de l'opposition petite-bourgeoise, et sa véritable faillite devant l'épreuve des événements. A peine deux mois après la publication de cet article, l'APRA, attaqué une première fois par le régime de Bustamante, fut disloqué sous les coups de la dictature d'Odria, qui avait déposé à son tour Bustamante comme étant trop « tiède » et incapable de venir complètement à bout de toute résistance au régime.

Aprisme et marxisme

DES ses débuts, l'aprisme voulut se présenter comme étant l'application du marxisme à la réalité péruvienne et latino-américaine. L'évolution de l'Apra a révélé que ses idéologues se limitèrent à couvrir plus ou moins bien une politique petite-bourgeoise par une douteuse phraséologie marxiste. Nous ne voulons pas dans ce bref article

montrer la contradiction criarde qui existe entre les phrases « marxistes » de ce parti et son activité politique réformiste et réactionnaire. Notre but est de prouver comment la pensée marxiste fut toujours absente chez les apristes. Jamais l'Apra ne se conduisit en marxiste parce que jamais il n'avait pensé en marxiste.

Les récentes élaborations de Haya de la Torre sur « l'espace-temps historique », foncièrement vagues, confuses et contradictoires, constituent l'expression adaptée aux besoins du moment de la pensée déjà implicite dans l'aprisme dès ses premiers jours. Sa thèse fondamentale est la même que celle de « Théorie et tactique de l'Aprisme » et en elle demeure l'essentiel de ses divergences avec le marxisme. On trouve cependant une différence entre la formulation première et la formulation actuelle. « L'application du marxisme à notre propre réalité » s'est muée en « négation du marxisme ». Mais, aux dires de son auteur, cette « négation » prétend être fidèle à la pensée marxiste, en se prétendant même être un produit de la méthode du matérialisme dialectique. De ce point de vue maintes fois soutenu par Haya de la Torre au cours de son évolution « philosophique » si éprouvée, on ne devrait pas rigoureusement parler d'une « négation » du marxisme ni d'un « dépassement » de ce qui constitue l'essentiel du marxisme en tant que méthode de pensée. Par contre, il serait plus juste de dire que l'aprisme se refuse à appliquer à la réalité qu'il a devant les yeux les conclusions concrètes formulées par Marx et Lénine à une autre époque,

dans d'autres pays, bref à un autre « espace-temps historique ». C'est ainsi que Haya de la Torre s'expliquerait si ses excursions théoriques étaient mues par un souci sincère et ne représentaient pas ce qu'elles sont en réalité, à savoir une des plusieurs manières que l'aprisme emploie dans la mystification de toute conscience politique. Déjà extrêmement confuse en soi, la théorie de « l'espace-temps » n'embrasse pourtant pas l'ensemble des supercheries apristes. Il suffit de dire qu'à côté de leur prétendu travail de « dépassement » du marxisme, les apristes dans leur propagande célèbrent le culte des théories politiques et philosophiques les plus variées, selon les besoins urgents du moment. Ainsi, ces aventuriers tantôt se réclament du matérialisme dialectique, tantôt combattent le « communisme », véritable ou imaginé, avec les armes de l'idéalisme vulgaire.

Mais ne nous attardons pas davantage sur cette question, si importante soit-elle. Admettons que la seule et véritable base théorique de l'aprisme consiste à « dépasser » le marxisme. Et revenons au point de départ d'un jeune apriste sincèrement intéressé aux problèmes théoriques.

Négation ou ignorance du marxisme

Est-il vrai que les conclusions apristes proviennent de la même méthode matérialiste que Marx, Engels, Lénine, etc., avaient employée, paraît-il, pour les besoins exclusifs de l'Europe ? Autrement dit : est-il vrai qu'avant la venue de Haya de la Torre sur la terre le marxisme se limitait à envisager la réalité européenne et à rechercher des solutions pour cette réalité et seulement pour cette réalité ? Si l'on répond par l'affirmative, il faudrait encore demander s'il est vrai qu'il faille dépasser le marxisme afin de l'appliquer à la réalité latino-américaine.

Seule, l'ignorance profonde que la plupart des gens ont du marxisme nous oblige à poser de telles questions. Cette ignorance constitue la seule base sérieuse de cette supercherie qui s'appelle le « dépassement » du marxisme ». Il faut n'avoir pas lu la riche littérature du socialisme scientifique, de Marx, d'En-

gels, de Lénine et de Trotsky, ou bien n'en avoir rien compris du tout pour la concevoir comme un recueil de recettes « applicables » uniquement à des pays déterminés. Nous nous permettons de signaler à M. Haya de la Torre (qui le sait d'ailleurs, mais le sait sciemment) le fait que, bien avant sa parution providentielle sur la terre, le marxisme était déjà une méthode scientifique et nullement un recueil de recettes. Avant même que la philosophie moderne se soit vue enrichie par la « géniale » contribution de Haya, le marxisme tirait dialectiquement des solutions politiques concrètes de sa méthode matérialiste dialectique. Admettons (ce qui, d'ailleurs, n'est pas le cas) que jusqu'à la venue de Haya les socialistes se soient limités à ne formuler des solutions que pour leurs propres pays. Il ne serait pas, pour cela, question de « dépasser » le marxisme pour trouver des solutions

appropriées à l'Amérique latine, il nous suffirait de l'appliquer.

L'aprimisme est incapable non seulement de « dépasser » le marxisme, mais aussi de l'appliquer d'une manière conséquente à nos propres conditions. Sa prétendue interprétation des faits part précisément de son ignorance de ces conditions ainsi que d'une conception absolu-

« L'espace-temps historique » contre le matérialisme dialectique

Malgré toutes les ruses pseudo-bégéliennes étalées par Haya de la Torre, le seul principe sur lequel est bâtie la « très nouvelle » conception de l'espace-temps historique est radicalement contraire au matérialisme dialectique. Son opposition à la conception marxiste ne peut constituer une négation dialectique, disons un « dépassement » du marxisme. Non, il nie le marxisme de la même manière que l'athéisme nie le déisme, et le dogmatisme le scepticisme. C'est un « non » tout court, qui ne contient rien de ce qui est nié, si ce n'est quelques palabres. Que le « dépasseur » fasse mine de ne pas s'en apercevoir est une autre affaire qui pourrait donner lieu à des commentaires d'un autre genre.

Il est certainement fastidieux d'examiner la conception hayiste que son auteur a formulée de façons les plus diverses, selon les occasions qui se sont présentées. Essayons de l'examiner dans son expression la plus conséquente. Selon la thèse hayiste, la réalité sociale n'est pas une mais diverse, et se développe à travers le temps et l'espace, dans des catégories ou des compartiments distincts : les « espaces-temps historiques », chacun d'eux ayant ses propres lois. Ainsi, les lois de l'espace-temps historique « indo-américain » seraient profondément différentes de celles de « l'espace-temps européen ». Le marxisme pré-hayiste a voulu appliquer le matérialisme dialectique d'une manière uniforme, sans prendre en considération les profondes différences entre les espaces-temps. Il faut donc « dépasser » une telle attitude — au fond non dialectique — et manier la méthode en accord avec les lois propres du lieu.

Laissons de côté le reproche gratuit que Haya fait à l'adresse de ses devanciers. Cependant, nous devons clarifier un point avant d'entrer

ment fausse de la réalité latino-américaine, ou « indo-américaine », comme on voudrait l'appeler. L'aprimisme ignore, comme nous le verrons par la suite, en quoi consiste le caractère « propre » de notre réalité latino-américaine. La thèse, qui est à la base de la théorie de « l'espace-temps historique » est la consécration théorique d'une telle ignorance.

dans les ténèbres de « l'espace-temps ».

Dans un récent article, Mme Magda Portal, disciple fidèle du plus grand philosophe « indo-américain » écrivait en interprétant la pensée de son maître :

« ...du marxisme nous acceptons la méthode dialectique de l'interprétation économique de l'histoire, méthode par laquelle on parvient à saisir la réalité sociale de nos peuples ».

Or, la méthode dialectique pour « donner une interprétation économique de l'histoire » qui consiste « à étendre de manière conséquente le matérialisme au domaine des phénomènes sociaux » (Lénine), part d'une considération scientifique fondamentale synthétisée par Marx dans la préface à sa « Critique à l'économie politique » dans les termes suivants : « C'est le mode de production de la vie matérielle qui conditionne le processus de la vie sociale et intellectuelle d'une façon générale ». Et non inversement.

De ce point de vue, la partie essentielle de la dialectique de l'interprétation économique de l'histoire consiste à déceler le développement des processus sociaux pour en découvrir l'élément ou le moteur révolutionnaire de l'histoire. Le développement progressif des formes sociales (et leurs manifestations culturelles) est déterminé, en dernière instance, par le développement des forces productives. Cependant ce développement ne doit pas être compris d'une façon mécanique, mais dialectique. Le développement ne se fait pas suivant un processus harmonieux dans lequel les formes sociales et les formes productives progresseraient parallèlement, en conservant leurs rapports réciproques. Au contraire, il s'effectue suivant un processus dialectique dans

lequel les deux facteurs (formes sociales et formes productives) entrent dans des contradictions successives.

L'ensemble des rapports sociaux qui caractérisent une forme de société déterminée constitue, à un moment donné, les conditions de production dans lesquelles se développent les forces productives. Mais « à un degré donné de leur évolution, fait remarquer Marx, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les conditions de production existantes ou, pour le dire dans des termes juridiques, avec les formes de propriété qui régnaient jusqu'à ce moment-là ». La solution de cette contradiction est une révolution sociale.

Pourquoi n'est-il pas possible d'adapter de façon pacifique, progressive et harmonieuse les formes sociales au développement des forces productives ? Parce que la société est divisée en classes ayant des intérêts opposés, la forme donnée des rapports sociaux étant précisément la garantie qui assure aux classes favorisées leurs gains et leurs privilèges.

Les classes sociales n'ont pas existé de tout temps, et n'existeront pas éternellement. Elles sont apparues à un degré déterminé du développement des forces productives comme étant une condition nécessaire au développement de celles-ci. Le « communisme primitif des tribus » pourrait sembler moralement plus « juste » que les formes ultérieures de la société basées sur la division des classes, tels la société esclavagiste, le féodalisme et le capitalisme. Cependant, la désintégration du « communisme primitif » fut un fait historique justifié à l'époque car elle entraîna un développement des forces productives et inaugura une longue période historique de lutte de classes. Aussi longtemps que l'exploitation de l'homme par l'homme fut une condition nécessaire au progrès des forces productives, les changements sociaux qui se sont produits ont signifié le remplacement d'une classe exploiteuse par une autre, non moins exploiteuse, mais représentant un ordre social adapté au progrès des forces productives.

Le capitalisme a créé toutes les conditions nécessaires pour que l'histoire de l'humanité ne soit plus

l'histoire de la lutte de classes, parce qu'il a développé les forces productives à un niveau adéquat, avec une répartition équitable, moyennant la socialisation de la production. Le progrès de la technique — dans le sens le plus large du terme — permet d'assurer la socialisation dans la répartition à la seule condition que soient détruits les rapports sociaux actuels correspondant à la domination capitaliste. Socialiser la répartition suppose, en ce qui concerne les formes de propriété, l'abolition de la propriété privée. Ce changement révolutionnaire, seul le prolétariat en tant que classe ne possédant rien, peut l'accomplir. Dans le socialisme, les forces productives ne se heurteront plus aux entraves de l'organisation sociale. Alors, et seulement alors, la lutte de classes aura cessé d'être une condition nécessaire au progrès, car les forces économiques s'épanouiront librement.

Telle est, brièvement résumée, la conception scientifique qui est à la base du matérialisme historique dont la méthode est valable pour n'importe quel secteur de la société humaine à n'importe quel moment de son évolution.

Il est évident que les conclusions tirées de l'application de cette méthode varieront suivant le phénomène social examiné et aussi selon la phase de l'évolution atteinte par celui-ci — l'ensemble de la société évoluant suivant les mêmes lois. Il est donc évident que la validité de la méthode du matérialisme dialectique est incompatible avec l'existence de lois propres aux compartiments des « espaces-temps ». A la lumière du marxisme, les soi-disant « espace-temps » différents, ne sont pas autre chose que l'expression déformée dans l'esprit capricieux de Haya de la Torre du fait bien connu de tous, à savoir qu'en raison de leurs différences naturelles primitives, les différents groupements humains (qu'ils s'appellent « civilisation », « empire » ou « peuple ») sont entrés à des moments différents dans le processus du développement social, ont évolué à des rythmes différents, conditionnés non seulement par les différences primitives naturelles, mais aussi par les pressions et les influences réciproques de ces groupements. Mais, en tout état de cause ces groupements ont suivi les mêmes lois. C'est ce que le marxisme désigne par deux termes qui se com-

plètent : le « développement inégal » et le « développement combiné ».

Au Pérou et en Amérique latine, tout marxiste comprend que, si la réalité locale est différente de la réalité européenne par exemple, cela ne veut nullement dire que l'une est soumise à des « lois propres », distinctes de celles de l'autre. Cela veut dire que, bien que soumis aux mêmes lois, le Pérou, l'Europe ou n'importe quel autre point du globe, se trouvent à des stades différents du développement social, d'où résultent les différences « propres » à chacun d'eux. Il n'est pas nécessaire de « dépasser » le marxisme pour fixer, dans chaque cas concret, et en accord avec les conditions de lieu et de temps, les solutions révolutionnaires.

Si la formule de « l'espace-temps historique » se bornait à employer des mots « nouveaux » pour désigner les lois du développement inégal et du développement combiné, on pourrait dire que nous nous trouvons devant un jeu de mots. Mais dans le domaine de la théorie, il n'y a pas de jeu de mots sans une intention déterminée. La formulation hayiste est plus qu'une jonglerie verbale, pédantesque et inoffensive. Elle abrite une conception réactionnaire et antiscientifique. Partant des différences nationales et continentales évidentes, mais qu'il classe arbi-

trairement dans les compartiments de pseudo « espaces-temps », Haya conclut que, bien qu'il existe des influences réciproques entre les différents « espace-temps », fondamentalement chacun d'eux évolue vers des buts qui leur sont propres et avec des modalités spécifiques. Il est clair que si l'on part de cette prémisse, il est impossible d'appliquer la méthode du matérialisme dialectique telle qu'elle a été définie plus haut, car cette méthode s'appuie sur des considérations valables pour toute la société et n'interprète les différences nationales à un moment donné que comme expressions de différents degrés de développement de processus qui sont au fond identiques. Il faudrait se refuser à reconnaître cette identité fondamentale de tous les processus sociaux pour que la formule de « l'espace-temps historique » ait une signification propre et originale. Par exemple, si le développement du capitalisme en Amérique est soumis aux mêmes lois que celui de l'Europe ou de la Nouvelle-Zélande, ainsi que cela se produit en réalité, en quoi consiste l'originalité de « l'espace-temps » ? Si, par ailleurs la destruction des rapports féodaux ou pré-capitalistes obéit aux mêmes lois fondamentales en Chine et en France, que devient « l'espace-temps », en tant que notion de « dépassement » du marxisme ?

Le « dépassement » hayiste et les anciennes revisions du marxisme

Sous certains aspects, le « dépassement » hayiste semblerait un progrès par rapport aux anciennes conceptions qui ont essayé « d'appliquer le marxisme à la réalité propre », conceptions entrant dans ce qu'on pourrait appeler « l'espace-temps historique relatif » par opposition à « l'espace-temps historique absolu » actuellement défendu par Haya. Il est curieux de constater que Haya de la Terre commença comme un disciple de « l'espace-temps historique relatif ».

Les premiers théoriciens de « l'espace-temps historique relatif » ont été les révisionnistes russes, les mencheviks. Leurs successeurs sont à présent les staliniens qui ont rompu avec le bolchevisme. Ces révisionnistes, les staliniens, tout comme les sociaux-démocrates et le Haya de la première époque, sans prétendre la « dépasser », acceptent en to-

talité la conception matérialiste de l'histoire. En quoi consiste donc leur révisionnisme ? Il consiste à concevoir l'évolution de chaque peuple comme étant une reproduction de l'évolution suivie jusqu'ici par les pays capitalistes les plus avancés. Cette conception profondément opposée à la pensée marxiste, prétendant cependant s'appuyer sur une phrase mal comprise de Marx, selon laquelle les peuples arriérés voient leur avenir dans l'évolution des peuples les plus avancés. C'est ainsi que les mencheviks russes disaient que leur pays n'était pas « mûr » pour la révolution prolétarienne parce qu'il n'avait pas parcouru toutes les phases du développement capitaliste et n'avait même pas achevé la révolution démocratique-bourgeoise. C'est ainsi que Haya, dans ses premiers ouvrages, soutenait que l'« Indo-Amérique » n'était pas mûre pour

la révolution prolétarienne, mais qu'elle l'était pour constituer « l'Etat anti-impérialiste ». L'espace-temps hayiste se montrait déjà désireux de donner un nouveau nom à la révolution démocratique-bourgeoise. Haya de la Terre ne prétendait pas dissimuler le caractère capitaliste de « l'Etat anti-impérialiste » et présentait celui-ci comme un « pont vers le socialisme ». La conception de Haya n'était donc qu'une version péruvienne de la thèse menchevik. A présent, nos staliniens ont capitulé devant l'interprétation première de Haya. Niant les thèses du Komintern élaborées par Lenine et Trotsky avant la dégénérescence stalinienne et falsifiant les enseignements de Mariategui, nos staliniens et stalinisants nous disent qu'en Amérique latine, la situation n'est pas mûre pour la révolution prolétarienne, tant que la société bourgeoise ne sera pas assez développée pour y parvenir, d'où la nécessité d'« accomplir la révolution démocratique-bourgeoise » au moyen de « l'Union Nationale » des ouvriers, des paysans et des bourgeois « progressifs ».

L'explication commune à tous ces messieurs les révisionnistes, exposée par Haya lui-même, notamment dans « L'anti-impérialisme et l'Apra », est bien simple, mais implique dans sa simplicité, une ignorance totale de la méthode dialectique.

Aux dires des savants révisionnistes, la dictature du prolétariat et la révolution prolétarienne se justifient uniquement comme moyen de réalisation du socialisme. Chacun des pays latino-américains et l'Amérique latine elle-même ne sont pas mûrs pour la construction du socialisme puisque le capitalisme ne s'y est pas développé à un niveau suffisant. Une expression de ce développement insuffisant consiste dans la situation minoritaire du prolétariat, notamment du prolétariat industriel. La tâche historique qui se pose à ces pays n'est donc pas le socialisme

mais l'épanouissement du capitalisme. Dans le domaine des rapports de classe et de la stratégie politique ne s'impose pas la lutte décisive du prolétariat contre la bourgeoisie indigène, mais la lutte de la classe ouvrière, des paysans et de la bourgeoisie contre les impérialistes et les propriétaires fonciers. C'est ainsi que s'expriment les théoriciens petits-bourgeois.

Répétons-le, cette conception est commune à l'aprimisme de la première époque, au menchevisme russe, à la social-démocratie et au stalinisme. Les derniers continuent à se réclamer du marxisme, le premier prétend lui-même le « dépasser ». Pour tous, la société humaine ne progresse pas uniformément comme un tout homogène (ce qui d'ailleurs est vrai), mais est morcelée en groupes distincts qui progressent chacun de son côté vers le même but, mais en passant fondamentalement par les mêmes étapes, ce qui d'ailleurs est faux.

Voilà la théorie de « l'espace-temps historique relatif ». L'humanité, en vertu des différences naturelles primitives déterminées par l'espace (le milieu), est morcelée en compartiments dans chacun desquels le développement social commencerait à des moments différents (le temps historique) et se poursuivrait en parcourant les mêmes étapes fondamentales et selon les mêmes lois, mais chacun d'eux, pour son propre compte, et isolément. C'est ainsi que l'espace historique de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord se trouverait déjà « mûrs » pour le socialisme, au moyen de la révolution prolétarienne. Par contre, l'espace-temps latino-américain devrait d'abord achever le développement capitaliste au moyen de la révolution démocratique-bourgeoise avant d'atteindre la maturité nécessaire au socialisme, celui-ci étant, aux dires de nos révisionnistes, la seule justification de la révolution prolétarienne.

L'aprimisme, le social-réformisme et le stalinisme ignorent l'internationalisme marxiste

Les théoriciens apristes de la première période (sans parler de ceux d'aujourd'hui), les réformistes et les staliniens font tous l'erreur théorique capitale de vouloir appliquer le marxisme à leur pays pris isolément sans tenir compte du fait que

les rapports internationaux sont à présent plus décisifs que jamais. Ils ignorent que, dans la phase actuelle de l'histoire, l'économie mondiale est un fait matériel primordial. Ils ignorent, en outre, contre toute évidence, que les économies nationales

et les économies continentales font partie intégrante d'un tout, l'économie mondiale. Au Pérou, en Amérique Latine, ou en Russie, ils posent le problème de la révolution sociale comme si ces pays avaient une existence propre, détachée de l'économie mondiale.

Bien sûr, si l'on considère isolément l'économie péruvienne, nous serions bien forcés d'en conclure qu'elle n'est pas mûre pour la révolution prolétarienne (au cas où nous considérerions que l'objectif immédiat de la révolution prolétarienne est la construction du socialisme). De même, si nous prenons isolément la Russie de 1917, nous devrions conclure également que son économie n'était pas « mûre » pour le socialisme et que, dans ces conditions, la révolution prolétarienne était une utopie.

Mais si nous considérons le Pérou et l'Amérique latine dans leurs rapports avec l'économie mondiale, et comme une partie de la réalité mondiale, nous arriverons alors à des conclusions tout à fait différentes, moins schématiques mais absolument scientifiques. Tout d'abord, nous constatons que l'état arriéré de ces pays est dû au fait que ceux-ci font partie d'un système mondial dans lequel ils sont des pays semi-coloniaux assujettis à des puissances impérialistes. Nous comprenons qu'il est utopique de parler « d'achever la révolution démocratique bourgeoise » dans ces pays, d'y compléter leur développement capitaliste aussi longtemps qu'existera l'impérialisme. En ce qui concerne concrètement l'Amérique Latine, nous pensons que la disparition de l'impérialisme qui l'opprime et l'empêche de progresser, signifie seulement la venue du socialisme aux Etats-Unis. Si on examine l'influen-

ce toute puissante que les Etats-Unis exercent sur l'Amérique Latine et sur le monde entier, n'est-il pas absurde de concevoir que notre peuple déjà libéré du carcan impérialiste travaillerait au développement du capitalisme indigène précisément au moment où le socialisme se frayerait la voie dans le pays le plus puissant du monde ? La notion de « maturité » appliquée d'une façon mécanique à chaque pays pris séparément (autrement dit selon le critère contenu dans la théorie de « l'espace-temps relatif ») ne peut qu'aboutir à la confusion la plus grande.

Considérée isolément, l'Amérique latine n'est pas mûre pour la révolution socialiste. Considérée en fonction de l'économie mondiale, elle ne l'est pas non plus pour accomplir la « révolution démocratique-bourgeoise » ou pour connaître un développement capitaliste complet et indépendant. Pourquoi ? Parce que l'état arriéré et la stagnation des pays semi-coloniaux constituent une nécessité pour le capitalisme international. Pour que les puissances impérialistes puissent continuer à exister, il leur faut maintenir de grands secteurs du globe dans un état arriéré. Dans de telles conditions, on voit l'impossibilité historique pour tous ces pays d'achever leur évolution capitaliste. D'où il résulte que ces pays arriérés, comme l'ont souligné les thèses leninistes sur la révolution dans les pays arriérés (2^e Congrès de l'I.C.), pourront parvenir au communisme sans passer par toutes les phases du développement capitaliste. Il en résulte que la perspective de la révolution prolétarienne peut être posée dans tous les pays, même quand il n'existe pas la « maturité » nationale pour le socialisme.

Le marxisme peut se dépasser sans se nier

Il est vrai que Marx croyait que la révolution socialiste se produirait pour la première fois dans le pays le plus développé du point de vue capitaliste. Telle semblait être la conclusion logique que le matérialisme historique tirait de l'évolution sociale à l'époque. Cependant l'expérience historique a montré que la révolution socialiste commença précisément dans un des pays les plus arriérés de l'Europe.

Elle montre, en outre, que le pays capitaliste le plus avancé et le plus puissant, les Etats-Unis, n'est pas le pays qui présente les plus grandes probabilités immédiates de révolution socialiste. L'apparente contradiction entre le pronostic de Marx et la réalité a servi très souvent comme point de départ à tous ceux qui ont voulu « dépasser », si ce n'est « réfuter » le marxisme.

Dans cet article, nous sommes in-

teressés à montrer pourquoi l'erreur de pronostic commise par Marx est secondaire seulement sous un aspect. Marx croyait à juste titre que les conditions objectives (économiques-sociales) de la révolution socialiste se présenteraient d'abord dans les pays les plus avancés. Son erreur résida en ceci qu'il n'avait pas tenu compte des contradictions subjectives et parmi celles-ci, tout particulièrement, le degré de conscience politique de la classe ouvrière anglaise. Au demeurant, son pronostic particulier pour l'Angleterre n'avait rien à voir avec l'idée, (rejetée explicitement par lui), selon laquelle tous les pays devront parcourir toutes les phases du développement capitaliste comme une condition préalable à la révolution socialiste. Dans une lettre à Vera Zassoulitch, il soutient que la Russie pourrait parvenir au socialisme sans que son économie agraire, mélange de communisme primitif et de féodalisme, eût à se transformer préalablement en économie capitaliste.

La révolution russe a jeté bas la thèse selon laquelle la maturité capitaliste est une condition préalable à la révolution socialiste dans chaque pays pris isolément et a montré l'inanité du schéma prétendu marxiste selon lequel le développement historique de chaque pays, pris isolément, ne serait fondamentalement qu'une reproduction historique du développement suivi par les pays capitalistes les plus avancés, lesquels, à leur tour, n'auraient qu'à commencer la révolution socialiste pour que tous les autres pays s'engagent derrière la « maturité » de celui-là ! C'est du « marxisme frigorifié » ! Cette thèse est implicite dans la théorie de « l'espace-temps », théorie apparentée à la conception stalinienne de la « révolution démocratique-bourgeoise » pour les pays arriérés.

Si la thèse de « l'espace-temps absolu » se bornait à souligner que le développement historique de l'Amérique latine, par exemple, ne serait pas une reproduction mécanique de celui de l'Europe occidentale ou de l'Amérique du Nord, elle ne ferait autre chose que tirer la conclusion qui découle de la théorie sur le développement inégal et combiné, théorie qui ne représente ni innovation ni « dépassement » du marxisme. Mais alors cette thèse de-

vrait conclure, à l'encontre de Haya de la Terre, que la révolution prolétarienne est maintenant possible dans nos pays avant même que la révolution démocratique bourgeoise soit achevée. Cette possibilité s'explique facilement si, rejetant le schéma du marxisme frigorifié, on comprend que l'économie mondiale est devenue une unité par le capitalisme et que celui-ci peut être terrassé plus aisément là où sa structure est la moins perfectionnée et par conséquent la plus faible. C'est ainsi que Lénine et Trotsky expliquèrent le caractère original de la révolution russe. Du point de vue des rapports de classes, l'originalité de nos pays consiste en ce qu'ils ne sont pas en mesure d'atteindre un développement capitaliste national intégral. Ce qui s'exprime dans l'incapacité de la bourgeoisie indigène d'achever la révolution démocratique bourgeoise et dans l'existence de grandes masses paysannes arriérées, assoiffées de la terre que, seul, le prolétariat peut leur donner.

Quand Haya et les stalinien voient dans la faiblesse relative numérique du prolétariat une raison insurmontable de l'impossibilité de la révolution prolétarienne, ils démontrent par là toute leur impuissance théorique, toute leur ignorance du développement de l'économie mondiale qui est un phénomène complexe, « inégal » et « combiné ». Ces mentalités frigorifiées ou pour mieux dire ossifiées, ne peuvent pas comprendre qu'à l'intérieur de ce phénomène, la révolution des secteurs qui ne sont pas entièrement capitalistes prend un caractère combiné : elle combine les tâches démocratiques-bourgeoises non accomplies par la bourgeoisie rachitique, avec les tâches socialistes, celles-ci pouvant se poser dans nos pays si on ne les considère pas isolément, c'est-à-dire si on ne les considère pas selon le critère de « l'espace-temps », mais comme des pays faisant partie intégrale du capitalisme mondial.

A vrai dire « l'espace-temps », absolu ou relatif, ne comprend rien du tout à l'originalité latino-américaine. Cette théorie, sous sa forme récente, dans sa conception absolue, retourne aux conclusions de sa conception relative, à savoir, l'impossibilité de faire la révolution prolétarienne et la nécessité d'un développement capitaliste complet, dissimulé sous de nouvelles dénominations.

tions. Car, somme toute, qu'est-ce que la « démocratie fonctionnelle », si ce n'est le capitalisme sous un autre nom ? Loin d'avoir dépassé le « marxisme frigorifié », Haya lui a substitué le « marxisme ossifié » ou plus exactement le « marxisme mystifié ». La théorie de « l'espace-temps » a donc un caractère complètement réactionnaire, s'efforçant non seulement de dissimuler l'im-

puissance aprise à comprendre la perspective du socialisme mondial, mais aussi à maintenir même ses audaces démocratiques bourgeoises du début. Sur le plan théorique, elle constitue une capitulation devant l'idéologie bourgeoise la plus rétrograde. Sur le plan de l'action, elle exprime la capitulation de l'Apra, et de tout courant petit-bourgeois devant l'impérialisme.

Vous pouvez vous procurer les revues trotskystes **Fourth International** (revue américaine), **IVa Internazionale** (en italien), **Die Internationale** (en allemand), **Cuarta Internacional** (en espagnol), **Workers International News** (revue anglaise), auprès de l'administration de **Quatrième Internationale**.

Sommaire des derniers numéros parus de chacune de ces revues :

FOURTH INTERNATIONAL (janvier 1949) :

Bilan économique de 1948, par **J. G. Wright**.
Le plan Marshall et le relèvement de l'Europe, par **Louis T. Gordon**.
La situation du prolétariat américain 100 ans après le « Manifeste Communiste », par **C. Curtis**.
Un chapitre supprimé de l'histoire du capitalisme américain, par **W. F. Warde**.
Stalinisme et Communisme en Albanie, par **XYZ**.
Rapport sur l'activité de la IV^e Internationale de 1939 à 1948 (rapport du Congrès Mondial).

IVa INTERNAZIONALE (décembre 1948-janvier 1949) :

Politique stalinienne et politique révolutionnaire.
Tchang-Kai-Chek en déroute.
L'élection de Truman.
La menace de dictature gaulliste, par **M. Marin**.
Comment a été étranglée la grève des mineurs français, par **H. Vallin**.
Brève histoire du mouvement trotskyste international (III), par **Pablo**.
Trois conceptions de la révolution, par **L. Trotsky**.
Problèmes du chômage, par **M. Alberti**.
Les revues : Neo-fascisme et stalinisme — Prometeo.
Les luttes ouvrières dans le monde.
La conjoncture économique.

WORKERS INTERNATIONAL NEWS (janvier-février 1949) :

Le paysan chinois, par **J. Bowman**.
La Russie va-t-elle vers le communisme ? par **W. Hunter**.
Le mouvement indonésien, par **A. Kumaran**.
La révolution anglaise de 1649, par **L. Trotsky**.

CUARTA INTERNACIONAL (décembre 1948) :

Nos objectifs.
Bolchevisme et stalinisme, par **L. Trotsky**.
Le II^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.
La « question espagnole », par **A. Roura**.
Communiqué sur le journal « Révolution » et son groupe.

DIE INTERNATIONALE (décembre 1948-janvier 1949) :

L'Allemagne, objet de la politique mondiale.
Notes sur la situation mondiale.
L'économie de l'Allemagne occidentale après la réforme monétaire, par **E. Germain**.
Existe-t-il une armée von Paulus ? par **Lenz**.
Le VI^e Plénum du C. E. de la IV^e Internationale (La France devant le tournant décisif ; La question yougoslave et la crise du stalinisme).
Trois conceptions de la révolution russe, par **L. Trotsky**.
La grève générale du 13 novembre, par **Kalle**.
Les livres — Boîte-aux-lettres.

E. GERMAIN

Evolution économique de l'Europe orientale depuis deux ans

I. - L'ORIENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

AVEC la fin de la guerre, les pays du « glacis » soviétique sont entrés dans une période de secousses politiques, économiques et sociales qui sont loin d'avoir pris fin avec la constitution des régimes de « démocratie populaire ». Pour pouvoir juger la portée réelle des transformations connues par ces pays au cours des deux dernières années, il faut d'abord connaître les faits. Or, l'opinion publique ouvrière ignore en général l'évolution économique de ces pays, soit qu'elle se laisse prendre aux images d'Épinal de la propagande stalinienne, soit qu'elle accepte comme conformes à la vérité des schémas préconçus. C'est pourquoi nous avons considéré utile de rassembler un maximum de documentation sur l'évolution économique des pays du « glacis », qui puisse servir de base à une évaluation marxiste des dernières transformations que ces pays ont connues.

Il faut cependant faire précéder cet exposé de deux avertissements. Nous avons volontairement exclu de cette étude toute donnée relative à l'économie de la Finlande et de l'Albanie qui, formellement, doivent être comptées parmi les pays du « glacis ». En ce qui concerne l'Albanie, le caractère particulièrement arriéré de ce petit pays crée pour lui des problèmes économiques qui n'ont qu'une ressemblance fort lointaine avec ceux qui se posent aux autres pays de l'Europe orientale. La Finlande, bien que liée par un pacte d'amitié et d'as-

sistance mutuelle pour vingt ans et par les clauses de l'Armistice à la zone d'influence soviétique, a, elle aussi, connu une évolution toute particulière qui a abouti, pendant l'été de 1948, à l'élimination du gouvernement des staliniens et à la formation du cabinet social-démocrate homogène et minoritaire Fagerholm. Depuis, la Finlande a traversé une violente crise sociale rappelant celle de la France et de l'Italie et méritant une étude distincte qui, de toute façon, n'entre pas dans une étude des tendances relativement parallèles de développement des six autres pays du « glacis ».

Notre second avertissement concerne la valeur de la documentation. Nous nous sommes efforcés de nous en tenir strictement aux sources officielles ou officieuses, c'est-à-dire en général de caractère stalinien ou stalinophile. Mais l'objectivité des statistiques et des références économiques d'un pays est en rapport direct avec son niveau culturel moyen et en rapport inverse des difficultés économiques qu'il connaît ; et, tant par incapacité que par intérêt, les gouvernements des pays du « glacis » sont incapables de présenter des données complètes et vérifiables. Il faut donc traiter tous les chiffres que nous produisons avec prudence et ne jamais perdre de vue que des parties essentielles de la réalité économique peuvent échapper à une étude basée sur les données officielles, celles-ci supprimant simplement tout témoignage sur celles-là.

La lutte contre l'inflation

Le fléau principal qui s'est abattu sur l'économie des pays du glacis soviétique dès la fin de la guerre est l'inflation. La tendance inflationniste de leur économie s'était déjà fait jour durant la guerre, par suite des énormes frais

des armements, de l'occupation et des destructions que connurent, sous une forme ou une autre, ces six pays. Voici un tableau des changements dans la circulation monétaire :

En millions de	Bulgarie (leva)	Hongrie (pengoes)	Pologne (zlotys)	Roumanie (lei)	Tchécoslovaquie (couronnes)	Yougoslavie (dinars)
Juin 1939 ...	2.891	885	1.848	38.683	10.740	6.921
Décembre 1945	69.921	765.446	26.319	1.212.925	120.000 (1)	350.000 (1)

(1) En avril 1945.

Ce gonflement considérable de la masse monétaire entraînait naturellement le cortège des maux biens connus : hausse des prix, baisse des salaires réels, baisse de la productivité, raréfaction des produits de première nécessité, troc, stockage des marchandises de la part de l'industrie et du commerce de gros, spéculation, fuite des capitaux, etc. Avant même que les gouvernements de coalition, formés dans ces pays au lendemain de l'armistice aient pu penser à remédier à cet état de choses, une série de facteurs nouveaux allait aggraver l'inflation dans la plupart de ces pays et causait un effondrement complet de la monnaie. C'était : les frais de l'occupation russe ; ceux des réparations imposées aux pays an-

ciennement alliés à l'Allemagne nazie ; la pénurie extrême en produits alimentaires ou la famine résultant de l'effondrement successif des récoltes de 1945-1946 et de 1946-47, par suite de la sécheresse extrême et des inondations dans tous les pays du glacis (la Yougoslavie et la Bulgarie étant moins touchées que les autres) ; les conséquences économiques des premiers bouleversements sociaux (première vague des nationalisations et réforme agraire) qui, au début, provoquèrent dans tous ces pays une stagnation ou même un fléchissement considérable de la production industrielle et agricole. En voici l'illustration dans les chiffres de la production agricole :

Production de céréales panifiables en milliers de tonnes						
	Bulgarie	Hongrie	Pologne	Roumanie	Tchécoslovaquie	Yougoslavie
Moyenne 1934-38	1.787	2.917	8.531	3.749	3.148	2.636
1946	1.632	1.551	3.328	1.671	2.437	1.973
1947	1.410	1.690	3.478	1.755	1.732	2.300

Production de céréales fourragères en milliers de tonnes						
	Bulgarie	Hongrie	Pologne	Roumanie	Tchécoslovaquie	Yougoslavie
Moyenne 1934-38	1.215	3.184	4.076	6.768	2.537	5.407
1946	775	2.013	1.774	1.572	1.885	1.949
1947	1.184	3.050	2.127	5.000	1.602	4.595

En face de l'énorme masse de monnaie en circulation, la disparition quasi-complète de la circulation des marchandises entraînait une dépréciation constante de la monnaie qui, à son tour, devenait la cause essentielle de l'accroissement de l'inflation. Une réforme monétaire s'imposait donc impérieusement à tous ces pays comme point de départ d'une reprise économique.

Ils y procédèrent d'une façon tout à fait empirique, à des moments fort différents, poussés par des considérations conjoncturelles relatives à chacune des économies nationales.

La Pologne se limita à un échange pur et simple de billets en janvier 1945. La circulation monétaire, qui avait atteint 26.319 millions de zlotys en décembre 1945, atteignait en décembre 1946 60.066 millions de zlotys et 91.483 millions en décembre 1947. Ce n'est qu'au cours de 1948 qu'une stabilisation monétaire relative se réalisa (nous en parlerons plus loin).

La Yougoslavie procéda à une réforme monétaire dès la « libération », en avril 1945. L'échange des billets, la confiscation des bénéfices de guerre et l'impôt sur l'accroissement des fortunes durant la guerre ramenèrent d'un coup la circulation monétaire de 350 milliards de dinars en avril 1945 à 6 milliards en août 1945.

La Tchécoslovaquie, après avoir passé par une étape intermédiaire d'unification des différentes monnaies en cours

dans les anciennes provinces sudètes (annexées par Hitler), en Bohême-Moravie (ancien protectorat allemand) et en Slovaquie (ancien Etat indépendant), se livra en novembre 1945 à la stabilisation monétaire. L'échange de billets n'accorda que 500 couronnes par habitant et le montant d'un mois de salaires à tous les ouvriers et employés occupés dans les entreprises. Le reste fut bloqué sous forme de comptes au « fonds de liquidation monétaire », qui procéda progressivement au déblocage après enquête sur l'origine des fortunes. Ce « fonds » possède une masse de biens réels (biens ennemis vendus, créances allemandes et hongroises, produit de l'impôt sur l'accroissement du capital pendant la guerre) et, de ce fait, peut débloquent des comptes sans augmenter de façon sensible la circulation monétaire. Celle-ci s'établit en décembre 1945 à 24.233 millions de couronnes, à 45.589 millions en décembre 1946 et à 58.539 millions en décembre 1947, ce qui apparaît comme relativement normal, étant donné l'accroissement de la production.

La Hongrie avait connu un effondrement complet de la monnaie, le caractère exorbitant des réparations russes et les frais énormes de l'occupation y ayant joué un rôle important. L'indice des prix, partant de la base 100 (pour le 31 août 1939), avait sauté à 2.431 en octobre 1945, 41.478 en décembre 1945, 435.887 en février 1946, 35.798.361 en

avril 1946, 862.317 millions du 1^{er} au 15 juin 1946, 3.006.254 milliards du 1^{er} au 7 juillet 1946, 399.623 quadrillions du 24 au 31 juillet 1946.

Le 1^{er} août 1946, le gouvernement hongrois procéda à la stabilisation monétaire, supprimant l'ancienne monnaie — le pengő — et la remplaçant par une nouvelle monnaie — le forint. L'ampleur de l'inflation avait dépassé même celle de l'Allemagne de 1923, ce qui est le plus clairement indiqué par le taux d'échange ainsi fixé :

1 forint =
400.000.000.000.000.000.000.000.000
pengőcs !

L'échange se fit pour l'ensemble de la monnaie en circulation, ramenant au début le niveau des prix à environ 2 à 2,5 fois celui d'avant-guerre (en Tchécoslovaquie, après l'échange des billets, le niveau des prix avait été fixé arbitrairement à 3 fois celui d'avant-guerre). La nouvelle monnaie se stabilisa rapidement, la circulation monétaire passant de 375 millions de forint en fin août 1946 à 968 millions en fin décembre 1946 et 1.992 millions en fin décembre 1947, ce qui correspond assez bien à l'augmentation de la production.

La Bulgarie, sans connaître une inflation galopante de même nature que celle de la Hongrie, n'en voyait pas moins sa masse monétaire, en fin 1945, multipliée d'environ 2,50 pour cent par rapport à l'avant-guerre. La situation y avait été en outre compliquée par la mise en circulation de Bons du Trésor, donnant un intérêt de 3 %, ce qui provoqua immédiatement (selon la loi économique bien connue « la mauvaise monnaie chasse la bonne »), leur disparition complète de la circulation et leur thésaurisation par la population. Le gouvernement se décida donc, le 7 mars 1947, à procéder à l'échange de tous les billets de 200, 250, 500, 1.000 et 5.000 levas, ainsi que de tous les Bons du Trésor, en n'accordant que 2.000 levas par personne, plus la moitié du montant total des feuilles de paie mensuelles aux entreprises. A la différence des autres pays du « glacis », il commit, au moment de la réforme monétaire, l'erreur fatale de n'ordonner la fermeture des magasins que deux jours après la proclamation de la réforme, ce qui provoqua naturellement une disparition complète de tous les stocks des produits de première nécessité pendant de longues semaines dans les grandes villes. Appliquant une politique de blocage des grandes fortunes monétaires sous forme de comptes en banque, le gouvernement bulgare réduisit le montant total de la circulation monétaire de 74.206 millions de leva en fin 1946 à 72.684 millions en fin 1947.

La Roumanie connut une évolution si-

miltaire à celle de la Hongrie. La circulation monétaire du lei était passée de 38.683 millions en juin 1939, à 1.212.925 millions en décembre 1945 et à 6.117.603 millions en décembre 1946. Le taux d'échange du dollar sur le marché noir, qui avait été de 30.000 lei pour 1 dollar au début de 1946, atteignit plus de 2 millions de lei vers le milieu de 1947. Une formidable spéculation se développait également avec des médailles d'or, dont l'émission datait de 1945. La réforme monétaire du 15 août 1947 fixa l'échange à 20.000 anciens lei pour 1 nouveau ; le maximum pouvant être échangé variant entre 1,5 et 5 millions de lei anciens (selon les catégories) et le restant des billets étant bloqué sans rapport d'intérêt. Comme en Bulgarie, un moratoire fut proclamé. La circulation monétaire à la fin de 1947 s'élevait à 24.536 millions de nouveaux lei.

Toutes ces opérations ont en commun trois traits importants :

a) Il s'agit d'actions brutales bouleversant la vie de toute la population, la « stabilisant » à un niveau extrêmement bas. Les intérêts immédiats des travailleurs sont sacrifiés au besoin d'une « monnaie stable », point de départ de la reconstruction économique. Nous verrons plus loin les conséquences concrètes de la réforme pour le prolétariat de pays comme la Hongrie et la Roumanie.

b) La réforme monétaire devint entre les mains des gouvernements dominés par les staliniens un instrument spécifique pour une redistribution de la fortune et des revenus nationaux. Les plus frappés furent chaque fois les thésaurisateurs, les gros paysans et les spéculateurs du marché noir, les industriels petits et moyens n'ayant pu acquérir de stocks, les rentiers, les personnes vivant de pensions diverses, etc. Dans certains cas concrets, surtout dans celui de la Yougoslavie et, dans une moindre mesure, en Hongrie, la réforme monétaire a été un des instruments essentiels pour opérer une véritable expropriation de la bourgeoisie moyenne restée sur place.

c) La réforme monétaire concentra une masse énorme de disponibilités entre les mains de l'Etat et lui donna automatiquement le contrôle de tout le système bancaire. L'Etat devint le premier régulateur et distributeur de tout crédit industriel. En ce sens, l'échange des billets, constitua effectivement le point de départ des différentes formes hybrides de planification, introduites l'une après l'autre, par tous les pays du « glacis ». En même temps, il concentra entre les mains de l'Etat un premier fonds d'accumulation et d'investissement permettant d'amorcer l'exécution des « plans ».

La seconde vague de nationalisations

En 1945-46, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et, dans une moindre mesure, la Bulgarie avaient connu une première vague de nationalisations possédant des caractéristiques communes bien précises. Elles étaient le résultat à la fois de la monnaie révolutionnaire du prolétariat dans ces pays (occupation des usines plus tard nationalisées), de la disparition physique des anciens propriétaires (question de la propriété allemande dans les pays ex-ennemis de l'Allemagne), et de la structure même d'avant-guerre de ces pays, où le secteur étatique fut toujours fort important en raison de la faiblesse du capital indigène privé. Cependant, cette première vague de nationalisations laissa subsister dans tous ces pays un secteur capitaliste privé très important, non seulement dans le commerce et le système de crédit mais également dans l'industrie. Ainsi, avant la seconde vague des nationalisations en 1948, 20 % de la production industrielle tchèque et près de 40 % de la production industrielle polonaise provenaient du secteur privé. En Hongrie, sauf pour l'industrie lourde, dans laquelle les 2/3 de la production provenaient d'entreprises étatisées, l'industrie privée contrôlait au moins 80 % de la production industrielle jusqu'au début de 1948. Pour la Bulgarie, Cyrille Lazarov écrit dans l'organe central du parti stalinien, « *Rabotnitchesvo Delo* » :

« Malgré la défaite qui lui fut infligée sur le plan politique, la classe des capitalistes avait cependant conservé des positions de commande dans la vie économique du pays... tant dans l'industrie que dans le commerce et l'agriculture. En 1947, la situation dans l'industrie se présentait de la façon suivante : la part du secteur coopératif dans la valeur totale de la production était de 11 %, alors que la part du secteur privé s'élevait à 65 %... Au cours de cette année, il y avait encore chez nous... 740 personnes, réunissant un revenu total de plus d'un milliard de leva. » (31 octobre 1948).

En Roumanie, sauf la Banque Nationale, étatisée, et les différentes sociétés mixtes ou propriétés allemandes saisies par les Russes, l'ensemble de l'industrie était restée propriété privée.

Ce n'est qu'en 1948, et, de façon évidente, selon un plan préétabli, qu'une seconde vague de nationalisations s'ébranla de façon purement bureaucratique, par décrets, dans tous les six pays, éliminant complètement le capital privé du secteur bancaire, l'éliminant en grande partie du secteur industriel et le restreignant fortement dans le secteur commercial.

Bulgarie : Par décret proposé le 23 décembre 1947 et consécutivement adopté, 7.000 entreprises industrielles (pratiquement toute l'industrie) furent

nationalisées. De ces entreprises, seules 500 occupaient plus de 50 ouvriers. Toutes les autres étaient de petites entreprises. Les entreprises travaillant avec du capital étranger (abstraction faite de l'ancienne propriété allemande saisie par l'Etat russe) furent comprises dans la nationalisation. Les anciens propriétaires furent en principe indemnisés par des obligations d'Etat, donnant intérêt et remboursables sur vingt années. Mais de cette indemnisation furent exclus tous les propriétaires ayant mis leurs usines au service de la police pour la lutte contre les partisans entre le 1^{er} mars 1941 et la fin de 1944, ainsi que tous ceux considérés comme agents ou espions étrangers ou ayant eu une activité politique contre le nouveau régime depuis août 1944. Pratiquement, cette clause limita l'application des mesures d'indemnisation au capital étranger. Cette mesure de nationalisation industrielle quasi-complète a été accompagnée ou suivie par la nationalisation complète des banques et du commerce extérieur, ainsi que par des mesures importantes de nationalisation dans le commerce intérieur. Dans l'article précité du « *Rabotnitchesko Delo* », Cyrille Lazarov évalue à 64 % la part de l'Etat dans le commerce de gros et à 22,3 % sa part dans le commerce de détail.

Hongrie : Le Parlement vota le 29 avril 1948 une loi nationalisant toutes les entreprises minières, métallurgiques, de production et de distribution d'électricité occupant plus de 100 personnes. En outre furent nationalisées certaines entreprises plus petites occupant des positions-clés dans leur secteur. Furent exclues de la nationalisation, outre les anciennes propriétés allemandes saisies par l'Etat soviétique, toutes les entreprises dans lesquelles le capital étranger participe pour plus de 50 %. L'indemnisation des anciens propriétaires fut prévue sans les clauses limitatives appliquées en Bulgarie, et le Conseil Supérieur de l'Economie donna immédiatement des avances sur ces indemnités à des familles bourgeoises s'adressant à lui. Le résultat global de ces mesures de nationalisations est le partage suivant de la main-d'œuvre employée par l'industrie hongroise entre les différents secteurs : 73,8 % au secteur étatique ; 5,3 % au secteur communal ; 3,6 % aux sociétés mixtes ; 18,8 % au secteur privé. L'ensemble du système bancaire ainsi que 20 % environ du commerce de gros furent par la suite nationalisés.

Pologne : Une série de mesures de nationalisation au cours de l'année 1947 et 1948 a accru la part de l'Etat de 60 à 80 % dans l'industrie du pays. Cependant, 40 % des travaux de bâtiment sont exécutés par des firmes privées (« *Kurier Codzienny* », 14 juillet 1948). En même temps le développement du commerce d'Etat a pris un

essor vigoureux, surtout en 1948, et a été un instrument essentiel de stabilisation des prix de la monnaie. Par contre, dans le commerce extérieur, la part du capital privé, qui était nulle au début de 1947, s'est constamment accrue et se situe actuellement entre 10 et 15 %. La part totale du secteur privé dans le commerce de détail est évaluée à environ 70 %. Enfin, par la loi du 12 novembre 1948, le système bancaire est complètement nationalisé. Les deux banques, qui subsistaient sous forme de sociétés par actions après la première réforme bancaire au lendemain de la « libération » ont été supprimées. Il est vrai que d'importantes participations privées sont admises dans la « Banque du Commerce Extérieur », société par actions dont la majorité appartient pourtant à l'Etat.

Roumanie : Le 11 juin 1948, le gouvernement roumain proposa par surprise au Parlement une loi prévoyant d'importantes nationalisations et obtint le vote de cette loi après une discussion qui dura trois heures. A la suite de cette mesure se trouvent nationalisés : toutes les compagnies pétrolières (à l'exception de la société mixte soviéto-hongroise), y compris celles à capital étranger ; deux grandes usines appartenant au trust britannique Unilever, les banques, les sociétés d'assurance, les chemins de fer, la radio et les compagnies de téléphone, les compagnies de navigation et tous les navires, au total 702 entreprises de toute nature. Dans la métallurgie, toutes les entreprises occupant plus de 100 ouvriers ont été nationalisées. Dans l'industrie du bois, toutes les usines utilisant une puissance supérieure à 20 chevaux, dans les textiles toutes les entreprises utilisant plus de 100 chevaux, etc. Les anciens propriétaires seront indemnisés par des obligations d'Etat remboursables sur les profits réalisés par les entreprises nouvellement nationalisées. Sont privées d'indemnités les personnes ayant saboté l'économie roumaine et celles ayant quitté illégalement le pays.

Tchécoslovaquie : Le secteur étatique qui occupait environ 60 % de l'industrie, s'est considérablement étendu après la crise de février 1948. Furent nationalisées : de nombreuses entreprises du bâtiment et de l'industrie alimentaire, les grands hôtels et restaurants, les centres touristiques, l'industrie des instruments de musique, les hôpitaux, les imprimeries et maisons d'édition, le système des transports, les banques, tout le commerce extérieur et le commerce intérieur de gros. Le secteur privé n'occupe plus que 8 % de l'industrie, ainsi qu'une partie encore prédominante du commerce de détail.

Yougoslavie : Une loi, votée le 28 avril 1948, nationalise environ 3.100 entreprises privées comprenant : 10 mines, 65 petites centrales électriques, 200 imprimeries, 100 cinémas, 350 salis, hôpitaux, hôtels, installations

baignoires, etc. ; tous les navires ou vaisseaux pouvant transporter plus de 50 passagers. Une indemnisation des anciens propriétaires, sous forme d'obligations d'Etat, est prévue sans clause restrictive. En outre, les anciens propriétaires peuvent conserver 30 % des avoirs liquides des entreprises nouvellement nationalisées et recevoir le restant des avoirs liquides en obligations d'Etat. Cette loi, nationalisant pratiquement toute la petite industrie au-dessus du niveau artisanal, a été suivie les 21 et 22 mai 1948 par des mesures expropriant 1.105 commerçants de Belgrade sous prétexte de spéculation. Tout le commerce de gros s'est ainsi trouvé nationalisé.

Quelles conclusions tirer de ces différentes mesures quant au poids spécifique de la bourgeoisie dans la vie économique des pays du glacis ? Jusqu'à la fin de 1947, en Yougoslavie seulement, la bourgeoisie industrielle avait été complètement éliminée, à l'exception des petites entreprises ; en Tchécoslovaquie et en Pologne la bourgeoisie gardait de fortes positions dans l'industrie légère ; en Hongrie elle avait encore une place prépondérante sauf dans les secteurs de la métallurgie et des mines ; en Roumanie et en Bulgarie, elle dominait encore pratiquement tous les secteurs. En outre, la bourgeoisie commerciale avait pour ainsi dire gardé toutes ses positions dans ces pays.

Aujourd'hui, la situation est fortement modifiée. En Yougoslavie et en Bulgarie, la bourgeoisie industrielle a été complètement éliminée et la bourgeoisie commerciale réduite aux petits magasins de détail. En Pologne et en Tchécoslovaquie, il lui reste quelques secteurs secondaires de la petite industrie (plus une forte portion dans le bâtiment polonais) et du commerce en gros, et une position prépondérante dans le commerce de détail. En Hongrie, elle garde des positions un peu plus importantes dans l'industrie légère (75 % de l'industrie du vêtement ; 35 % de l'industrie du papier ; 32 % de l'industrie chimique, etc.). En Roumanie, elle garde une place prépondérante dans l'industrie moyenne de plusieurs secteurs.

Cependant, pour aucun de ces pays on ne peut parler d'une disparition de la bourgeoisie, ni même de sa réduction à la limite connue par la Russie durant la période de la NEP. Ainsi, pour la Yougoslavie, qui a poussé les nationalisations le plus loin, D. Vukovic écrit (« *Borba* », 25 novembre 1948) que la part des capitalistes dans le revenu national de 1948 s'éleva vraisemblablement encore à 11,22 % ; celle des ouvriers s'élève à 25,07 %. Or, le nombre d'ouvriers yougoslaves est en train de dépasser un million, s'il faut en croire les statistiques officielles. Comme on peut difficilement concevoir qu'il subsiste encore des centaines de milliers

de capitalistes, après toutes les mesures de nationalisation, il résulte logiquement de ces chiffres qu'il existe encore

d'énormes différences de revenus entre les ouvriers et les éléments capitalistes « talonnés par les pouvoirs publics ».

L'effort de reconstruction et d'industrialisation

La lutte contre l'inflation a permis de lancer la reprise économique. Les mesures successives de nationalisation ont donné à cette reprise un cadre déterminé. A quel degré est-elle arrivée à ce jour ?

Tous les six pays du glacis soviétique, envisagés dans cette étude, se sont efforcés d'élaborer un plan de reconstruction et d'industrialisation, à partir du moment où les circonstances économiques générales ont permis d'entreprendre une telle œuvre. La suppression de l'inflation galopante était une première condition indispensable à l'élaboration de ces plans. Il est clair également qu'un minimum de reprise économique préalable devait donner à l'Etat au moins le moyen de nourrir suffisamment la classe ouvrière, afin de pouvoir lui demander une certaine augmentation de productivité, pierre de touche de tous les « plans ». C'est pourquoi il existe en général un délai assez considérable entre le début de la reprise économique et la publication des projets de plan.

Les deux premiers plans annoncés, le plan triennal polonais et le plan biennal tchécoslovaque, devaient tous deux entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1947. Leur objectif était surtout la reconstruction ; en fait, l'annexion par la Pologne des « territoires occidentaux » (ancienne Silésie et Poméranie allemandes) et l'expulsion de Tchécoslovaquie de la population allemande des Sudètes posaient pour ces deux pays un objectif de colonisation intérieure, à la fois par translocation de paysans dans les régions nouvellement acquises et par grands investissements industriels dans ces régions. Ces plans visaient donc essentiellement à rattraper, dans des conditions sociales et nationales tout-à-fait bouleversées, le niveau de production d'avant-guerre atteint dans les régions qui entrent maintenant dans leur territoire national. Les investissements prévus sont considérables, et doivent absorber de 20 à 23 % du revenu national, pourcentage très élevé, supérieur à celui des premiers plans quinquennaux russes. La répartition entre l'agriculture et l'industrie, et entre l'industrie lourde et l'industrie légère, favorise, dans les deux cas, assez considérablement l'industrie lourde, l'agriculture ne devant recevoir que de 7 à 9 % des investissements en Tchécoslovaquie et de 13 à 15 % en Pologne.

Le plan biennal bulgare entra en vigueur le 1^{er} avril 1947. Il est d'une nature fort différente, étant donné les conditions économiques de ce pays. Le taux d'investissement prévu, par rap-

port au revenu national, est beaucoup plus bas : 9 % pour la première année, 3 % pour la seconde année. Bien que l'accent fut mis sur une industrialisation accélérée, qui devrait permettre à la Bulgarie de dépasser rapidement le niveau de production industrielle extrêmement bas de 1938, le plan a un objectif essentiellement agricole, et consiste dans un effort pour atteindre la production agricole de 1938.

Le plan quinquennal yougoslave entré en vigueur le 30 avril 1947, après une longue période d'élaboration et de discussion, a des objectifs autrement ambitieux. Il prévoit l'industrialisation de tout le pays, destinée à la fois à doter la Fédération yougoslave d'une industrie lourde, et à impulser le développement de l'industrie légère des républiques fédérales particulièrement arriérées. Les investissements prévus sont extrêmement élevés : 42 % du revenu national devraient être absorbés. Le plan prévoit seulement 8 % des investissements pour l'agriculture et vise donc à une transformation totale de la structure.

Le plan triennal hongrois, élaboré parallèlement au plan de réforme monétaire, devait entrer en vigueur immédiatement au lendemain de celle-ci, le 1^{er} août 1947. Ses objectifs sont beaucoup plus souples que celles des autres plans. La somme totale des investissements prévus est de 10 % du revenu national (il faut dire que les réparations russes constituent une charge de l'économie hongroise l'empêchant d'augmenter considérablement le taux d'accumulation) 30 % de ces investissements sont destinés à l'agriculture et 26,5 % seulement à l'industrie. Le plan hongrois vise surtout au rétablissement de la structure d'avant-guerre de l'économie du pays, à l'augmentation de la production agricole et au développement de l'industrie légère. Il semble être, de tous les plans, celui qui tient le plus compte de la nécessité d'améliorer immédiatement le niveau de vie des travailleurs. Nous verrons d'ailleurs plus loin qu'avec la Pologne, la Hongrie est le seul pays du glacis où ce niveau de vie a effectivement atteint en 1948 celui de 1938.

Enfin, se débattant dans des difficultés financières inextricables et n'ayant pas encore réussi à faire démarrer l'industrie en 1947, la Roumanie s'est contentée de promulguer le 15 juin 1947 un plan de redressement économique et financier, dont le but essentiel était la lutte contre l'inflation. C'est seulement le 27 décembre 1948 que le Parlement roumain a voté une loi promulguant un « Plan d'un an », prévoyant pour 1949

un accroissement de 40 % de la production industrielle, ce qui devrait l'amener au-dessus du niveau de 1938.

La Tchécoslovaquie et la Bulgarie, dont les plans ont pris fin en 1948, ont élaboré au cours de cette année deux plans quinquennaux prévoyant un essor industriel accéléré. Nous reviendrons sur ces plans en conclusion de cette étude, mais nous nous contenterons d'indiquer que la « superindustrialisation » bulgare, en tout point pareille à celle de la Yougoslavie, vient de recevoir la bénédiction suprême de Staline en personne, comme d'ailleurs le plan quinquennal yougoslave avait été accueilli avec enthousiasme par la « Pravda » avant le conflit avec Tito...

A quel point les prévisions des différents plans ont-elles été réalisées à la fin de 1948 ?

En Bulgarie, la tranche pour 1947 n'avait été exécutée qu'à 77 % (Terpetchev, « Izgrev », 15 et 24 février 1948). L'écart le plus grand se trouvait dans l'agriculture, surtout pour les produits d'exportations (raisins et fruits). De ce fait, les chiffres pour 1948 ont été révisés ; l'industrie devait dépasser de 36 % le niveau de 1947 et l'agriculture devait dépasser de 86 % le niveau de 1947, ce qui ramenait les objectifs de 1948 légèrement au-dessus des objectifs initiaux de 1947. Ils ont été réalisés pour l'industrie où l'indice de production atteint 170 (100 pour 1938) ; mais, pour l'agriculture, les résultats sont loin d'être aussi positifs. Le « Rabotnitchesko Delo » des 15 et 17 octobre 1948 indique que, malgré la récolte abondante de l'année, au 10 octobre, un seul arrondissement avait livré une masse de produits correspondant aux objectifs fixés, 13 arrondissements avaient livré entre 80 et 90 % de ces objectifs et de nombreux arrondissements n'avaient même pas livré la moitié de leurs obligations.

En Hongrie, la production industrielle a connu en 1947 un essor dans l'industrie lourde et un grave retard dans l'industrie légère. Alors que l'industrie lourde avait déjà dépassé le niveau de 1938, la Hongrie ne produisait en fin 1947 que deux millions de paires de souliers contre 4,7 en 1938 ; elle produisait 140 millions de mètres de tissus de coton contre 184,8 en 1938. En novembre 1948, d'après Rakosi, l'index de l'industrie minière et métallurgique était de 137, celui de l'industrie chimique

123 et celui de l'industrie des textiles 110 (100 = 1938). Quant à l'agriculture hongroise, elle s'est complètement remise des coups de la sécheresse et connaît actuellement une période de prospérité.

Pologne. — La production industrielle de la Pologne, s'appuyant sur le nouveau bassin de Silésie, a atteint le niveau de 1938 au cours de l'année 1947, puis s'est progressivement élevée à 130 et à 140 au milieu et à la fin de 1948. Un retard considérable sépare ici aussi le secteur des moyens de consommation de celui des moyens de production. L'agriculture polonaise, encore déficitaire en 1947, a réussi en 1948 à satisfaire tous les besoins nationaux et s'est engagée dans un vaste programme d'exportation de produits d'élevage.

Roumanie. — Peu ou pas de chiffres, mais, de toute évidence, la Roumanie est de tous les pays du glacis celui dont la reprise économique a le plus tardé. Le niveau de production de 1938 n'a été atteint ni dans l'industrie, ni dans l'agriculture.

Tchécoslovaquie. — Pays le plus avancé du glacis, il est aussi celui qui a connu les difficultés structurelles les plus compliquées pour un développement des forces productives. L'indice de production, qui avait atteint 87 en 1947 (100 en 1937), a plafonné en 1948 autour de 100, niveau atteint dès les premiers mois de l'année. A noter le retard des industries de consommation qui livreront en 1948 à peine 80 % des produits de 1938. Quant à l'agriculture, elle connaît une crise grave que nous traiterons plus loin.

Enfin, la Yougoslavie a certainement connu un rythme réel d'industrialisation de loin supérieur à celui des autres pays du glacis. Dans un discours récent, Tito prétend que les objectifs du plan ont été atteints à 100 % en 1948. Cependant, l'article précité de D. Vukovic dans « Borba » (25 novembre 1948) fixe à 38,33 % le taux d'investissement par rapport au revenu national en 1948, alors que le plan prévoyait un taux de 42 %.

De façon générale, la reprise économique s'est donc réalisée dans les cadres prévus, mais avec un retard général de l'agriculture sur l'industrie.

1^{er} janvier 1949

(A suivre.)

Démocratie populaire et dictature du prolétariat

par M. PABLO

DIMITROV, porte-parole de la stratégie stalinienne depuis l'avènement d'Hitler et la fin de la « troisième période », a prononcé au 5^e Congrès du Parti Communiste Bulgare, en décembre dernier à Sofia, un grand discours dans lequel il a rendu publiques les nouvelles consignes reçues du Kremlin, en ce qui concerne les « problèmes de la Démocratie Nouvelle ».

La première partie de son discours fut consacrée à la condamnation de toute la politique des Partis Communistes et de la III^e Internationale avant 1934, c'est-à-dire avant qu'il ait été inaugurée la tactique des « Fronts Populaires ». Dimitrov accuse les directions communistes d'avoir oublié l'enseignement léniniste « de la nécessité des compromis révolutionnaires ». Ceux-ci consistent, d'après Dimitrov, dans la construction d'alliances larges avec d'autres « Partis non-communistes » aussi nombreux que possible « afin que la classe ouvrière aide d'abord ces « fronts » à accomplir la « révolution démocratique bourgeoise ». C'est seulement après accomplissement de cette révolution et quand la classe ouvrière a atteint une « position dominante » que le Parti Communiste qui la représente peut se tourner contre ses alliés de la veille. A cette théorie menchevique, vieille d'un demi-siècle, et dont le stalinisme a fait l'expérience sanglante sur le dos des masses chinoises en 1925-1927 et des masses espagnoles en 1935-1938 (pour ne mentionner que ces deux exemples), Dimitrov donne le nom de « théorie des « deux tactiques » formulée par Lénine et appliquée par Staline ».

Pour des falsificateurs élevés dans l'école stalinienne, école unique dans l'histoire, il n'est naturellement pas étonnant que Dimitrov, quand il condamne les directions communistes avant son « ère », oublie par hasard deux petits faits : a) Que ses « arguments » se rapportent en réalité à la critique de la « Troisième Période » de 1929-1933, qui venait après une période (1925-1928) d'erreurs opportunistes grossières de toute la III^e Internationale, période dans laquelle les « compromis » non seulement ne furent pas exclus, mais au contraire poussés

à leurs conséquences extrêmes. Mentionnons seulement le cas de la politique suivie pendant la révolution chinoise de 1925-1927, et celle du Comité anglo-russe durant la grande grève générale des mineurs anglais de 1926. b) Que les responsables de cette politique, aussi bien de 1925-1928 que de 1929-1933, ne furent pas seulement les directions communistes subordonnées au Kremlin, mais avant tout celui-ci et son maître Staline. Mais a-t-on jamais vu du « camarade Staline » le moindre signe « d'autocritique, premier devoir de tout véritable bolchevik » ?

En réalité, cette façon de « critiquer » a posteriori la politique du passé, et tout le flot « d'autocritique » déversé depuis la condamnation de Tito par les différents leaders staliniens, de Thorez à Zachariadès, ne sert qu'à permettre les rajustements « théoriques » nécessaires à la justification des nouvelles exigences de la politique stalinienne. Politique dictée du Kremlin, et servant avant tout les intérêts propres de la bureaucratie soviétique dans le monde et dans le « glacis » en particulier.

Celui qui, dupé par la présentation « idéologique » et « théorique » de cette politique, cherchera à clarifier ses idées dans les textes staliniens de « critique » et « d'autocritique », introduira la confusion la plus complète et la plus dangereuse pour un fonctionnement normal de son cerveau.

Voyons plutôt la deuxième partie du discours de Dimitrov qui transmet au monde stalinien les dernières directives « théoriques » de Staline que Dimitrov venait justement de quitter, après un long séjour auprès de lui, avant d'ouvrir le Congrès du Parti Communiste Bulgare. Elles sont destinées, selon le mot de Dimitrov, « à aider toutes les démocraties populaires à résoudre leurs problèmes théoriques ».

Ces directives « théoriques » se résument en réalité en une seule : du point de vue « marxiste-léniniste », conclut Staline après une longue méditation, la « démocratie populaire » n'est

après tout qu'une « forme de la dictature du prolétariat ».

Les cerveaux des « théoriciens » staliniens ont usé une grande partie de leur matière grise à « digérer » théoriquement le contenu social de cette formule lancée au lendemain de la liquidation de la dernière guerre. En l'absence de directions précises de la part du Kremlin, ils ont en général évité toute définition concrète, soit en s'installant dans la rhétorique plate (à la manière de Duclos définissant la Démocratie Nouvelle « une démocratie élargie et renouée, concrète et vivante, faisant corps avec le peuple, dont des milliers de héros, de martyrs et de combattants ont sculpté le lumineux visage », etc.) soit dans l'équivoque la plus embarrassante : régime hybride, transitoire, original, pour la « première fois vu dans l'histoire », etc. (1)

Cependant, malgré l'équivoque qui régnait jusqu'ici, avant que le Sphinx ne parle, les théoriciens staliniens étaient plutôt d'avis que de toute façon il ne s'agissait pas de confondre « Démocratie Populaire » et Dictature du Prolétariat ». Les témoignages en sont nombreux. Citons quelques-uns :

Franz Marek, théoricien du Parti Communiste Autrichien écrivait dans *Weg und Ziel* (Vienne, n° 2, février 1947) :

« Il y a différentes voies vers le socialisme mais chacune signifie la lutte contre le capital et la liquidation de l'appareil d'Etat qui sert les intérêts du capital. De notre temps, la démocratie populaire offre une nouvelle possibilité d'arriver au socialisme sans guerre civile et sans la dictature du prolétariat comme elle fut introduite en Russie... Les démocraties populaires poursuivent une autre voie vers le socialisme que les bolcheviks. »

Dans son article « Démocratie d'un type nouveau », E. Varga écrivait :

L'organisation sociale de ces Etats (Démocraties Populaires) est différente de toutes celles que nous connaissons jusqu'à présent, c'est une chose absolument nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas la dictature de la

bourgeoisie, mais ce n'est pas non plus la dictature du prolétariat (2).

D'autre part, dans son article « La lutte entre le nouveau et le vieux » (3), A. Leontiev écrivait :

Il est suffisamment connu que le marxisme-léninisme conçoit la transformation socialiste de la société comme devant s'opérer principalement (sic) par la dictature du prolétariat que la classe ouvrière établit en renversant par la voie révolutionnaire la dictature de la bourgeoisie... Mais, en même temps, les classiques du marxisme-léninisme ont souligné plus d'une fois que le passage du système capitaliste au socialisme suppose une variété immense de formes sociales... Ni Marx ni Lénine n'ont prévu cette forme (de libération de l'impérialisme et de mouvement vers le socialisme que représente la démocratie nouvelle) et ne pouvaient la prévoir. »

Le même Leontiev souligne la distinction entre « l'Union Soviétique qui a édifié le socialisme à base de dictature du prolétariat », et les démocraties populaires qui édifient le socialisme par « d'autres voies » que la dictature du prolétariat.

Citons enfin le témoignage de M. Thorez citant Dimitrov non moins significatif de la conception « que se faisaient jusqu'ici les dirigeants staliniens de la démocratie populaire » :

« Cette démocratie populaire, a déclaré Dimitrov, n'est ni socialiste ni soviétique. Elle est le passage de la démocratie au socialisme. Elle crée les conditions favorables au développement du socialisme par un progrès de lutte et de travail. Chaque pays passera au socialisme par sa voie propre. L'avantage de cette démocratie populaire, c'est que le passage au socialisme est rendu possible sans dictature du prolétariat. » (Au service du peuple de France, discours au Congrès de Strasbourg, 25 juin 1947).

Avec un air des plus naturels, Dimitrov bouleverse d'un coup et de fond en comble cette conception. La démocratie populaire, précisait-il :

« Est en fait la dictature du prolétariat sous une nouvelle forme... Selon les principes marxistes-léninistes, le système soviétique de gouvernement et le système du gouvernement dans les pays de démocratie populaire sont deux formes d'un même pouvoir — le pouvoir de la classe ouvrière alliée à la paysannerie travailleuse et la dirigeant. Elles sont toutes deux des formes alternatives de la dictature du prolétariat. » La démocratie populaire « assume les fonctions du pouvoir soviétique ».

Ainsi se trouve élucidée l'énigme de la démocratie populaire dont l'avènement fut rendu possible, nous dit encore Dimitrov, « uniquement grâce à la mission libératrice de l'Union Soviétique ».

(2) *Démocratie Nouvelle* (N° 9, Sept. 1947).

(3) *Démocratie Nouvelle* (N° 12, Déc. 47).

Depuis ce discours, l'idée de l'identité entre la dictature du prolétariat et la démocratie populaire se fraye discrètement une voie dans la presse stalinienne. L'un après l'autre, les dirigeants et journalistes staliniens, avec la même assurance que lorsqu'ils mettaient l'accent sur la « diversité des voies pour édifier le socialisme », soulignent actuellement l'identité du fond qui se cache sous la « diversité des formes politiques du pouvoir », celle de la dictature du prolétariat.

Ainsi, par exemple, Anna Pauker, dirigeante du P. C. roumain, écrit dans son article paru dans l'organe du Cominform *Pour une paix durable ! pour une démocratie nouvelle !*

« Le régime de la démocratie populaire réalise victorieusement les fonctions de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire les fonctions d'élimination des classes exploitatrices, de leurs positions économiques, d'écrasement des tentatives de rétablissement de l'ordre ancien, d'attraction de la population laborieuse dans l'œuvre de construction du socialisme sous la direction du prolétariat. En d'autres termes, le régime de la démocratie populaire est une forme de la dictature du prolétariat. » (15 janvier 1949.)

Le rédacteur en chef de la *Pravda*, Pospelov, parlant à Moscou, le 21 janvier, à la réunion commémorative de la mort de Lenine, dit :

« S'appuyant sur l'aide de l'U. R. S. S. et des pays de la démocratie populaire, personnifiant le pouvoir des travailleurs dirigée par la classe ouvrière, [le régime de démocratie populaire] remplit les fonctions de la dictature du prolétariat pour réprimer et éliminer les éléments capitalistes et organiser l'économie socialiste. Il remplit les tâches de la période de transition du capitalisme au socialisme. » (*Humanité*, 24 janvier 1949.)



A quels changements et à quelles considérations correspond ce tournant si important dans la « théorie » de la démocratie populaire ? Il est indiscutable que les « démocraties populaires » ont atteint un développement politique et économique très différent de celui qui existait depuis leur formation jusque vers le milieu de 1948. Le parti communiste contrôle et gère maintenant, d'une manière exclusive, l'Etat et les mesures de nationalisation et de contrôle étatique du domaine encore privé de l'économie (précisément de la paysannerie) ont été partout amplifiées. Cette évolution pouvait permettre aux staliniens de dire qu'à l'étape actuelle (et non au début) le pouvoir de la démocratie populaire s'identifie à celui de la dictature du prolétariat, pour quel qu'un bien entendu qui partage la conception et la pratique staliniennes de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Mais la principale raison qui incite le Kremlin à ce tournant ne se trouve certainement pas dans un besoin d'ajuster la théorie aux faits. Depuis que l'Affaire Tilo a éclaté et que les forces centrifuges dans le glacis ont pris une forme plus tangible, le Kremlin s'emploie à resserrer constamment son emprise dans tous les domaines, politique, économique, idéologique.

L'unité de doctrine sur la démocratie populaire est nécessaire pour couper court à tout égarement possible dans les « diverses voies (jusqu'ici admises) pour identifier le socialisme » et pour consolider encore plus le principe de l'hégémonie du Parti communiste soviétique et de son « expérience dans l'édification du socialisme » sur tous les partis communistes. Dimitrov était sur ce point catégorique :

« Tous les communistes doivent réaliser l'importance d'une complète coordination des activités de tous les partis communistes dans le monde sous la direction du parti communiste russe. Tous les partis communistes ont une politique commune et reconnaissent le grand parti communiste russe comme le parti dirigeant du mouvement ouvrier international. »

La même idée est encore mieux formulée dans l'article écrit dans l'organe du P. C. bulgare, *Rabotnichesko Delo*, du 18 décembre 1948 :

« Il ne faut pas oublier — malgré le fait que l'Internationale communiste n'existe plus — que tous les Partis communistes dans le monde forment un seul front communiste sous la direction du Parti communiste le plus puissant et le plus expérimenté, le parti de Lenine et de Staline ; que tous les partis communistes ont une commune théorie scientifique comme guide pour l'action, le marxisme-léninisme ; que tous les partis communistes ont un leader et un maître reconnu par tous, le camarade Staline. »

L'unité de doctrine sur la démocratie populaire va dans le sens général de la plus grande coordination politique (Cominform), économique (Conseil d'entraide économique), idéologique, que recherche actuellement le Kremlin, afin de consolider et de maintenir son contrôle sur tout le glacis.

D'autre part, il n'est pas exclu que l'unité de doctrine sur « le fond réel de la démocratie populaire » qui s'avère être maintenant la dictature du prolétariat, prépare la voie à l'assimilation structurelle, au moins d'une partie du glacis, et à son incorporation sous une forme ou sous une autre dans l'U. R. S. S. En Roumanie, par exemple, un des pays les plus retardataires du glacis, mais le plus proche de l'U. R. S. S. et plus facile à digérer que les autres, il n'est pas sans intérêt de noter les conséquences du tournant sur la conception de la démocratie populaire. Teohari Georgescu, ministre de l'Intérieur, pré-

senta le 12 janvier 1949 au Parlement une loi visant à la création de **Conseils du Peuple** et déclara : « Nous, l'Etat de ceux qui travaillent, déclarons ouvertement la dictature du prolétariat. » La loi prévoit la constitution de sociétés sur le prototype (depuis longtemps décoratif) des soviets. Ainsi ces « soviets » travailleront jusqu'aux « élections », à travers les comités exécutifs désignés ; ils auront comme principale tâche de « sauvegarder » l'ordre socialiste dans la vie locale, de mobiliser les masses pour l'accomplissement des plans économiques, de défendre et de développer la propriété du peuple.

Le vrai pouvoir restera en fait entre les mains du parti, et plus particulièrement entre les mains de la direction du parti, incontrôlable, toute puissante et uniquement responsable devant ses maîtres du Kremlin. Une telle organisation du pouvoir s'appelle, en langage stalinien, « dictature du prolétariat » (sous la forme ou non de la démocratie populaire).

Tout autre était naturellement la conception de la dictature du prolétariat formulée et pratiquée par Lenine et que notre mouvement défend :

« L'essence du pouvoir des soviets, écrivait Lenine dans ses fameuses thèses sur « la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne » présentées au premier congrès de la 3^e Internationale, consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental est l'organisation des masses, jadis opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires. Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouis-

sant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage des droits et des libertés démocratiques et qui sont maintenant appelés à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'Etat.

« Le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. Au même but tendent la réunion du pouvoir législatif et exécutif dans l'organisation soviétique de l'Etat, et la substitution, aux circonscriptions électorales territoriales d'unités de travail, comme les usines et les fabriques. »

Ces principes, Lenine les a effectivement appliqués en Russie en construisant une organisation pyramidale du pouvoir basé sur des soviets réels, vivants, démocratiques, gérant et contrôlant effectivement l'Etat, n'ayant pas seulement l'illusion du pouvoir, aujourd'hui concentré en réalité entre les mains d'une bureaucratie omnipotente et incontrôlable.

Pour nous, comme pour Lenine, la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ne sont pas concevables autrement que comme l'organisation du prolétariat en classe effectivement dominante. Quant aux Dimitrovs, la « démocratie populaire » se transforme en dictature du prolétariat dès que leur contrôle devient absolu non seulement sur les formations bourgeoises, leurs alliés d'hier, mais aussi sur le prolétariat, dont ils identifient abusivement la dictature avec le régime de la bureaucratie.

Les évolutions d'un courant centriste en France

par Pierre FRANK

Tandis que la période d'avant-guerre fut marquée par une lutte acharnée de la IV^e Internationale contre les organisations centristes, plus particulièrement contre leur organisme international, le Bureau de Londres, où venaient se rassembler ces formations qui maintenaient des militants en oscillation entre le marxisme d'un côté et l'opportunisme ou le stalinisme de l'autre, cette partie de l'activité de notre mouvement s'est trouvée réduite au cours de l'après-guerre. D'une part, le Bureau de Londres a disparu, la plupart des anciennes organisations centristes ont cessé d'exister (la plus ancienne et la plus enracinée dans le mouvement ouvrier, l'I.L.P., lui-même, a estimé qu'elle ne comptait plus sur la scène politique anglaise). D'autre part, la crise révolutionnaire de l'après-guerre a poussé les grandes masses vers les vieilles organisations social-démocrates et stalinienne et le problème de la construction des partis révolutionnaires se pose à cette étape sous la forme de l'établissement d'une liaison des organisations trotskystes avec ces masses pour pouvoir au cours d'expériences communes avec celles-ci, les amener sous le drapeau de la IV^e Internationale.

La rupture entre les masses et les directions des vieilles organisations commence à s'opérer à des degrés divers. Les organisations trotskystes sont encore très faibles. Y a-t-il de ce fait, place pour des organisations d'un caractère centriste ? De quelle ampleur et avec quelle orientation ? On ne peut répondre aux questions relatives à ce sujet qu'en examinant concrètement la situation pays par pays. L'expérience de la France sur ce point est très particulière, et il faudrait se garder d'en tirer des conclusions trop générales, mais elle présente un certain intérêt pour la construction du parti révolutionnaire.

À la « libération » en 1944, l'écrasante majorité de la classe ouvrière française et d'importantes couches des classes moyennes se rangèrent derrière le parti stalinien. Le parti socialiste était suivi par le reste de la classe ouvrière et avait une large base de fonctionnaires et de classes moyennes. La politique de collaboration menée en commun par la social-démocratie et le stalinisme, puis la politique des staliens après la création du Kominform et la collaboration de classes débridée de la S.F.I.O. ont, par leurs conséquences, rejeté une bonne partie des classes moyennes vers le gaullisme et ont détaché des vieilles directions des couches ouvrières et une partie des couches petites-bourgeoises gravitant encore autour du prolétariat. La confiance dans les partis traditionnels commence à s'épuiser. Le processus est en fait, très avancé pour la social-démocratie. Il l'est beaucoup moins pour le P. C. français qui est le plus fort de tous les partis staliens dans les pays d'Europe occidentale, car il dispose non seulement d'un grand appareil mais d'un nombre considérable de militants ouvriers liés à lui par de longues années de lutte et ayant une autorité considérable dans leurs entreprises.

Dans ce processus de rupture avec les vieilles directions, la transformation de courants centristes vagues en des organisations centristes tend à s'effectuer aux points les plus faibles des vieilles organisations. De plus, les couches ouvrières présentent plus d'inertie que les courants petits bourgeois ; elles s'ébranlent plus lentement, mais leur développement présente plus de régularité.

Cela vient de se vérifier très nettement en France. L'attachement des militants et sympathisants du P. C. à ce parti a toujours été plus fort que celui des militants et sympathisants du P. S. au parti de Blum. Aussi on n'a pu constater jusqu'à présent

qu'un très faible détachement de militants ouvriers du parti stalinien. Au cours des premiers mois de 1947, quand le P. C. F. était encore au gouvernement et appuyait le blocage des salaires, certains de ses membres ont rejoint les anarchistes, plus spécialement la C. N. T., centrale syndicale anarchosindicaliste, mais la décomposition de celle-ci a ensuite été aussi rapide que son ascension.

Le gros de la classe ouvrière suit encore le parti stalinien. Une des raisons pour lesquelles il n'y a pas eu de développement large d'une organisation centriste est le « tournant gauche » du P. C. à la suite de la création du Kominform. Le mécontentement envers la politique suivie par le P.C.F. est grand, y compris au sein de ce parti. Il s'y manifeste des positions très opposées à la politique des Thorez, Duclos, Marty, etc. Mais cela ne se fait encore que sous des formes politiques très fragmentaires et isolées organisationnellement les unes des autres. Le centrisme ainsi présent au sein du P. C. F. est d'une importance exceptionnelle. C'est celui de militants ouvriers soumis à une pression de base considérable et à qui la politique de leur direction ne permet

pas de mener une activité révolutionnaire correspondant à leurs propres aspirations. En cela se pose le problème le plus important du centrisme en France. De sa résolution dépendent à la fois la création d'un fort parti révolutionnaire en France, le développement de la lutte des classes dans ce pays et, par suite, le développement des rapports de classes pour toute une période en Europe occidentale.

Ce qui s'est déjà passé parmi les courants petits bourgeois et dans les rangs de la social-démocratie — le centrisme résultant de la crise de la S. F. I. O. — tout en étant très secondaire par rapport aux phénomènes mentionnés plus haut, n'est pas indifférent. Les évolutions de ce centrisme d'origine sociale démocratique et de composition sociale petite bourgeoise ont en outre été très intimement liées aux développements politiques au sein du P. C. I. Comme nous le verrons, l'histoire de ces groupements n'est guère séparable de la récente crise de la section française de la IV^e Internationale et cette crise prend toute sa signification politique à la lumière de l'évolution de ces éléments centristes. Une expérience s'achève sur laquelle on peut faire le point.

AVANT L'ECHEC DE NOVEMBRE-DECEMBRE 1947

Deux courants très voisins se sont formés dans le P. S. et se sont détachés de lui en 1947, les Jeunesses Socialistes et l'Action Socialiste et Révolutionnaire.

Les Jeunesses Socialistes qui, dans le cadre de la S. F. I. O., étaient privées de droits politiques, avaient néanmoins manifesté une orientation vers un programme révolutionnaire, plus particulièrement à leur Congrès de Montrouge à Pâques 1947. Six semaines plus tard, quand éclata la première grève Renault, elles se solidarisèrent avec les grévistes et furent exclues par la direction du P. S. Leur évolution politique se poursuivait dans l'autonomie, de façon un peu sinueuse, mais elle les amena à envisager la fusion avec le P. C. I., et, le 13 décembre 1947, leur Comité National déclara :

Le Comité National des J. S. constate que les discussions et les actions engagées avec le P. C. I. ont démontré qu'en dépit des divergences, un accord fondamental sur le programme révolutionnaire existe entre nos deux organisations.

Par conséquent, aucun obstacle sérieux ne pouvait s'opposer à la construction d'un parti révolutionnaire réunissant les J. S. et le P. C. I. ...

Il constate que la motion politique adoptée par l'A. S. R. définit dans l'essentiel une orientation politique semblable à celle des J. S. et du P. C. I. et qu'en conséquence il apparaît dès aujourd'hui souhaitable qu'après une discussion et une clarification politiques approfondies, les trois organisations participent à la construction du Parti révolutionnaire unique.

Notez bien, il n'y avait le 13 décembre 1947 « aucun obstacle sérieux » à l'unification des J. S. et du P. C. I.

L'Action Socialiste et Révolutionnaire se constitua assez tardivement dans le P. S. autour de Dechezelles, secrétaire-adjoint de ce parti, de C. Just, et de militants lyonnais, à la suite d'une rupture avec toute une série d'autres éléments tels que Rous, Bouthien, etc... que nous retrouverons plus loin. Au Congrès du P. S. qui se tint à Lyon en août 1947, l'A. S. R. protesta con-

tre l'exclusion des Jeunesses mais elle n'était pas encore politiquement prête à quitter ce parti. Ce n'est que plus tard, au point culminant de la grève générale de 1947 que l'A. S. R. rompit avec le P. S., à sa Conférence du 7 décembre, en adoptant une résolution qui s'exprimait notamment comme suit :

La seule voie possible pour le renversement de la société capitaliste et l'instauration du pouvoir prolétarien et la construction du socialisme est la création d'un parti révolutionnaire basé sur la lutte de classes.

En conséquence l'A. S. R. se don-

DEPUIS L'ECHEC DE NOVEMBRE-DECEMBRE 1947

L'échec des mouvements de novembre-décembre, la scission syndicale organisée par Blum et Jouhaux et favorisée par Frachon, l'offensive patronale et gouvernementale, la montée du gaullisme commencèrent à susciter des recherches de solutions nouvelles différentes de la collaboration ministérielle des socialistes et de la politique si complexe des stalinien.

Dans cette situation, ceux-ci ne restèrent pas inactifs. Leurs agents dans le P. S., groupés autour de la *Bataille Socialiste* et qui n'avaient rien dit contre l'exclusion des J. S., qui n'avaient mené aucune campagne contre la politique anti-ouvrière de la direction et des ministres socialistes, entrèrent en conflit violent avec le Comité Directeur du P. S. au sujet de la politique pro-américaine et anti-russe de celui-ci. Ils se firent exclure, cherchant ainsi à canaliser le mécontentement des travailleurs socialistes et de ce qui constituait l'aile gauche du P. S.

Peu après cela, ce qui restait de « gauche » dans le P. S., les Rous, Bouthien..., ne pouvant rester totalement silencieux ou passer franchement aux côtés de la direction, comme le fit Marceau Pivert, pensa pouvoir circonvenir la discipline du P. S. en créant avec quelques journalistes s'affirmant indépendants de toute organisation et avec des personnalités du monde littéraire comme Sartre et Rousset, un « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », sans aucune base programmatique, sans aucune forme d'organisation stricte, sans discipline, au-dessus des partis. Une bro-

ne pour objectif la création d'un tel parti et fera appel dans ce but à tous les militants et à toutes les organisations qui sont d'accord sur les principes suivants...

A ce moment sous l'impulsion de la grande bataille ouvrière, ces deux courants évoluaient en direction d'un programme révolutionnaire précis. L'unification avec le P. C. I. était chez eux une question à l'ordre du jour ; elle se posait plus concrètement chez les J. S. et avec moins de netteté dans l'A. S. R. en raison du caractère plus hétérogène de cette formation, mais tout de même de façon assez claire parmi ses éléments dirigeants.

chure de Rous montrait le sens politique de l'opération ; il s'agissait en fait de « gauchir » la « 3^e force ».

On aurait pu penser que ces deux nouveaux groupements « indépendants », l'un manifestement pro-stalinien, l'autre incapable de dissimuler sa qualité d'appendice de la « troisième force » ne pouvaient exercer d'attrait puissant sur les militants des J. S. et de l'A. S. R. qui avaient eu le mérite de rompre avec le P. S. sur une base de classe et qui savaient, par leur propre expérience, ce que valaient exactement les membres les plus responsables de la *Bataille socialiste*, ainsi que ceux du R. D. R. Mais un troisième élément intervint dans la situation, qui ramena très en arrière l'A. S. R. et les J. S. Il s'agit de la crise du P. C. I. et du rôle joué dans celle-ci par l'ancienne droite du P. C. I., l'aile Parisot-Demazière, qui dirigea le Parti pendant 14 mois (de septembre 1946 à novembre 1947). Sous le poids de l'échec du mouvement ouvrier, elle s'éloigna du programme révolutionnaire jusqu'à rompre avec la IV^e Internationale. Placés devant cette rupture, les militants encore politiquement bien jeunes ou confus des J. S. et de l'A. S. R., se trouvèrent désorientés, démoralisés. Leur progression cessa. Ils commencèrent une évolution rétrograde.

Mais comment une ancienne direction trotskyste avait-elle pu en arriver là ?

Ce qui unissait la tendance de droite dans le P. C. I., ce n'était pas une communauté de vues politiques (ses membres ne montraient pas de

rigueur dans la formulation de leurs positions politiques et la Vérité, sous leur direction, le manifesta, hélas, trop souvent), mais une conception de la construction du parti révolutionnaire que l'on peut résumer comme suit : les trotskystes ne se sont pas développés dans le passé en raison de leur « sectarisme » (entendez par là leur attachement à un programme concrétisant toute l'expérience de la classe ouvrière) ; il faut être souple, faire passer à l'occasion les questions de programme à l'arrière-plan, la politique de chaque jour n'est pas une question de principes, il faut faire preuve d'habileté politique pour prendre la tête d'un mouvement de masses, en gagner la confiance, après quoi on peut le mener, le guider vers ses propres fins. Certains pensaient pouvoir créer ce courant de masses par une vaste agitation superficielle, d'autre en reprenant telle ou telle conception ou mot d'ordre à succès temporaire (la « Résistance » par exemple), d'autres en créant un vaste rassemblement informe (1). C'est aussi cette idée qui domina l'activité dans les J. S. et le P. S. de militants comme Dunoyer. Pendant toute une période, une telle orientation négligeant tout travail politique, pour se consacrer à une activité quotidienne dans laquelle on n'insista pas trop sur les problèmes politiques, n'eut pas de conséquences vraiment néfastes ; la gauche se formait dans les J. S. et dans le P. S. lentement, confusément, péniblement. Mais les choses se gâtèrent après la rupture, car ce système se poursuivait alors sous la forme d'une succession de manœuvres organisationnelles destinées à remplacer une véritable lutte politique pour un programme et entraîna rapidement des accidents, puis une catastrophe.

Les *Jeunesses Socialistes* étaient une organisation politiquement très faible. Une vie politique intense lui était absolument nécessaire pour assimiler le programme de la IV^e Internationale. Mais au lieu et place de cela, Dunoyer jaugeait à intervalles plus ou moins réguliers la « conscience politique » des J. S. et se fixait une démarche organisationnelle destinée selon lui à faire progresser cette conscience. Dans la

(1) Cette conception est dans son essence très voisine de celle des stalinien, pour qui la classe est une masse malléable au moyen d'un appareil tout puissant.

période qui suivit l'exclusion de la S. F. I. O., en l'espace de quelques semaines on vit s'opérer un rapprochement de la J. S. vers l'U. J. R. F. stalinienne pour permettre, paraît-il, aux J. S. de faire leur expérience du stalinisme, puis une activité des J. S. orientée sur la formation de « Comités de Regroupement révolutionnaire » pour leur faire comprendre la nécessité du parti révolutionnaire, et finalement un rapprochement des J. S. vers le P. C. I. avec campagne électorale commune aux élections municipales d'octobre 1947, en vue d'une fusion (2). Ces jeunes qui n'avaient pas de programme et à qui il aurait fallu faire comprendre, dans l'étude et dans des actions autres qu'une campagne électorale, le programme révolutionnaire, furent chargés de défendre un programme fait de bric et de broc devant la classe ouvrière. Cette gymnastique organisationnelle provoqua des ravages dans les rangs de la J. S. Encore pouvait-on espérer vers la fin de l'année 1947 que le mal n'irait pas plus loin, lors de l'adoption par le Comité National des J. S. de la résolution citée plus haut.

A ce moment là, nous disait Dunoyer, la « conscience » des J. S. ne voyait « aucun obstacle sérieux » à la fusion avec le P. C. I. et on ne pouvait que s'en féliciter. Mais quand les conséquences de l'échec ouvrier se firent sentir, Dunoyer évolua et avec lui la « conscience » des J. S. Les mêmes évolutions et les mêmes zigzags furent accomplis par l'ancienne direction battue au 4^e Congrès du P. C. I. et par la direction de l'A. S. R.

Au lieu de la construction d'un parti révolutionnaire par unification de l'A. S. R., des J. S. et du P. C. I. sur un programme qui devait être fondamentalement, sinon formellement, celui de la IV^e Internationale, on vit tout d'abord se produire un tournant des directions A. S. R. et J. S. vers la *Bataille Socia-*

(2) Il serait dommage de ne pas mentionner qu'entre temps, au Congrès des J. S. à Villeurbanne, Dunoyer se livrait à une attaque contre le P. C. I. et la IV^e Internationale au sujet de leur attitude « sectaire » pendant la guerre. On aurait pu penser qu'à des jeunes qui venaient à peine de rompre le cordon ombilical avec la social-démocratie quelques notions de rigueur doctrinale sur la question de la guerre n'auraient pas été inutiles, mais cela appartenait au passé trotskyste si gênant.

liste (voir le *Drapeau Rouge* de février 1948). Il s'agissait de procéder, nous disait-on en *a parte*, à une unification des éléments d'origine socialiste, ce qui permettrait, mais avec beaucoup plus de temps, de parvenir tout de même à la construction du Parti révolutionnaire (3). Cette opération ne put aboutir parce que les gens de la *Bataille Socialiste* exigeaient une attaque ouverte contre le P. C. I. (ce qui, l'avenir l'a montré, n'aurait peut-être pas été inacceptable) et une soumission aux désirs, grands et petits, du P. C. F., ce qui n'était guère attrayant au moment où le vent avait tourné et soufflait de plus en plus fortement de l'Ouest.

À Pâques 1948 s'effectua l'unification des J. S. avec l'A. S. R. qui ne fit qu'entériner un état de fait, à savoir l'existence de deux directions au dessus d'une seule et même organisation, ou plutôt des vestiges d'une organisation. L'A. S. R. ainsi unifiée se trouvait en même temps devant le dilemme : ou œuvrer à la construction d'un parti révolution-

naire, comme elle se l'était fixée cinq mois auparavant et comme le lui demandait une tendance dans son sein groupée autour des camarades Dumont et Just — et ceci signifiait chercher un rapprochement avec le P. C. I. ; ou bien abandonner cette perspective et, en centristes invétérés, se tourner vers le R. D. R. La majorité de la direction, avec l'appui des ex-trotskyistes qui venaient de trahir leur parti et leur programme, adopta cette dernière solution et se prononça pour l'entrée dans le R. D. R. (4).

Depuis lors, l'A. S. R. a virtuellement disparu. Sa dislocation politique s'est poursuivie. À une récente session de son comité central, après avoir procédé à l'exclusion de la tendance favorable à la construction d'un parti révolutionnaire avec le P. C. I., la majorité s'est divisée en une partie pour la fusion avec la stalinienne *Bataille socialiste* constituée en « Parti socialiste Unitaire » (5) et une autre qui n'a plus d'autre espoir que d'être la fraction animatrice (!) du R. D. R.

LES HOMMES LIBRES

Parler de centrisme au sujet du R.D.R. est même assez peu exact. Le centrisme traditionnel, ce mélange de phraséologie marxiste et de pratique opportuniste, est bien au-dessus des positions défendues par le R. D. R.

Le premier manifeste annonciateur de cette création issue de la social-démocratie commença par... amender Marx. Sa devise était : « Prolétaires et hommes libres de tous les pays, unissez-vous ! » Hommes libres ? N'étant ni les pro-

(3) À la même époque (le 31 janvier), Demazière envoyait une lettre au B. P. du P. C. I. dans laquelle il proposait de :

« Revoir la question de l'unité organique avec la J. S. et l'A. S. R., les courants les plus proches de nous. Une telle unité, outre son incertitude présente, ne paraît ne plus présenter de valeur... »

« Favoriser donc et tenter de guider tous les regroupements partiels : B. S., J. S. et A. S. R. par exemple, même sur des bases politiques et organiques qui nous excluent implicitement ou explicitement. »

Il y aurait lieu de traiter d'une manière séparée la question de l'unification des J. S. et du P. C. I., car il fut un temps, où la droite sentant le terrain perdu pour le 4^e Congrès du P. C. I., voulait faire une unification à l'esbrouffe, afin d'utiliser la J. S. comme masse de manœuvre pour ce Congrès, afin de conserver la direction du Parti. Il fallut une intervention de l'Internationale pour empêcher une telle manœuvre contre le P. C. I.

(4) Dans le P. C. I., Demazière avait envoyé une nouvelle lettre (4 mars) dans laquelle il célébrait les vertus et l'avenir du R. D. R. en termes dythirambiques :

« Le R. D. R., lent à venir au monde, semble avoir un très vif succès dans ses premiers jours. Ma conviction profonde est qu'il doit se développer sérieusement dans les semaines à venir jusqu'à atteindre rapidement quelques dizaines de milliers de militants. Il est le symbole de la confusion régnante, de la recherche éperdue de millions d'ouvriers, d'intellectuels, de petits bourgeois qui ne veulent pas choisir entre Truman et Staline... »

Une décision du Comité directeur du P. S. a entraîné le départ des Rous et Bouthien. Les dizaines de milliers de militants ne sont évidemment pas venus. La confusion est restée.

(5) Il est très frappant de noter qu'à ce Comité Central de l'A. S. R. on vit exclure Dumont qui, quelques jours plus tard, allait être le porte-parole de l'opposition révolutionnaire au Congrès de la C. G. T., par Sauterey qui allait voter sur tous les points avec les stalinien à ce même Congrès confédéral. Dechezelles, Dunoyer et autres sont vraiment très qualifiés après cela pour donner des leçons de souplesse politique aux trotskystes.

létaires, nommément désignés, ni les capitalistes, cette expression ne pouvait signifier que ce qu'en notre langage de marxiste et de sectaire impénitent nous appelons les classes moyennes, la petite bourgeoisie.

La notion de classe est abhorrée au R. D. R. Selon les « hommes libres » du R. D. R. il y a des entités au-dessus des classes et de leurs luttes, et la plus importante d'entre elles, c'est la « Résistance ». Il faut être un méchant marxiste pour voir qu'un peu partout la « Résistance » était divisée et s'entretenait suivant des lignes de classe (Yougoslavie, Grèce), ou se divisait très rapidement suivant les mêmes lignes de classe (France, Belgique).

Un homme libre comme David Rousset, en présence des manifestations réactionnaires en France, s'écriait pathétiquement : « Non, la Résistance n'avait pas voulu ça ! » Il faut aussi avoir la cervelle d'un homme libre pour trouver qu'une « des erreurs du général de Gaulle... qui trouve son explication dans sa formation sociale et dans son orientation politique... (est) d'avoir considéré la Résistance uniquement dans son acceptation étroite d'action militaire et de renseignement. » Les capitalistes et les militaires à leur service sont obligés dans leurs guerres, d'utiliser les masses travailleuses sous « l'acceptation étroite de l'action militaire », pour employer le langage du « démocrate révolutionnaire » ; il n'y a pas là d'erreur de leur part. Mais les capitalistes savent ce qu'est une classe et ils savent aussi utiliser à leur profit les intellectuels petits bourgeois.

Le problème national est aussi abordé par le R.D.R. du point de vue des « hommes libres » et non du point de vue de classes. Lénine avait souligné le rôle du prolétariat dans la lutte pour l'indépendance des peuples opprimés ; il avait aussi montré, dans son étude sur l'impérialisme, que celui-ci entraînait la subordination non seulement de pays coloniaux mais aussi de petits pays capitalistes modernes à des pays plus puissants. Cette tendance s'est tragiquement développée puisque nous voyons à présent l'Europe réduite à la portion congrue par les Etats-Unis. Mais Lénine ne compte plus pour les hommes libres, surtout pour ceux d'entre eux qui se sont libérés du trotskysme. Demazière,

dans sa lettre du 4 mars constituant sa rupture avec le trotskysme découvre :

« la naissance, avec la pénurie, de nouvelles couches d'exploiteurs et de privilégiés (intermédiaires, margulins), complètement insoucieuses de l'indépendance de leur pays. »

Faut-il s'étonner si, dans *La Gauche* (le titre du journal du R. D. R. est à lui seul tout un programme en France), on disserte sur la culpabilité du peuple allemand ? Bien entendu, on n'y parle pas de cette culpabilité dans n'importe quel sens. Mais qui ne sait pas que l'art des gens de « gôche » est de trouver un sens progressif aux idées que la classe dominante utilise pour sa politique réactionnaire ?

La tension internationale oblige les hommes libres à se situer. David Rousset a abandonné discrètement sa position pro-stalinienne du lendemain de la « libération » (7) ; il aperçoit seulement « l'extension géographique du système russe dont la forme étatique ne respecte pas toutes les libertés » (les termes sont très prudents pour parler du régime du Guépéou, car il ne faut pas couper tous les ponts) et il voit aussi l'Amérique dont « la progression stratégique vise essentiellement à sauver, partout où il est menacé, un régime économique moribond mais indispensable à son économie ». Et le R. D. R. de proposer une « lutte constructive » contre le plan Marshall, consistant à demander à Wall

(7) Au lendemain de la « libération », D. Rousset vint faire trois petits tours dans le P. C. I. où son activité se borna, avant de disparaître complètement, à défendre au 2^e Congrès (février 1946) une thèse qu'il signait Leblanc, dont voici des passages essentiels :

« La bureaucratie soviétique se trouve aujourd'hui dans les actes contrainte, dans la mesure où elle prépare sa défense dans le cadre de l'éventualité d'un troisième conflit, de poser et de réaliser la révolution socialiste à l'étranger. La liquidation de la deuxième guerre a mis fin aux yeux mêmes des bureaucrates à la théorie et à la pratique du socialisme dans un seul pays. »

« ... les forces économiques soviétiques interviennent dans les affaires mondiales directement sous le visage politique de la bureaucratie stalinienne. Dans la nouvelle pause où nous sommes entrés, elles représentent la seule garantie réelle efficace de la révolution socialiste dans le monde. »

Depuis lors, la grande amitié avec l'U. R. S. S. n'est plus de mode. Quant aux trotskystes, ce sont des gens malades de la grève générale, pour M. Rousset qui a trouvé sa place parmi les gens-de-lettres.

Street un droit de contrôle effectif par les organisations syndicales sur l'utilisation des dons et crédits américains. Washington permettant à qui (Jouhaux ou Frachon ?) de contrôler que les fonds américains remis aux Etats capitalistes sont employés par ceux-ci pour faire quoi ? construire le socialisme peut-être ? Les hommes libres sont surtout libres d'employer n'importe quelle formule sans s'astreindre à lui donner un contenu.

Les dénonciations de « l'ancien colonialisme » (l'ancien s'il vous plaît), ne manquent pas chez les

gens de « la gôche ». Mais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes trouve chez eux une limite, celle de l'Union française, ou, pour être très précis, d'une « véritable Union française, démocratique révolutionnaire » (?). Pourvu qu'ils veuillent bien se tenir dans cette limite, les Vietnamiens, les Maigaches, les Algériens, etc., pourront disposer d'eux-mêmes. Autrement dit, à la place de « l'ancien colonialisme », nos hommes libres proposent un nouveau colonialisme « démocratique et révolutionnaire », exercé, nous le supposons, par de bonnes G. D. V. républicaines ?

LES CENTRISTES ET LES PROBLEMES DE LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE

En face des problèmes intérieurs, le caractère petit bourgeois des courants centristes se manifeste de multiples façons. Tant dans *Le Drapeau Rouge* que dans *La Gauche*, les revendications ouvrières, loin d'occuper la place principale ne sont l'objet que de préoccupations secondaires. Il n'y eut qu'un bref effort du *Drapeau Rouge*, dans la seconde moitié de 1947, pour donner plus de place aux problèmes ouvriers proprement dits. Quant aux revendications qui y sont défendues, elles varient d'un numéro à l'autre, suivant le rédacteur qui en a la charge. En juin 1948, le R. D. R. était en même temps pour l'échelle mobile et pour une augmentation des salaires proportionnelle à la production. Voulait-il ainsi donner satisfaction à tous les courants du mouvement ouvrier ?

C'est sur la question du front unique que le centrisme de l'ex-droite du P. C. I. et des dirigeants de l'A. S. R. et des J. S. a donné toute sa mesure. Pendant toute la période où les deux vieilles directions — social-démocrate et stalinienne — étaient unies pour s'opposer au déclenchement des grèves et où l'initiative était entre les mains d'un prolétariat de plus en plus difficilement contenu par ces directions, pendant toute cette période où le problème de la division ouvrière ne se posait pratiquement pas et où, par contre, se posait la question de la grève générale comme forme suprême de l'unité de front des travailleurs, nos centristes réclamaient à tout propos et hors de propos le

front unique, allant jusqu'à proposer un « front unique électoral » au P. C. et au P. S. pour les élections de novembre 1946. Mais lorsque, par suite de l'échec de la grève générale, l'initiative passa aux mains de la bourgeoisie et qu'il fallut reconstruire l'unité de front prolétarien, pour organiser une résistance prolétarienne susceptible de se transformer en une contre-offensive victorieuse, quand de ce fait, le front unique devint l'axe central de la politique d'un parti révolutionnaire soucieux d'ouvrir une perspective à la classe ouvrière, le mot d'ordre du front unique disparut pratiquement de la plate-forme des centristes. Une ambiguïté n'a jamais cessé d'exister sur la nature du R. D. R., selon ses partisans eux-mêmes. Tantôt, c'est une formation à programme plus ou moins bien précisé, agissant à côté des partis existants ; tantôt le R. D. R. prétend être un rassemblement au-dessus des partis pour s'opposer à l'autre Rassemblement (1) et de ce fait, réaliser en lui le front unique des masses. Mais comme les masses ne sont pas décidées à suivre ce genre d'organisations (8), le R. D. R. ne peut être qu'une formation politique, un sous-parti sans programme précis. Il ne réalisera pas le front unique

(8) L'opération n'a jamais réussi aux staliniens, malgré tous leurs moyens, avec les « Comités Amsterdam-Pleyel », le « Front National » et autres paravents qui n'ont surtout servi qu'à placer des bureaucrates et qu'à faire quelques incursions dans les milieux petits bourgeois.

ni ne contribuera à sa réalisation. Dans la mesure où il nuit à la formation du parti révolutionnaire, il nuit à la réalisation du front unique.

Au moment où chacun voit que la question dominante en France est celle du pouvoir, où de Gaulle et les staliniens qui se partagent les trois-quarts du pays mènent campagne, l'un pour un « Etat fort », les autres pour un « gouvernement d'union démocratique », les hommes libres n'ont rien à dire aux masses travailleuses sur cette question. A moins que l'on puisse considérer comme un mot d'ordre les propos d'Altman qui, affirmant son attachement à la République (c'est vraiment touchant), préconise « un rassemblement de toutes les forces de gauche du pays », « avec la garantie formelle (1) de la libre expression des divergences ». Ca peut paraître un peu compliqué, ce « rassemblement démocratique-révolutionnaire » lui-

même enfermé dans « un rassemblement de toutes les forces de gauche », le tout assaisonné du droit de chacun à la plus grande liberté de tout dire et de ne rien faire, mais le résultat global est une vieille rengaine bien connue, qui s'est intitulée : bloc des gauches, front populaire, tripartisme, etc...

Voilà à quoi se réduit tout le programme des centristes. Et pour s'y rendre, Demazière venait au P. C. I. affirmer que :

L'avant-garde révolutionnaire dont le P. I. C., doit aller au R. D. R. et jouer le jeu à fond et intelligemment. Dans l'état de désarroi et de recherche où se trouve l'avant-garde ouvrière, quelques valeurs-clefs permettront à nos militants de se retrouver.

...Pour le reste, nous devons attendre que nos vues se décantent au travers d'une activité considérablement plus large que celle que nous avons connue jusqu'ici.

HOMMES LIBRES DE TOUS PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Les centristes ont leur façon d'être internationalistes. Avant la guerre, le « Bureau de Londres » groupait toute une série de formations politiques qui se rencontraient de temps à autre, échangeaient des saluts fraternels, adoptaient de vagues résolutions et ne se sentaient liées par rien du tout. La guerre a mis fin à ce Bureau et à la plupart de ses participants.

La rupture de l'aile droite du P.C.I. se produisit très peu de temps avant la tenue du 2^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. Elle se sépara des bolcheviks-léninistes de plus de trente pays pour s'unir aux hommes libres de la rédaction de *Franc-Tireur* et du café de Flore. Ceci fait, Demazière, Dunoyer, etc., etc., se déclarèrent prêts à rester dans la IV^e Internationale, à condition que celle-ci veuille bien se satisfaire d'une information à intervalles réguliers sur leur activité dans le R. D. R., autrement dit, à condition qu'elle veuille bien prendre la place du défunt « Bureau de Londres ».

Mais comme il y a des bolcheviks-léninistes cinghalais, uruguayens et même français qui n'ont pas de goût pour cette Internationale *new look*, il fallait bien que les ex-trotskyistes et ceux avec lesquels ils se sont as-

sociés trouvent un moyen de manifester un certain internationalisme pour avoir la conscience claire de ce côté-là. Ce n'est pas un problème difficile à résoudre. « Un mouvement d'hommes libres qui n'est inféodé à aucun système, à aucun régime, à aucune doctrine » (Altman *dixit*) ne sera guère embarrassé pour trouver par delà les frontières et les océans d'autres hommes non moins libres et non moins dépourvus de doctrine.

Si les rumeurs qui circulent sont exactes (et nous faisons ici toute réserve non pas sur l'existence du projet que nous allons mentionner mais sur sa réalisation) les ex-trotskyistes se sont assurés du concours du P.O.U.M. et de Shachtman pour la publication d'une revue. Les alliances internationales ont un grand intérêt pour caractériser politiquement un mouvement.

Le POUM fut désigné par Trotsky comme étant la plus sérieuse des organisations centristes. Il avait une base ouvrière en Catalogne et une certaine tradition révolutionnaire. Mais sa politique n'a jamais été caractérisée par sa fermeté. Le POUM dont certains dirigeants prétendent avoir des penchants vers la IV^e Internationale ne manque jamais une occasion d'aider des adversaires de

la IV^e Internationale, ou de leur manifester sa sympathie. C'est déjà une orlé de façon que d'avoir de la sympathie pour la IV^e Internationale que de s'entendre avec ceux qui viennent de la trahir. La Bataille, l'organe du POUM, s'est occupée des élections présidentielles américaines. On sait que nos camarades du S. W. P. ont mené une campagne très ardente sur la candidature de Farrell Dobbs. On sait beaucoup moins que l'organisation de Shachtman a pris la décision de demander aux électeurs américains (qui ne le sauront pratiquement pas du tout) de voter à leur guise pour un des « candidats du socialisme », c'est-à-dire soit pour le candidat du S. W. P., soit pour le candidat du P. S. américain, Norman Thomas, soit pour le candidat d'un groupement archaïque, le Socialist Labour Party. A vrai dire dans l'organisation de Shachtman, les plus résolus penchent pour Norman Thomas et certains (James T. Farrell, A. Goldman) l'ont quittée sur cette question. Mentionnant la position vague de Shachtman, La Bataille du 18 septembre 1948, déclare :

Il aurait été plus juste de s'exprimer publiquement et officiellement en faveur du candidat du Parti Socialiste et même d'intervenir d'une façon active dans la campagne électorale en sa faveur.

Ainsi entre le trotskysme dont le candidat est un militant ouvrier ayant un passé de luttés, condamné pour son action pendant la guerre et le socialisme américain dont le candidat est un ancien pasteur qui a soutenu la guerre impérialiste et n'a jamais rien eu de commun avec la pensée socialiste, les sympathies du POUM penchent du côté de la social-démocratie.

Quant à Shachtman, nous ne doutons pas de sa capacité de noircir le papier d'une revue. Mais sur la base de quel programme peut-il le faire ? Le mot programme vient rarement sous sa plume. Et quelles perspectives a-t-il ? Rentré dans son pays, après un séjour en Europe, il a retrouvé une organisation complètement démoralisée. C'est la constatation initiale de tous les articles du Bulletin Intérieur du « Workers Party » et de quelques articles de sa presse publique. Le 2^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale, la plus forte assemblée trotskyste internationale selon les propres ter-

mes de Shachtman, n'a nullement impressionné celui-ci. Il s'est volontairement fermé la porte de ce côté. Il ne voit comme solution que de renoncer au titre de « Workers Party », de faire place à un cercle d'études et de propagande, et à ce qui reste de marxistes (selon ses conceptions) dans le monde, de se plonger, sans programme, dans le mouvement des masses, ce mouvement étant représenté en France non par le parti stalinien, mais par le R. D. R. ! Shachtman rejoint en tout point Demazière. Sans doctrine, sans principe, personne n'est tenu par rien et par personne. Quelle remarquable revue on pourra produire sur ce néant idéologique !

C'est avec beaucoup d'amertume que nous avons eu à assister à une misérable comédie centrisme jouée surtout par d'ex-trotskyistes. Elle éclaire singulièrement la lutte qui s'est poursuivie pendant des années au sein du P. C. I. comme étant la lutte entre les partisans du programme trotskyste et une aile petite bourgeoise qui tendait à se libérer du programme et de l'organisation trotskystes.

Le sort du centrisme issu de couches petites bourgeoises et social-démocrates était inéluctablement très limité en France. La lutte des trotskystes contre lui doit leur permettre à présent de se tourner vers l'autre centrisme, celui des prolétaires en rupture avec le stalinisme, avec toute la clarté théorique nécessaire mais aussi avec toute la souplesse politique indispensable, pour les faire progresser sur le programme de la IV^e Internationale.

15 Octobre 1948.

P.-S. — Cet article n'avait pu paraître faute de place dans le numéro précédent. Depuis qu'il a été écrit, s'est tenu un Congrès de l'A. S. R. Celui-ci, grâce à un bloc des partisans du R. D. R. et de la « Bataille Socialiste », a commencé par exclure la tendance minoritaire, celle des camarades Dumont, Cl. Just, Grudlinger, ... qui ont depuis lors rejoint le P. C. I. Ensuite la tendance pro R. D. R. a battu la tendance pro-stalinienne qui s'était renforcée. Après le Congrès, chacun a continué à agir à sa guise, l'un dans le R. D. R., l'autre chez les « Socialistes unitaires » staliens. Le Drapeau Rouge ne paraît plus. L'A. S. R. n'existe plus que sur du papier à lettre.

DOCUMENTS

Problèmes de la révolution chinoise

La chute du régime de Tchang-Kai-Chek, à la suite des victoires remportées par les armées paysannes de Mao-Tsé-Tung, le leader du Parti Communiste Chinois, ouvre objectivement une nouvelle phase de la révolution chinoise au XX^e siècle.

La première phase date de 1911, quand la bourgeoisie naissante, guidée par Sun-Yat-Sen et le parti qu'il fonda, le Kuo-Min-Tang, renversa la dynastie mandchoue qui régnait sur le pays depuis 1644. Cependant, la faiblesse politique et économique de la bourgeoisie chinoise, à cette époque, ne lui permit pas de consolider son pouvoir à l'échelle nationale et d'empêcher que celui-ci tombe entre les mains de satrapes militaires régionaux.

Immédiatement après la fin de la première guerre mondiale, la bourgeoisie chinoise, renforcée entretemps par le développement des forces productives du pays et du capitalisme, reprit avec succès sa marche vers la centralisation du pouvoir entre ses mains, en partant de ses fortes positions dans le Sud du pays et dans les grands centres urbains. Parallèlement au renforcement de la bourgeoisie se développaient le prolétariat chinois et son organisation syndicale et politique. L'influence de la Révolution d'Octobre accéléra immensément ce processus. De 1919 à 1920, les grèves se succédèrent en Chine, des syndicats s'organisent. En 1920 naît le Parti Communiste Chinois qui acquiert vite une très grande influence dans le jeune prolétariat chinois et dans la paysannerie pauvre.

En 1925 commence la deuxième phase de la Révolution chinoise. Les masses ouvrières et paysannes font une irruption violente sur la scène politique et exercent une pression accrue sur la bourgeoisie représentée par le Kuo-Min-Tang. Il s'agissait d'obtenir, sans nouveaux délais, la solution des problèmes de caractère bourgeois-démocratique (unification du pays, réforme agraire, indépendance nationale) que le pays devait impérieusement affronter.

La politique du Parti Communiste de l'U. R. S. S. et de l'Internationale Communiste fut divisée sur cette question. La direction Boukharine-Staline mit en avant la théorie menchevique de la révolution par étapes et décréta que les problèmes bourgeois-démocratiques seraient résolus par la bourgeoisie aidée par le prolétariat ; par conséquent la direction politique de cette première phase devait appartenir à la bourgeoisie et à son parti, le Kuo-Min-Tang. Le rôle du Parti Communiste Chinois, en tant qu'organisation et politique indépendante, était superflu et même nuisible : le Parti Communiste devait se subordonner au Kuo-Min-Tang et se dissoudre dans celui-ci. Cette politique de trahison fut imposée aux communistes chinois, malgré la lutte vigoureuse menée par l'Opposition de Gauche russe, et Trotsky en particulier. Cette politique aboutit en 1927 à l'écrasement du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois, et à l'installation du régime dictatorial de Tchang-Kai-Chek.

Les lettres que nous publions ci-dessous datent de 1928 et se rapportent aux événements qui marquèrent la fin de la Révolution chinoise de 1925-1927, à l'estimation de ces événements ainsi qu'au caractère et aux tâches de la troisième Révolution à venir. Elles permettent, d'autre part, d'apprécier la façon dont furent posées les questions de la Révolution chinoise dans son ensemble, non seulement entre la direction Boukharine-Staline et l'Opposition de Gauche, mais à l'intérieur même de celle-ci, Préobrajensky appartenant au centre directeur de notre fraction en U. R. S. S.

L'insurrection de Canton dont il est question dans ces lettres eut lieu le 11 décembre 1927, plusieurs mois après que Tchang-Kai-Chek, leader du Kuo-Min-Tang (longtemps couvert par Moscou comme un « camarade » et un dirigeant de la « Révolution démocratique-bourgeoise ») eut « trahi ».

Dans la ville de Canton, 4.200 hommes armés, dont 1.200 militants et 3.000 ouvriers, sous la direction d'un « Soviet des Ouvriers, Paysans et Soldats » qu'ils avaient proclamé et qui assura pour 50 heures environ le pouvoir dans la ville, affrontèrent, dans un héroïque combat désespéré, une armée de 50.000 hommes que Tchang-Kai-Chek lança contre eux.

»

Pour affronter la nouvelle phase de la Révolution chinoise qui s'ouvre actuellement, toute politique révolutionnaire doit prendre en considération les enseignements des événements et de la politique suivie dans les années 1925-1927.

La Chine est un pays où, malgré les survivances féodales, les relations économiques dominantes sont capitalistes : développement extraordinairement rapide de l'industrie par le capital commercial et bancaire ; dépendance complète des plus importantes régions agricoles envers le marché ; rôle énorme croissant du commerce extérieur ; subordination multiple du village chinois à la ville. En Chine, il n'existe pas une caste féodale des propriétaires terriens opposée à la bourgeoisie. Le type d'exploiteur le plus répandu et le plus haï dans les campagnes est le koulak usurier, l'agent du capital financier dans les villes.

Pour toutes ces raisons, la solution de tous les problèmes impérieux auquel le pays doit toujours faire face — unification nationale et indépendance de l'impérialisme ; réforme agraire — ne pourra se trouver dans aucun régime intermédiaire « démocratique-bourgeois », dans aucun compromis avec la bourgeoisie ou l'impérialisme, mais uniquement dans la dictature du prolétariat allié à la paysannerie pauvre, dictature seule capable d'imposer les mesures nécessaires pour atteindre de tels buts.

Les stalinien chinois s'engagent à nouveau dans la voie du compromis avec la bourgeoisie et l'impérialisme et envisagent une période de développement de la Chine avec des relations économiques capitalistes contrôlées par un gouvernement « démocratique-populaire » ; cette politique ne peut que frustrer une fois encore la victoire des masses chinoises. Mais il faut compter avec l'intervention inévitable de celles-ci.

La Chine entre dans une longue crise révolutionnaire. Les répercussions en sont déjà énormes dans tout le monde colonial asiatique, ainsi que sur le rapport de forces entre l'impérialisme et la révolution.

Nous aurons à revenir souvent sur les développements de la nouvelle phase de la Révolution chinoise, à les suivre attentivement, à les étudier, et aussi à les exploiter au mieux pour assurer, cette fois-ci, le triomphe de cette Révolution.

Première lettre de Trotsky à Prébrazhensky

LA Pravda publie, en plusieurs feuillets, un long article intitulé « La signification et les leçons de l'insurrection de Canton ». Cet article est vraiment remarquable à la fois pour les informations de première main précieuses et vérifiées qu'il contient et pour sa claire exposition de contradictions et d'une confusion qui sont d'une nature principale.

Il commence par donner une estimation de la nature sociale de la révolution elle-même. Comme nous le savons tous, c'est une révolution démocratique-bourgeoise, ouvrière et paysanne. Hier on la supposait se développant sous la bannière du Kuo-Min-Tang, aujourd'hui elle se développe contre le Kuo-Min-Tang.

Mais, de l'avis de l'auteur, la révolution et même toute la politique officielle, conservent un caractère démocratique bourgeois. Passons ensuite au chapitre qui traite de la politique du

pouvoir soviétique. Nous y trouvons que « dans les intérêts des ouvriers, le Soviet de Canton publia des décrets établissant... le contrôle ouvrier sur la production, réalisé au moyen de comités d'usines (et)... la nationalisation de la grande industrie, des transports et des banques ».

Il continue par l'énumération des mesures suivantes : « La confiscation de tous les appartements de la grande bourgeoisie pour qu'ils soient mis à la disposition des travailleurs... ».

Ainsi les ouvriers avaient le pouvoir à Canton, par leur Soviet. En fait, le pouvoir était entre les mains du Parti communiste, c'est-à-dire du parti du prolétariat. Le programme comprenait non seulement la confiscation de ce qui pouvait encore rester de propriété féodale en Chine, non seulement le contrôle ouvrier sur la production, mais aussi la nationalisation de la grande industrie, des banques et des trans-

ports, ainsi que la confiscation des appartements des bourgeois et de toute leur propriété pour qu'ils soient mis à la disposition des travailleurs. La question suivante se pose : si telles sont les méthodes de la révolution bourgeoise, à quoi ressemblera la révolution socialiste en Chine ? Quelle autre classe pourrait effectuer le bouleversement et par quelles sortes de mesures différentes ? Nous remarquons que, dans un développement réel de la révolution, la formule d'une révolution démocratique-bourgeoise, ouvrière et paysanne appliquée à la Chine dans la présente période, au stade donné du développement, est une formule creuse, une fiction, une bagatelle. Ceux qui insistent sur cette formule avant l'insurrection de Canton, et surtout ceux qui insistent sur elle maintenant, après l'insurrection, répètent (dans des conditions différentes) la faute principale commise par Zinoviev, Kamenev, Rykov et les autres en 1917. On peut objecter que la révolution agraire n'a pas encore été résolue en Chine ! C'est vrai. Mais elle n'était pas plus résolue dans notre propre pays avant l'instauration de la dictature du prolétariat. Dans notre pays, ce ne fut pas la révolution démocratique bourgeoise mais la révolution socialiste prolétarienne qui réalisa la révolution agraire, laquelle était, de plus, beaucoup plus profonde que celle qui est possible en Chine, étant données les conditions historiques du système chinois de propriété terrienne. On peut dire que la Chine n'est pas encore mûre pour la révolution socialiste. Mais ce serait une manière abstraite et figée de poser la question. La Russie, prise en soi, était-elle donc mûre pour le socialisme ? La Russie était mûre pour la dictature du prolétariat comme la seule méthode capable de résoudre tous les problèmes nationaux ; mais en ce qui concerne le développement socialiste, celui-ci, dépendant des conditions économiques et culturelles d'un pays, est lié indissolublement à tout le développement futur de la révolution mondiale. Ceci s'applique en tout et en partie à la Chine également. Si huit à dix mois plus tôt, ce n'était qu'une prévision (plutôt tardive), aujourd'hui c'est une déduction irréfutable de l'expérience du soulèvement de Canton. Il serait erroné de plaider que le soulèvement de Canton était grosso modo une aventure et que les réels rapports de classe s'y reflétaient sous une forme déformée.

En premier lieu, l'auteur de l'article ci-dessus mentionné ne considère pas du tout l'insurrection de Canton comme une aventure, mais comme une étape tout à fait légitime dans le développement de la révolution chinoise. Le point de vue officiel général combine l'estimation de la révolution comme étant une révolution démocratique bourgeoise à une approbation du programme d'action du gouvernement de Canton. Mais, même en estimant que l'insurrection de Canton était un putsch, on ne peut

arriver à la conclusion que la formule de la révolution démocratique bourgeoise est une formule viable. L'insurrection était évidemment inopportune. Elle l'était. Mais les forces de classe et les programmes qui en découlent inévitablement furent révélés par l'insurrection dans toute leur validité. La meilleure preuve en est qu'il était possible et nécessaire de prévoir à l'avance le rapport des forces qui fut dévoilé par l'insurrection de Canton. Et ceci fut prévu.

Cette question est intimement liée à la question primordiale du Kuo-Min-Tang. Incidemment, l'auteur de l'article raconte, avec une visible satisfaction, qu'un des mots d'ordre de combat du soulèvement de Canton était : « A bas le Kuo-Min-Tang ! ». Les bannières et les insignes du Kuo-Min-Tang furent déchirés et piétinés. Mais récemment encore, même après la « trahison » de Tchao-Kai-Chek et après la « trahison » de Wan-Tin-Wel, nous entendons les déclarations solennelles : « Nous n'abandonnerons pas la bannière du Kuo-Min-Tang ! ». O, ces pauvres révolutionnaires !

Les ouvriers de Canton mirent le Kuo-Min-Tang et toutes ses tendances hors la loi. Qu'est-ce que cela implique ? Cela implique que pour résoudre les tâches nationales fondamentales, ni la grande bourgeoisie ni non plus la petite bourgeoisie n'ont pu fournir une force permettant au parti du prolétariat de résoudre en commun avec lui les tâches de la « révolution démocratique bourgeoise ». Mais « nous » négligeons les millions et les millions de paysans et la révolution agraire... Objection pitoyable... Car la clef de toute la situation réside précisément dans le fait que la tâche de la conquête du mouvement paysan incombe au prolétariat, c'est-à-dire directement au parti communiste ; et cette tâche ne peut pas en réalité être résolue autrement qu'elle ne l'avait été par les ouvriers de Canton, c'est-à-dire sous la forme de la dictature du prolétariat dont les méthodes se transforment, dès le début même, inévitablement, en méthodes socialistes. Réciproquement, le sort général de ces méthodes ainsi que de la dictature dans son ensemble est décidé en dernière analyse par le cours du développement mondial, ce qui naturellement n'exclut pas mais au contraire présume une juste politique de la part de la dictature prolétarienne, politique qui consiste à fortifier et à développer l'alliance des ouvriers et des paysans et à s'adapter en tous points aux conditions nationales, d'une part, et au cours du développement mondial, de l'autre. Jouer avec la formule de la révolution démocratique bourgeoise, après l'expérience de l'insurrection de Canton, c'est marcher à l'encontre de l'Octobre Chinois, car des soulèvements révolutionnaires, quels que puissent être l'héroïsme et l'esprit de sacrifice, ne peuvent être victorieux sans une orientation politique générale correcte.

Certes, la révolution chinoise est « passée dans une nouvelle phase plus élevée » — mais ceci est juste non dans le sens qu'elle jaillira demain ou le jour suivant, mais dans le sens qu'elle a révélé le vide du mot d'ordre de la révolution démocratique bourgeoise. Engels a dit qu'un parti qui manque une situation révolutionnaire et subit par suite une défaite se transforme en un zéro. Ceci s'applique également au parti chinois. La défaite de la révolution chinoise n'est en rien plus petite que la défaite en Allemagne en 1923. Bien entendu, nous devons comprendre la référence au « zéro » d'une manière sensée. Bien des choses annoncent que la prochaine période en Chine sera une période de reflux révolutionnaire, un lent processus d'assimilation

des leçons des plus cruelles défaites, et par conséquent d'affaiblissement de l'influence directe du parti communiste. D'où il découle pour celui-ci la nécessité de tirer des conclusions profondes dans toutes les questions de principe et de tactique. Et ceci est impossible sans une discussion ouverte et complète de toutes les erreurs fatales commises jusqu'à présent. Bien entendu cette activité ne doit pas tourner en une activité menant à l'isolement. Il est nécessaire de tenir fermement la main sur le pouls de la classe ouvrière afin de ne pas commettre d'erreurs d'appréciation des rythmes et non seulement de savoir reconnaître une nouvelle vague montante, mais aussi de s'y préparer à temps.

Réponse de Prébrazjensky

Je considère inopportun que vous souleviez la question chinoise. Pourquoi ? Parce que, selon toutes les indications, la révolution chinoise est dans une étape de reflux. Nous avons beaucoup de temps avant une nouvelle montée. Pendant ce temps, nous aurons beaucoup d'occasions d'étudier fondamentalement l'histoire chinoise, sa vie économique actuelle, les rapports de classe et la dynamique du développement de tout le pays. Comme vous le savez, il n'y avait jamais l'unanimité parmi nous sur la question chinoise. Ni Radek, ni Smilga, ni moi-même ne sommes d'un âge à changer nos points de vue sous l'influence de nouveaux arguments en politique (encore moins sous l'influence de la répétition des vieux arguments). Nos points de vue ne peuvent être influencés que par des faits nouveaux d'une importance décisive. Si l'insurrection de Canton était une aventure — et indiscutablement c'en était une car ce n'était pas une entreprise provenant du mouvement des masses — comment une telle entreprise peut-elle créer une situation nouvelle, un point de départ pour une nouvelle expérience et pour une réestimation de toutes les conceptions antérieures ? Il est inadmissible de considérer l'insurrection de Canton comme une aventure et, en même temps, d'essayer de l'utiliser pour procéder à une telle réestimation.

J'avoue sincèrement que, selon toutes les apparences extérieures, je suis battu de ma controverse avec vous sur la question chinoise (Je crois que c'était au début ou au milieu de novembre 1927) mais je ne fus pas convaincu. Plus d'une fois depuis lors j'ai médité sur ces thèmes, mais ma conclusion reste toujours la même : vous avez tort. Voici brièvement mon point de vue.

Votre position n'est forte que dans l'impression extérieure qu'elle produit, que dans sa simplicité schématique et sa clarté, mais elle n'est pas viable. L'analogie faite avec la marche de notre révolution parle non en votre faveur mais contre vous. Nous avions eu une révolution bourgeoise battue en 1905. Bien que la bourgeoisie, même à cette

époque, se fut révélée une force contre-révolutionnaire (pendant le soulèvement de décembre), notre parti orienta le prolétariat vers une nouvelle révolution démocratique bourgeoise, comme étant une étape nécessaire à la lutte ultérieure pour le socialisme, avec un nouveau rapport de forces. Lenine avait-il tort ou raison quand, même en 1915-16, c'est-à-dire après avoir mis en avant le mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, il considéra nécessaire pour la Russie, pendant la première étape, de s'orienter vers la révolution démocratique bourgeoise et non vers la dictature du prolétariat ? Et il estimait puérile la position de Boukharine et de Piatakov (qui parlaient de mettre en avant le mot d'ordre d'une révolution socialiste directe). Je pense que Lenine avait raison. Et c'est seulement après que la révolution démocratique bourgeoise fut réalisée mais non complétée, en Février que Lenine mit en avant le mot d'ordre de la dictature du prolétariat, le mot d'ordre de la révolution qui doit, en route, compléter la révolution démocratique bourgeoise et passer à la reconstruction socialiste de la société. En attendant, les deux révolutions chinoises ne nous ont pas encore donné ce que nous avions obtenu de Février seulement, ni dans le sens des conquêtes matérielles, ni, ce qui est plus important, dans le sens de la création des conditions pour l'organisation de soviets d'ouvriers et de paysans sur une très grande échelle, ce que nous avions obtenu immédiatement après la chute du tsarisme. D'autre part, je ne crois pas que, dans la Chine d'aujourd'hui, il y ait un mouvement dans le sens de la bourgeoisie procédant d'une manière évolutive, tel que celui qui assura l'élimination pacifique des résidus féodaux en Allemagne après la révolution battue de 1848. En résumé : la Chine a encore à faire face à une lutte colossale, âpre et prolongée pour des choses aussi élémentaires que l'unification nationale de la Chine, sans parler du problème colossal de la révolution démocratique bourgeoise agraire. Il n'est pas possible aujourd'hui de dire si la petite

bourgeoisie chinoise sera capable de créer une espèce quelconque de parti semblable à nos s. r. (socialistes-révolutionnaires) ou si de tels partis seront créés par des drotiers rompant avec le parti communiste, etc. Une seule chose est claire. L'hégémonie du futur mouvement appartient toujours au prolétariat, mais le contenu social de la première étape de la future troisième révolution chinoise ne peut pas être caractérisé comme un bouleversement socialiste. Vous pourriez difficilement montrer, si nous recourons toujours à des analogies, que la situation présente en Chine est l'étape comprise entre Février et Octobre, mais s'étendant sur une période de plusieurs années. Il n'y a pas eu de Février en Chine, le mouvement a été écrasé au seuil de Février, bien que, sur certains points, les choses aient progressé même au delà de Février (l'esprit contre-révolutionnaire de toute la bourgeoisie grande et moyenne, des koulaks et du capitalisme commercial). Votre erreur fondamentale réside dans le fait que vous déterminez le caractère d'une révolution sur la base de qui la fait, de quelle classe, c'est-à-dire par le sujet réel, tandis que vous semblez accorder une importance secondaire au contenu social objectif de ce processus. La révolution de Novembre en Allemagne n'a pas été faite par la bourgeoisie, mais personne ne considère que c'était une révolution prolétarienne. La révolution de 1789 fut complétée par la petite bourgeoisie mais personne n'a caractérisé la grande Révolution française de révolution petite bourgeoise. La révolution chi-

noise sera dirigée, dès le début, par le prolétariat et celui-ci se fera payer pour cela dès le début, mais, malgré ce fait, la première étape de cette révolution restera une étape de bouleversement démocratique bourgeois, tandis que la composition des forces agissantes et de celles organisées par l'Etat restera celle de la dictature du prolétariat et de la paysannerie.

Un mot sur votre remarque à propos de l'ignorance de « millions et de millions de paysans et de la révolution agraire ». Vous y faites allusion comme à une « objection pitoyable » et ajoutez « Zinoviev » entre parenthèses. Vous ne pouvez guère avoir oublié que tous deux, Radek et moi, nous avons soulevé cette objection. Je ne suis pas opposé à de vives attaques dans une polémique de principe entre amis, mais je suis opposé à être traqué, avec Radek, sous le pseudonyme de Zinoviev. Nous sommes tout à fait capables de nous battre sous nos noms honorablement acquis.

J'ai une demande très urgente à vous faire, Lev Davidovitch : si vous écrivez une réponse et si vous l'envoyez à toute notre communauté en exil, veuillez faire taper ma lettre et l'envoyer également. Mais en général, comme je l'ai déjà indiqué, je ne suis pas en faveur d'une discussion sur cette question à présent. Je ne considère pas non plus que nos divergences sont essentielles, car nous avons toujours été unanimes sur ce que le P. C. chinois devait faire pratiquement, à présent et lorsqu'une nouvelle montée révolutionnaire aurait lieu.

Deuxième lettre de Trotsky à Prébrazjensky

VOTRE lettre a voyagé pendant 22 jours. Il est difficile de discuter de questions vitales dans de telles conditions et, à mon avis, la question chinoise est des plus vitales, parce que la lutte continue à se dérouler en Chine, les armées de partisans sont sur le terrain et une insurrection armée a été mise à l'ordre du jour, comme vous le savez sans doute de la dernière résolution du Plenum de l'Exécutif de l'I. C. Pour commencer, je veux répondre à un point mineur mais irritant. Vous dites que je polémiquais inutilement contre vous sous le pseudonyme de Zinoviev. Vous êtes tout à fait dans l'erreur. Je crois, incidemment, que le malentendu s'est produit par suite de la délivrance irrégulière du courrier. J'ai écrit au sujet de l'affaire de Canton, à un moment où j'étais informé de la fameuse lettre des deux mousquetaires (Zinoviev et Kamenev) et où, en outre, des rapports de Moscou faisaient savoir qu'ils avaient été munis de secrétaires pour dénoncer le « trotskysme ». J'étais certain que Zinoviev publierait plusieurs de mes lettres sur la question chinoise dans lesquelles je m'efforçais de prouver qu'en aucun cas il n'y aurait dans la révolution chinoise une époque spéciale de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, parce qu'il

y avait pour elle incomparablement moins de conditions préalables que dans notre propre pays et parce que l'expérience, et non la théorie, nous a déjà montré que la dictature démocratique du prolétariat et de paysannerie, en tant que telle, ne s'était pas réalisée dans notre propre pays. Toute ma lettre était donc écrite en vue des « dénonciations » passées et futures de Zinoviev. En mentionnant l'accusation d'ignorer la paysannerie, je n'avais pas oublié un seul instant certaines de nos discussions sur la Chine — mais je n'avais aucune raison de mettre sur vos lèvres cette accusation banale contre moi : car vous reconnaissez, je l'espère, qu'il est possible, sans le moins du monde ignorer la « paysannerie », d'arriver à la conclusion que la seule voie pour résoudre la question paysanne passe par la dictature du prolétariat. De sorte que — ne vous vexez pas, mon cher E. A. d'une comparaison de chasseur — vous assumez gratuitement le rôle du lièvre effrayé qui conclut que le fusil est dirigé contre lui alors que la poursuite se fait sur une piste tout à fait différente.

J'en étais venu à l'opinion qu'il n'y aurait pas de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie en Chine au moment où le gouvernement de

Wuhan fut formé. Je m'étais basé précisément sur l'analyse des faits sociaux les plus fondamentaux et non sur la manière dont ils étaient politiquement réfractés, ce qui, on le sait bien, prend souvent des formes particulières, étant donné que, dans cette sphère, entrent des facteurs d'ordre secondaire, y compris la tradition nationale. J'étais convaincu que les faits sociaux fondamentaux avaient déjà clairement déblayé le chemin à travers les particularités de la superstructure politique quand le naufrage de Wuhan détruisit complètement la légende du Kuo-Min-Tang de gauche, lequel paraît-il embrassait les neuf-dixièmes de tout le Kuo-Min-Tang. En 1924-25 il était presque admis comme un lieu commun que le Kuo-Min-Tang était un parti ouvrier et paysan. Ce parti s'avéra « de façon inattendue » un parti capitaliste bourgeois. Une autre version fut alors créée, selon laquelle celui-ci n'était qu'un « sommet », mais que le véritable Kuo-Min-Tang, les neuf-dixièmes du Kuo-Min-Tang, était un parti paysan révolutionnaire. Une fois encore, il s'avéra que « de façon inattendue », le Kuo-Min-Tang de gauche, en tout et en parties, procéda à l'écrasement du mouvement paysan qui on le sait bien, a de grandes traditions en Chine et des formes propres d'organisation traditionnelles qui se sont largement répandues au cours de ces années. C'est pourquoi, quand vous écrivez dans un esprit d'abstraction absolue qu'il « n'est pas possible de dire aujourd'hui si la petite bourgeoisie chinoise sera capable de créer une espèce quelconque de parti semblable à nos s-r ou si de tels partis seront créés par des droitiers rompant avec le Parti communiste, etc. », voici ma réponse à cet argument de la « théorie des improbabilités » : en premier lieu, même si un parti s-r était créé, il ne s'ensuivrait pas du tout une quelconque dictature du prolétariat et de la paysannerie, de même qu'il n'y en a pas eu dans notre pays malgré des conditions infiniment plus favorables ; deuxième, au lieu de deviner si la petite bourgeoisie est capable dans l'avenir — c'est-à-dire avec une aggravation des rapports de classe — de jouer un rôle indépendant plus ou moins grand (imaginons qu'un morceau de bois tire soudainement une balle ?) on devrait plutôt se demander pourquoi la petite bourgeoisie s'est avérée incapable de jouer un tel rôle dans un passé récent, quand elle avait à sa disposition les conditions les plus favorables : le parti communiste avait été poussé dans le Kuo-Min-Tang, celui-ci était qualifié de parti ouvrier et paysan, il était soutenu par toute l'autorité de l'Internationale communiste et de l'U. R. S. S., le mouvement paysan était largement développé et cherchait une direction, les intellectuels étaient amplement mobilisés depuis 1919, etc...

Vous écrivez que la Chine a toujours à faire face au « colossal problème

de la révolution démocratique bourgeoise agraire ». Pour Lénine, c'était le cœur de la question. Lénine souligna que la paysannerie, même en tant qu'état (1), est capable de jouer un rôle révolutionnaire dans la lutte contre l'état de la noblesse terrienne et la bureaucratie indissolublement liée à celle-ci, couronnée par l'autocratie tsariste. A l'étape suivante, dit Lénine, les koulaks, et avec eux une partie considérable des paysans moyens, rompront avec les ouvriers, mais ceci se produira déjà au cours de la transition vers la révolution prolétarienne, partie intégrante de la révolution internationale. Mais comment les choses se présentent-elles en Chine ? La Chine n'a pas de noblesse terrienne ; pas d'état de la paysannerie, soudé par une communauté d'intérêts contre les propriétaires fonciers. La révolution agraire en Chine est dirigée contre la bourgeoisie urbaine et rurale. Radek l'a souligné souvent — même Boukharine l'a maintenant à moitié compris. C'est en cela que réside le fond de l'affaire.

Vous écrivez que « le contenu social de la première étape de la future troisième révolution chinoise ne peut pas être caractérisé comme un bouleversement socialiste ». Mais nous courons ici le risque de tomber dans la scholastique boukharinienne et de nous occuper à couper des cheveux en quatre sur la terminologie, au lieu de donner une caractérisation vivante du processus dialectique. Quel fut le contenu de notre révolution d'Octobre 1917 à juillet 1918 ? Nous avions laissé les entreprises aux mains des capitalistes, nous limitant au contrôle ouvrier ; nous avions exproprié les propriétés terriennes et effectué le programme petit bourgeois s-r de partage des terres ; et, pour couronner le tout, pendant cette période, nous avions un co-participant au pouvoir sous la forme des s-r de gauche. On pourrait dire d'une manière totalement justifiée que « le contenu social de la première étape de la Révolution d'Octobre ne peut pas être caractérisé comme un bouleversement socialiste ». Je crois que Yakovlev et plusieurs autres professeurs rouges ont débité pas mal de sophismes à ce sujet. Lénine dit que nous avions achevé la révolution bourgeoise en route. Mais la révolution chinoise (la « troisième ») devra commencer par attaquer le koulak dès ses premières étapes ; elle aura à exproprier les concessions aux capitalistes étrangers, sans quoi il ne peut y avoir d'unification de la Chine dans le sens d'une véritable souveraineté étatique en économie et en politique. Autrement dit, la première étape même de la troisième révolution chinoise sera d'un contenu moins bourgeois que la première étape de la révolution d'Octobre.

(1) Note du traducteur : Ce terme est employé pour désigner une couche sociale sous un régime féodal ou semi-féodal (par exemple, le Tiers-Etat).

D'autre part, les événements de Canton (ainsi que d'autres événements chinois antérieurs) ont démontré que la bourgeoisie « nationale » aussi, ayant derrière elle Hong-Kong, des conseillers étrangers et des croiseurs étrangers, prend une telle position à l'égard du moindre mouvement indépendant des ouvriers et des paysans que cela rend le contrôle ouvrier sur la production encore moins probable que ce ne fut le cas chez nous. En toute probabilité nous aurions à exproprier les usines, de toute dimension, aux premiers moments même de la « troisième révolution chinoise ».

Il est vrai que vous proposez simplement de mettre de côté les preuves provenant du soulèvement de Canton. Vous dites : « si » l'insurrection de Canton était une aventure — c'est-à-dire une entreprise ne provenant pas du mouvement des masses — par conséquent « comment une telle entreprise peut-elle créer une situation nouvelle ?... » Mais vous-même savez qu'il n'est pas permis de simplifier ainsi la question. Je serais le dernier à contester le fait qu'il y avait des éléments d'aventurisme dans le soulèvement de Canton. Mais décrire les événements de Canton comme une sorte de tour de passe-passe d'où il ne découle aucune conclusion est une tentative supersimplifiée d'évader l'analyse du contenu réel de l'expérience de Canton. En quoi résidait l'aventurisme ? Dans le fait que la direction, tentant de couvrir ses péchés passés, força monstreusement la marche des événements et provoqua un avortement. Le mouvement de masse existait, mais il était inadéquat et pas assez mûr. Il est erroné de penser qu'un avortement ne peut rien nous apprendre sur l'organisme maternel et sur le processus de gestation. L'importance énorme et théoriquement décisive des événements de Canton en ce qui concerne les questions fondamentales de la révolution chinoise réside précisément dans le fait que nous avons là — « grâce à » l'aventure (oui, bien entendu) — ce qui arrive si rarement en histoire et en politique : **virtuellement une expérience de laboratoire à un échelle gigantesque**. Nous avons payé chèrement pour elle, mais c'est d'autant moins une raison d'en mettre les leçons de côté.

Les conditions de l'expérience étaient presque « chimiquement pures ». Toutes les résolutions adoptées antérieurement avaient inscrit, scellé et canonisé, comme deux et deux font quatre, que la révolution était une révolution agraire bourgeoise, que seuls ceux « qui sautent par-dessus les étapes » pouvaient balbutier au sujet de la dictature du prolétariat basée sur une alliance avec les paysans pauvres qui constituent 80 % de la paysannerie chinoise, etc. Le dernier congrès du parti communiste chinois s'était réuni sous ce drapeau. Un représentant spécial du Co-

mintern, le camarade N (2) était présent. Nous avions été prévenus que le nouveau comité central du parti communiste chinois était au-dessus de tout soupçon. Pendant ce temps, la campagne contre le soi-disant trotskysme atteignait son déchaînement le plus frénétique, également en Chine. Or, au seuil même des événements de Canton, le comité central du parti communiste chinois adopte, selon les termes de la Pravda, une résolution déclarant que **la révolution chinoise a pris un caractère « permanent »**. En outre, le représentant du Comintern, le camarade N., avait la même position. Par caractère « permanent » de la révolution, voici ce que nous devons comprendre : en face de la tâche pratique la plus hautement responsable (bien qu'elle fut posée prématurément), les communistes chinois et même le représentant du Comintern, après avoir pris en considération toute l'expérience passée et le capital politique, tirèrent la conclusion que seuls les ouvriers, dirigés par les communistes, pouvaient diriger les paysans contre les agrariens (la bourgeoisie urbaine et rurale) et que seule la dictature du prolétariat, basée sur une alliance avec les centaines de millions de paysans pauvres pouvait s'ensuivre d'une telle lutte victorieuse. De même que, pendant la Commune de Paris qui avait aussi en elle les éléments d'une expérience de laboratoire (car le soulèvement eut lieu dans une seule ville isolée du reste du pays), les proudhoniens et les blanquistes recoururent à des mesures directement contraires à leurs propres doctrines et ainsi (selon Marx) révélèrent d'autant plus clairement la logique réelle des rapports de classe, de même à Canton, les dirigeants qui étaient bourrés jusque par-dessus les oreilles de préjugés contre l'épouvantail de la « révolution permanente », une fois qu'ils se mirent au travail furent coupables de ce péché originel permanent, le commettant dès les premiers pas. Qu'advint-il de l'antitoxine antérieure de martinovisme qui avait été injectée à doses pour chevaux et ânes ? O non ! Si cela avait été **seulement** une aventure, c'est-à-dire une sorte de tour de passe-passe ne montrant rien et ne prouvant rien, cette aventure eut été à l'image de ses créateurs. Mais non ! Cette aventure entra en contact avec la terre, elle fut nourrie des sucres des mouvements réels (bien qu'insuffisamment mûris) des masses et des rapports avec les masses ; et c'est à cause de cela que cette « aventure » saisit ses créateurs par la peau du cou, les souleva impoliment, les secoua en l'air et les déposa sur la tête, leur cognant le crâne sur les pavés chinois... Comme les dernières résolutions et le dernier article sur ce sujet en témoignent, ces « créateurs » con-

(2) N. du T. : Il s'agit de Neuman, dirigeant du P. C. allemand, qui fut liquidé dans les épurations de 1937.

tinuent à danser sur la tête, à danser de façon « permanente » avec les pieds en l'air.

Il est absurde et inadmissible de dire qu'il est « inopportun » de tirer des conclusions d'événements vivants sur lesquels tout ouvrier révolutionnaire doit penser jusqu'au bout. Au moment du soulèvement de Ho lun-Ye tin, je voulais soulever ouvertement la question que, en raison de l'achèvement du cycle de développement du Kuo-Min-Tang, seule l'avant-garde du prolétariat pouvait aspirer au pouvoir. Cela aurait présumé pour celle-ci un nouveau point de vue, une nouvelle autoévaluation — après une réévaluation de la situation objective — et une telle chose aurait exclu la façon aventuriste suivante d'aborder la situation : « Nous attendrons notre heure dans un petit coin, le moujik viendra à notre aide en commençant les choses, et quelque'un d'une façon quelconque s'emparera du pouvoir et fera quelque chose. » A ce moment-là, quelques camarades me dirent : « Il est inopportun de soulever ces questions maintenant en relation avec le soulèvement de Ho-lun qui, apparemment, a déjà été écrasé. » Je n'étais pas du tout enclin à surestimer le soulèvement de Ho-lun ; néanmoins je considérais que c'était le dernier signal pour la nécessité d'une révision de l'orientation dans la révolution chinoise. Si ces questions avaient été posées **opportunistement** à ce moment-là, peut-être que les auteurs idéologiques de l'aventure de Canton eussent été obligés de repenser aux choses et que le parti chinois n'eût pas été aussi brutalement détruit ; et si non, alors à la lumière de notre pronostic et de notre avertissement, les événements de Canton seraient entrés comme une leçon de poids dans la conscience de centaines et de milliers de militants, comme le fit par exemple l'avertissement de Radek à l'égard de Tchao-Kai-Chek à la veille du coup d'état de Shanghai. Non, le moment propice est passé. Je ne sais pas quand la révolution chinoise revivra. Mais nous devons utiliser le temps qui reste à notre disposition, quel qu'il soit, entièrement pour sa préparation et, qui plus est, pour la faire sur la base de la piste fraîche des événements.

Vous écrivez qu'il est nécessaire d'étudier l'histoire de la Chine, sa vie économique, des données statistiques, etc. Personne ne peut y faire d'objections (à moins que ça serve d'argument pour renvoyer la question au jour du Jugement dernier). En ce qui me concerne, toutefois, je dois dire que depuis mon arrivée à Alma-Ata, je me suis occupé seulement de la Chine (de l'Inde et de la Polynésie, etc., pour des études comparatives). Bien entendu il reste plus de trous que de lieux complètement étudiés, mais je dois dire que dans tous les livres nouveaux (pour moi) que j'ai lus, je ne trouve même aujourd'hui rien qui ne soit principalement nouveau. Mais il reste le point princi-

pal — la confirmation de nos pronostics par l'expérience — premièrement en rapport avec le Kuo-Min-Tang dans son ensemble, puis en rapport avec le Kuo-Min-Tang « de gauche » et le gouvernement de Wuhan et finalement en rapport avec la « provision » sur la troisième révolution, sous la forme du soulèvement de Canton. C'est pourquoi je pense qu'il ne peut y avoir aucun ajournement.

Deux questions finales.

Vous demandez si Lénine avait eu raison de défendre pendant la guerre contre Boukharine l'idée que la Russie avait encore à faire face à une révolution bourgeoise. Oui, il avait eu raison car la formule de Boukharine était schématique et scholastique, elle représentait la caricature même de la révolution permanente que Boukharine tente de m'imputer à présent. Mais il y a un autre côté à cette même question : Lénine avait-il eu raison quand, contre Staline, Rykov, Zinoviev, Kamenev, Frunze, Kalinine, Tomsky, etc., etc. (sans parler des Lyadov), il présentait ses thèses d'avril ? Avait-il eu raison quand, contre Zinoviev, Kamenev, Rykov, Millutine, etc., il défendit la conquête du pouvoir par le prolétariat ? Vous savez mieux que moi que, si Lénine n'avait pas pu atteindre Petrograd en avril 1917, il n'y aurait pas eu de révolution d'Octobre. Jusqu'en février 1917, le mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie était historiquement progressif ; après le bouleversement de Février, ce même mot d'ordre — de Staline, Kamenev et des autres — est devenu un mot d'ordre réactionnaire.

D'avril à mai 1927, j'ai soutenu le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie pour la Chine (plus exactement je me suis accommodé à ce mot d'ordre) dans la mesure où les forces sociales n'avaient pas encore passé leur verdict politique, bien que la situation en Chine fut incomparablement moins propice à ce mot d'ordre qu'en Russie ; après qu'une action historique colossale (l'expérience de Wuhan) ait passé son verdict, le mot d'ordre de la dictature démocratique devient une force réactionnaire qui conduira inévitablement à l'opportunisme ou à l'aventurisme.

Vous soutenez en outre que, pour faire le saut d'Octobre, nous avions eu la course d'élan de Février. C'est juste. Si, au début même de l'expédition vers le Nord, nous avions commencé à construire des soviets dans les régions « émancipées » (et les masses aspiraient à cela), nous aurions acquis l'élan nécessaire, désintégré les armées de l'ennemi, obtenu **notre propre armée**, et nous aurions pris le pouvoir — si ce n'est dans toute la Chine d'un coup, du moins sur une très grande partie de celle-ci. A présent, bien entendu, la révolution est sur son déclin. Les bavardages des écrivains légers sur le fait que la révolution serait au seuil d'une

nouvelle montée, alors qu'en Chine ont lieu d'innombrables exécutions et qu'une cruelle crise commerciale et industrielle fait rage — sont de l'idiotie criminelle. Après trois très grandes défaites, la crise ne stimule pas mais au contraire opprime le prolétariat, tandis que les exécutions détruisent le parti politiquement affaibli. Nous sommes entrés dans la période de reflux. Qu'est-ce qui donnera l'impulsion à une nouvelle vague montante ? Ou pour le dire différemment : quelles conditions fourniront l'élan nécessaire à l'avant-garde prolétarienne à la tête des masses ouvrières et paysannes ? Je ne le sais pas. L'avenir montrera si seulement les processus intérieurs suffiront ou si une impulsion du dehors sera nécessaire. J'incline à penser que la première étape du mouvement pourrait répéter sous une forme abrégée et changée les étapes de la ré-

volution que nous avons déjà passées (par exemple quelque nouvelle parodie du « front pan-national » contre Tchao-Kai-Lin) ; mais la première phase suffira peut-être seulement à permettre au parti communiste de proposer et de proclamer des « thèses d'avril », c'est-à-dire son programme et sa stratégie de conquête du pouvoir par le prolétariat. Mais si nous entrons dans la nouvelle montée qui se déroulera à un rythme incomparablement plus rapide que par le passé avec le schéma de la « dictature démocratique », schéma verrouillé dès aujourd'hui, alors on pourra par avance parier sa tête que l'on trouvera en Chine de nombreux Lyadov, mais à peine un Lénine pour effectuer contre tous les Lyadov le réarmement tactique du parti au jour qui suivra le stimulant révolutionnaire.

Troisième lettre de Trotsky à Préobrajensky

Cher E. A.

J'ai reçu hier votre lettre par avion. Ainsi toutes les lettres sont arrivées. La dernière lettre a mis 16 jours à circuler, c'est-à-dire six jours de moins que le courrier ordinaire. Il y a deux jours, j'ai envoyé une réponse détaillée à vos objections sur la révolution chinoise. Mais, en me levant ce matin, je me suis rappelé que j'ai apparemment omis de répondre à l'argument que vous estimez le plus important, si je le comprends bien. Vous écrivez :

« Votre erreur fondamentale réside dans le fait que vous déterminez le caractère d'une révolution sur la base de qui la fait, de quelle classe, c'est-à-dire par le sujet réel, tandis que vous semblez accorder une importance secondaire au contenu social objectif du processus. »

Puis vous poursuivez, en apportant comme exemples la révolution de Novembre en Allemagne, la révolution française de 1789 et la future révolution chinoise.

Cet argument est, dans son essence, seulement une généralisation « sociologique » (pour employer la terminologie johnsonienne) de tous vos autres points de vue économiques et historiques concrets. Mais je veux aussi répondre à vos idées dans cette formulation sociologique généralisée car, en le faisant, « l'erreur fondamentale » (de votre part et non de la mienne) apparaît de la façon la plus claire.

Comment caractériser une révolution ? Par la classe qui la réalise ou par le contenu social qui y est inclus ? Il y a un piège théorique dans l'opposition de l'un à l'autre sous une telle forme générale. La période jacobine de la Révolution française fut évidemment la période de la dictature petite bourgeoise, la petite bourgeoisie — en conformité complète avec sa « nature sociologique » — déblayant en outre la

voie pour la grande bourgeoisie. La révolution de novembre en Allemagne fut le commencement d'une révolution prolétarienne, mais elle fut matée à ses premiers pas par une direction petite bourgeoise et réussit seulement à achever certaines choses non réalisées par la révolution bourgeoise. Comment devons-nous qualifier la révolution de novembre : de bourgeoise ou de prolétarienne ? L'un ou l'autre serait faux. La place de la révolution d'Octobre sera déterminée quand nous en donnons à la fois la **mécanique** et ses résultats. Il n'y aura pas de contradiction dans ce cas entre la mécanique (si nous comprenons par cela évidemment non seulement la force motrice mais aussi la direction) et les résultats : tous deux sont « sociologiquement » de caractère déterminé. Je me permets de vous poser la question : comment qualifiez-vous la révolution hongroise de 1919 ? Vous direz qu'elle était **prolétarienne**. Pourquoi ? Le « contenu » social de la révolution hongroise ne s'est-il pas montré capitaliste ? Vous répondrez : c'est le contenu social de la contre-révolution. Juste. Appliquez cela maintenant à la Chine. Le « contenu social » sous la dictature du prolétariat (basée sur une alliance avec la paysannerie) peut pendant une certaine période de temps rester non socialiste, **en soi**, mais la voie vers le développement bourgeois à partir de la dictature du prolétariat ne peut passer que par la contre-révolution. Pour cette raison, en ce qui concerne le contenu social il est nécessaire de dire : « Attendre et voir. »

Le fond de l'affaire consiste précisément dans le fait que, bien que la mécanique politique de la révolution dépende, **en dernière analyse**, d'une base économique (non seulement nationale mais internationale), elle ne peut pas cependant être déduite de cette base économique au moyen de la logique

abstraite. En premier lieu, la base elle-même est très contradictoire et sa « maturité » ne relève pas d'une détermination statistique pure ; deuxièmement, il faut aborder la base économique aussi bien que la situation politique non dans le cadre national mais dans le cadre international, en tenant compte de l'action et de la réaction dialectiques entre le national et l'international ; troisièmement, la lutte de classe et son expression politique, qui se développent sur les fondations économiques, ont aussi leur propre impérieuse logique de développement par-dessus laquelle on ne peut sauter. Lorsqu'en avril 1917 Lénine dit que seule la dictature du prolétariat pouvait sauver la Russie de la désintégration et de la perte, l'adversaire le plus conséquent, Soukhanov, le contredit avec deux arguments fondamentaux : 1) le contenu social de la révolution bourgeoise n'avait pas encore été réalisé ; 2) la Russie n'était pas encore économiquement mûre pour la révolution socialiste. Et que répondit Lénine ? Que la Russie soit ou non mûre est une chose au sujet de laquelle il faut « attendre et voir », elle ne peut pas être déterminée statistiquement, elle sera déterminée par la tendance des événements et, qui plus est, à une échelle internationale. Mais, dit Lénine, indépendamment de la manière dont ce contenu social sera finalement déterminé à présent, aujourd'hui, pour sauver le pays de la famine, de la guerre et de l'esclavage, il n'y a pas d'autre voie que la conquête du pouvoir par le prolétariat.

C'est précisément ce que nous devons dire maintenant par rapport à la Chine. Avant tout, il est faux de prétendre que la révolution agraire constitue le contenu fondamental de la présente lutte historique. En quoi doit consister cette révolution agraire ? Le partage universel de la terre ? Mais il y a déjà eu plusieurs de ces partages universels dans l'histoire chinoise. Et ensuite, le développement est toujours revenu dans « sa propre orbite ». La révolution agraire, c'est la destruction des propriétés foncières chinois et des fonctionnaires chinois. Mais l'unification nationale de la Chine et sa souveraineté économique impliquent son émancipation de l'impérialisme mondial, pour lequel la Chine reste la plus importante soupape de sûreté contre l'effondrement du capitalisme européen et demain

du capitalisme américain. Le bouleversement agraire en Chine sans unification nationale et sans autonomie douanière (essentiellement, le monopole du commerce extérieur) n'ouvrirait aucune issue ni aucune perspective à la Chine. C'est ce qui prédétermine l'ampleur gigantesque et l'acuité monstrueuse de la lutte à laquelle la Chine a à faire face, aujourd'hui après l'expérience déjà subie par tous les participants. Que devrait donc se dire un communiste chinois dans ces conditions ? Peut-il vraiment procéder au raisonnement suivant : le contenu social de la révolution chinoise ne peut être que bourgeois (ainsi qu'il est montré par tels et tels tableaux). Par conséquent, nous ne devons pas nous poser comme tâche la dictature du prolétariat ; le contenu social prescrit, dans le cas le plus extrême, une dictature du prolétariat et de la paysannerie coalisés. Mais pour qu'il y ait une coalition (il est ici question bien entendu d'une coalition politique et non d'une alliance sociologique des classes), il faut un partenaire. Moscou m'a enseigné que le Kuo-Min-Tang était un tel partenaire. Mais il ne s'est pas matérialisé de Kuo-Min-Tang de gauche. Que faire ? Evidemment il ne me reste à moi, communiste chinois, qu'à me consoler avec l'idée qu'« il est impossible de dire aujourd'hui si la petite bourgeoisie chinoise sera capable de créer une telle espèce de parti »... ou si elle ne le sera pas. Supposons qu'elle le fasse soudainement ?

Un communiste chinois qui raisonnerait suivant une telle prescription couperait le cou de la révolution chinoise. Il est bien entendu moins que tout question ici d'appeler le parti communiste de Chine à une insurrection immédiate pour la conquête du pouvoir. Le rythme dépend entièrement des circonstances. La tâche consiste en ce que le parti communiste devienne totalement imbu de la conviction que la troisième révolution chinoise ne peut parvenir à une conclusion triomphante qu'avec la dictature du prolétariat sous la direction du parti communiste. En outre, il faut comprendre cette direction non dans un sens « général », mais dans le sens d'un exercice direct de tout le pouvoir révolutionnaire. En ce qui concerne le rythme avec lequel nous aurons à bâtir le socialisme en Chine, nous devons « attendre et voir ».

LES LIVRES

Staline, de L. TROTSKY (1)

Le climat d'après-guerre semble peu favorable pour qu'un pareil livre puisse arriver à « s'imposer » et à « convaincre » le grand public et son élite « intellectuelle ». **Nothing succeeds better than success**, dit un dicton anglais, et l'étoile de Staline brille avec plus d'éclat que jamais pour tous ceux auxquels s'impose avant tout la réussite de « l'homme fort », de « l'homme d'action ». Il fut un temps où l'ascension spectaculaire de Mussolini et de Hitler au pouvoir n'impressionnait pas moins intellectuels, journalistes et politiciens.

Maître de l'Union Soviétique qui vient de traverser victorieusement l'épreuve de la deuxième guerre mondiale et partage avec les Etats-Unis l'influence sur le monde d'après-guerre, Staline apparaît à l'apogée de sa gloire, justification de sa carrière. Dans ces conditions on comprend les réserves avec lesquelles la critique mondiale, même en la personne de ses représentants les plus portés à un jugement « objectif » (2) a accueilli le livre.

Le principal reproche qu'on lui fait c'est d'avoir « sous-estimé la personnalité de Staline », d'avoir souligné à l'excès son caractère « médiocre ». Trotsky ne nie cependant pas la « forte personnalité » ni les « qualités spéciales et exceptionnelles » qui ont permis à Staline de devenir le « génie » de la bureaucratie montante en U. R. S. S. Mais ces qualités ne sont précisément pas celles qui font un leader du mouvement révolutionnaire : Staline, c'est un fait établi par toute l'histoire objectivement vue du Parti Communiste Russe, ne fut ni un penseur ni un orateur, ni un écrivain, comparable même de loin aux hommes d'élite qui ont dirigé, jusqu'à la mort de Lénine, l'action politique d'une envergure historique de ce Parti. Comment se fait-il donc que ce « révolutionnaire pratique », intellectuellement borné, ait pu avoir ensuite une ascension si spectaculaire, venir à bout de tous les autres dirigeants du Parti bolchevik, les dominer, les écraser et ériger, littéralement sur leurs cadavres, le régime le plus absolutiste que l'Histoire ait jamais connu ?

Dans toute la seconde partie de son livre Trotsky s'efforce de donner à cette question une réponse qui se résume en cette phrase : « La dialectique de l'histoire s'est emparée de lui (Staline) et elle le portera plus haut encore » (p. 538), après avoir consacré la première partie de son œuvre à établir, de la même manière scientifique et objective que celle utilisée dans l'inoubliable « Histoire de la Révolution Russe », la personnalité intellectuellement médiocre et le rôle médiocre dans le parti et l'action des masses, que Staline a joué jusqu'à la fin de la guerre civile en Russie.

Trotsky l'avait déjà dit au printemps de 1924, quelques mois à peine après la mort de Lénine, lors de l'ouverture de la lutte dramatique dans le Parti bolchevik, lutte qui a abouti à l'extermination de son aile prolétarienne.

Cette « dialectique de l'histoire », Trotsky l'analyse minutieusement. Il montre les changements objectifs survenus dans la situation nationale et internationale à partir de la fin de la guerre civile en Russie, et la nouvelle dynamique de la situation qui travaillait de plus en plus contre le maintien et le développement des positions de l'aile prolétarienne et révolutionnaire du Parti. Il suit pas à pas la progression de la bureaucratisation de la Révolution et du Parti, et met à nu les forces objectives qui portaient à la surface des « hommes nouveaux », parmi lesquels avance, vers la première place, Staline, grâce à ses aptitudes spéciales et exceptionnelles, bien entendu en vue d'agir et de réussir dans ces nouvelles conditions.

« Tous avaient besoin de lui (Staline), les révolutionnaires fatigués, les bureaucrates, les nepmen, les koulaks, les parvenus, les serviles, tous ces vers qui rampent sur le sol labouré de la Révolution. Il (sait) comment les retrouver sur leur propre terrain, il parle leur langage et sait comment les conduire ; il a la réputation méritée d'un vieux révolutionnaire, ce qui le rend pour eux inestimable comme moyen d'aveugler le pays ; il a de la volonté et de l'audace ; il n'hésitera jamais à les utiliser et à les dresser contre le Parti... La lutte pour libérer les masses exige d'autres qualités. Mais en choisissant des hommes pour occuper les positions privilégiées, en les soudant les uns aux

(1) Editions Grasset, Paris.

(2) Trotsky on Stalin. — Critique parue dans le « Literary Supplement » du Times (17 juillet 1948).

autres dans l'esprit de la caste, en affaiblissant et en asservissant les masses, les attributs mêmes de Staline, étaient inestimables et faisaient de lui le chef de la réaction bureaucratique » (p. 539).

Staline se révéla, dans les conditions de formation de la bureaucratie, selon l'expression de Kamenev et de Boukharine un « répartiteur de génie ». Ils voulaient définir par là, écrit Trotsky, « l'habileté spéciale de Staline à réaliser ses plans graduellement, morceau par morceau, d'après le système des opérations à tempérament. Cette possibilité présuppose à son tour l'existence d'une machine politique puissamment centralisée. La tâche consiste alors à s'insinuer progressivement dans la machine, puis dans l'opinion publique du pays » (p. 575). L'ascension de Staline est celle de son insinuation graduelle dans la machine du Parti, de la conquête de celle-ci, de sa monopolisation, processus rendu possible avant tout parce que les conditions objectives avaient changé.

Avec sa rigoureuse méthode d'analyse et de compréhension des événements, méthode qui traverse toute la trame de son récit, fait de documents, de mémoires et d'autres sources objectives, Trotsky démolit tous les arguments que les adversaires du bolchevisme mettent en ligne pour discréditer et combattre celui-ci ; arguments qui se résument dans l'idée que le stalinisme est la continuation naturelle, en quelque sorte organique, du bolchevisme. « Stériles et absurdes sont les travaux de Sisyphe, écrit-il, de ceux qui essaient de réduire tous les développements d'une période à quelques prétendus traits fondamentaux du Parti bolchevik, comme si un parti politique était une entité homogène et un omnipotent facteur historique » (p. 554).

Placés en mains, il établit dans son livre que le présent régime totalitaire de l'U. R. S. S. n'est pas dû à la nature même du bolchevisme, mais à des conditions historiques données qui ont précisément déterminé la destruction du Parti bolchevik en tant que tel, pour permettre le triomphe de la bureaucra-

tie. « Afin d'établir le régime appelé stalinien, ce qui était nécessaire n'était pas un parti bolchevik, mais l'extermination du Parti bolchevik » (p. 555).

Avec la même vigueur d'argumentation, il réfute les critiques superficielles qui reprochent à posteriori à l'Opposition de gauche soviétique ses « erreurs de tactique », son « incompréhension du stalinisme », son « incapacité de le combattre » et qui affirment que sa « stratégie ne correspondait pas aux exigences de la lutte pour le pouvoir ». Comme si on pouvait assurer la victoire du programme marxiste-révolutionnaire et du Parti qui le représente, à n'importe quel moment historique, contre n'importe quelle dynamique de la situation objective ! Comme si on pouvait définir une politique en faisant abstraction des forces réelles en lutte, du niveau de conscience des hommes qui y participent et des conclusions qu'ils en tiraient à chaque étape de la lutte ! Rien n'est plus facile que de corriger à posteriori l'histoire et de formuler un programme qui combattrait plus « efficacement » le stalinisme. Une telle méthode de raisonnement n'a naturellement aucun rapport avec la compréhension marxiste des développements historiques réels, dans lesquels entre aussi l'évolution nécessaire de la pensée des hommes qui y participent.

Le « Staline » de Trotsky ne s'adresse pas seulement à l'historien de l'avenir, qui y puisera la documentation la plus riche, la plus objective, la plus éclairée, qui existe jusqu'à présent pour comprendre le personnage et le régime qu'il a personnifié. Il s'adresse avant tout à la nouvelle génération de révolutionnaires, qui doit surmonter l'atmosphère d'idolâtrie mensongère créée par les innombrables ouvrages que la machine de falsifications stalinienne déverse par le monde dans le but de faire oublier l'Histoire, de défigurer les faits, les événements et les hommes et de perpétuer ainsi le culte de son Dieu, afin que cette génération puisse, par sa compréhension du phénomène stalinien, œuvrer plus efficacement à la victoire de la révolution prolétarienne et du socialisme.

J.-P. MARTIN.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Belgique

O. Henry (SEM)

Le camarade O. Henry (Sem), membre du Bureau Politique et du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (section belge de la IV^e Internationale), vient de mourir tragiquement le 14 janvier 1949, à l'âge de 44 ans.

Participant dès sa jeunesse au mouvement communiste, et membre de notre mouvement depuis 1936, Sem est devenu, dès avant la guerre, le militant politique le plus qualifié et le plus responsable de la section belge. Il a rédigé le Manifeste de la section belge contre la guerre, du 1^{er} mai 1939, un des meilleurs documents que la section belge ait publiés. Au moment de la mise en illégalité de la section belge, dès l'éclatement de la guerre, le camarade Sem est devenu le militant central autour duquel se sont regroupés les différentes équipes de direction que la section belge a connues depuis lors. A trois reprises, en 1936-40, en 1944 après l'arrestation

par la Gestapo de presque tous les nouveaux dirigeants du parti, et en 1947, le camarade Sem a supporté tout seul le poids écrasant de la responsabilité de la direction de l'organisation.

Sem a été l'organisateur de la pré-conférence internationale de 1942, réunissant des dirigeants belges et français en pleine clandestinité, et il a participé à la Conférence européenne de février 1944 et à la Préconférence mondiale d'avril 1946. Il a aussi assuré la publication clandestinement en français, pendant la guerre, du Manifeste de la Conférence Extraordinaire de la IV^e Internationale.

Avec lui, la section belge et l'Internationale tout entière perdent un de leurs cadres les mieux éduqués, un de leurs dirigeants les plus responsables et, avant tout, un camarade et un ami d'une honnêteté et d'un sens moral sans tâche aucune.

Etats-Unis

Les trotskystes recueillent 40.000 voix aux élections

Les chiffres officiels pour neuf Etats donnent un total de 12.771 voix pour Farrell Dobbs et Grace Carlson, candidats à la Présidence et à la Vice-Présidence. On ne possède pas encore des chiffres pour les deux Etats de Washington et du Connecticut. Les résultats obtenus furent les suivants :

New-Jersey : 5.825. Michigan : 672. Iowa : 256. New-York : 2.675. Minnesota : 606. Colorado : 228. Pennsylvanie : 3.133. Wisconsin : 303. Utah : 73.

Les votes pour les autres candidats (aux postes de sénateur ou de gouverneur) sont les suivants :

George Breitman (candidat pour le Sénat dans le New-Jersey) : 8.076. William Bohannon (Newark) : 2.387. Vincent Dunn (Minnesota) : 4.951. Myra Tanner Weiss (Los Angeles) : 1.016. Harry Press (San Francisco) :

3.495. Howard Learner (candidat gouverneur, Michigan) : 870. William H. Yancey : 1.024. Genora Dellinger : 886. James Boulton (Wisconsin) : 356.

Ces chiffres ne donnent pas un tableau complet des forces du S. W. P., car des lois électorales ont empêché le S. W. P. de se présenter dans les Etats de l'Ohio, de l'Illinois, de Californie et du Massachusetts dans lesquels il déploie une importante activité.

Le total des votes pour les candidats du S. W. P. atteindra environ 40.000 voix quand tous les chiffres seront connus. Ce sont des votes clairement exprimés pour le socialisme révolutionnaire, étant donné la base sur laquelle le parti mena campagne, par sa presse, ses brochures, la radio, etc... Campagne qui a fait connaître pour la première fois le programme trotskyste dans l'ensemble des Etats-Unis.

Canada

Aux élections de Toronto,
Ross Dowson obtient 23.777 voix

Aux élections de Toronto, le candidat au poste de maire du Revolutionary Workers Party, Section canadienne de la IV^e Internationale, Ross Dowson, a recueilli 23.777 voix, environ 20 % des suffrages, alors qu'il avait eu 15.423 voix l'an dernier et 3.201 voix il y a deux ans.

La Section de Toronto du R. W. P. avait annoncé qu'elle contesterait le poste de maire à la machine réactionnaire Tory, qui domine la politique municipale depuis des années, dès qu'il fut pratiquement certain que le mouvement ouvrier organisé ne présenterait pas de candidat contre les Tories.

Ross Dowson est le Secrétaire du R. W. P. et le rédacteur en chef de son journal « Labor Challenge ».

Les milieux bourgeois se sont évidemment inquiétés de cette progression des voix trotskystes. Voici ce qu'écrivait le *Toronto Star* : « Outre le rejet décisif d'une élection pour deux années, le trait caractéristique de l'élection est le vote impressionnant recueilli par Ross Dowson, candidat du Revolutionary Workers Party. »

Le *Globe and Mail*, porte-parole des intérêts miniers, écrit : « Toronto est fière d'être une communauté démocratique loyale, pourtant un cinquième de ses membres a donné ses voix à un homme dont le parti veut engager une révolution. » Le maire réactionnaire, Mc. Callum, élu avec 97.000 voix, déclara : « Je pense que presque toutes les voix reçues par Dowson sont des voix communistes. »

Ceylan

Un élu du P. C.
rejoint la fraction parlementaire trotskyste

Lakshmane Rajapakse, député stalinien au Parlement de Ceylan, a rejoint la fraction parlementaire trotskyste. Dans une déclaration publique, il a affirmé que ses vues sont proches de celles du parti bolchevik-léniniste (section cinghalaise de la IV^e Internationale) sur la plupart des questions nationales et internationales et qu'il accepte par conséquent la discipline de sa fraction parlementaire. Le « tournant gauche » du parti stalinien de Ceylan

a convaincu nombre de ses membres que les trotskystes avaient eu raison de s'opposer à la deuxième guerre mondiale et que les accusations « d'agents du Japon » lancées contre eux et particulièrement contre Colvin de Silva, député trotskyste, étaient une calomnie.

La fraction parlementaire trotskyste compte maintenant 7 membres, tandis que la fraction stalinienne passe de 3 à 3, l'autre membre démissionnaire ne s'étant rattaché à aucune fraction.

Mexique

Déclaration de N. Sedova-Trotsky sur le livre de Gorkin

On me communique de Paris que Julien Gorkin, pour justifier devant la critique sa description des crimes du 24 mai et du 20 août 1940, commis par la Guépéou dans notre maison, prétend avec une légèreté étonnante que j'ai lu son manuscrit. A ce sujet, je dois déclarer catégoriquement que cela est inexact. Je n'ai jamais eu son manuscrit en mains.

Bien qu'au moment où il écrivait son livre, nous habitions la même ville, jamais il n'éprouva le besoin de me voir afin de vérifier un fait, un détail, une circonstance ; ou pour discuter l'interprétation d'un point quelconque. Non seulement il ne s'est jamais renseigné auprès de nos amis, témoins du crime, mais il évita toute occasion qui aurait pu se présenter pour le faire. Cela dé-

montre avec évidence que Gorkin ne faisait confiance qu'aux bavardages, contradictoires, chaotiques et irresponsables, de la presse de cette période, et aux rapports des policiers. Gorkin ne recherchait nullement la vérité. L'objectivité dans l'analyse des événements lui était tout à fait étrangère.

Quelques années avant la publication de son livre, Gorkin fit une conférence sur le sujet en question. Il polémiqua avec nos amis, témoins du crime, sur un ton ouvertement hostile, rejetant avec indignation nos arguments en les qualifiant de « trotskystes », et se basant sur un matériel manifestement faux. En réalité, ce que Gorkin poursuivait dans son travail, ce n'était pas « rechercher l'objectivité », mais bien plutôt développer un schéma établi par avance, sans vouloir tenir compte de ce qu'avait dit la partie lésée, et en s'en tenant d'une façon incompréhensible sur les faits qu'il savait ne pas être véridiques. (« Forteresse », « relations

amicales » avec le criminel, etc... Quand, APRES l'attentat de Siqueiros, nos amis des Etats-Unis commencèrent à reconstruire la maison dans un but de DEFENSE, le criminel dit un jour à un de nos camarades : « C'est en vain que vous faites tout cela. La Guépéou peut tout. »)

Donc, étant donné que Gorkin partit d'une opinion élaborée à titre d'adversaire politique et qu'en outre il était lié dans ce travail à un policier, on ne peut pas attendre de lui un exposé objectif des événements. L'examen de crimes exceptionnellement tragiques par leur caractère, aboutit à un vulgaire mélodrame policier.

Espérons qu'il se trouvera des investigateurs sérieux pour étudier cette question avec un véritable intérêt, et animés du désir de rechercher la vérité, seulement la vérité.

Mexico, le 30 décembre 1948.

Allemagne

La mort d'Auguste Thalheimer

Nous regrettons de n'avoir pas pu annoncer dans notre numéro précédent la mort d'Auguste Thalheimer qui dirigeait, avec Brandler, l'opposition de droite exclue de l'Internationale Communiste en 1929.

A. Thalheimer est mort à Cuba à l'âge de 64 ans. Dès sa jeunesse, il milita dans le Parti social-démocrate allemand. Pendant la première guerre mondiale, il participa au travail illégal du « Spartakusbund ». Il fut un des fondateurs du Parti Communiste Allemand et membre de son Comité Central jusqu'en 1924. En 1933, il émigra en

France, où il fut interné pendant la deuxième guerre impérialiste. En 1941, il réussit à s'échapper et se réfugia à Cuba.

Jusqu'à sa mort, il partagea avec Brandler toutes les tâches de la direction de leur tendance, ainsi que toutes les responsabilités de sa politique. Ecrivain et journaliste de talent, il a laissé un grand nombre d'articles et des travaux sur la partie philosophique du marxisme. Il laissa inachevé un manuscrit sur l'histoire de la dialectique, sur laquelle il travaillait depuis longtemps.

A nos lecteurs et amis

Faisant suite à notre numéro d'octobre-novembre 1948, ce numéro, de janvier-février 1949, devrait en réalité être daté : décembre 1948-janvier-février 1949. Nous lui avons d'ailleurs donné 64 pages, ce qui correspond au nombre de pages que nous assignons par mois (20 à 24).

Nous ne croyons pas nécessaire de nous étendre sur la valeur de notre revue comme instrument d'éducation de l'avant-garde révolutionnaire, à laquelle elle est avant tout destinée. Nous avons fait de gros efforts pour que **Quatrième Internationale** traite les plus importants problèmes de la lutte révolutionnaire à l'époque actuelle.

Nous demandons à nos lecteur de bien vouloir nous faire connaître leurs critiques et leurs suggestions, les études qu'ils voudraient voir traiter, les chroniques qu'ils voudraient voir y figurer.

Ajoutons que **QUATRIEME INTERNATIONALE** n'est pas la seule revue théorique de notre mouvement et que les lecteurs qui connaissent d'autres langues pourront se familiariser avec les problèmes plus spécifiques à tel pays ou à telle région du monde en lisant :

Die Internationale, en langue allemande,
Iva Internazionale, en langue italienne,
Fourth International, publiée aux Etats-Unis,
Workers International News, publiée en Angleterre,
Cuarta Internacional, en langue espagnole.

Mais la publication de **Quatrième Internationale** ne dépend pas seulement des travaux politiques des militants trotskystes les plus responsables. Elle dépend aussi de nos ressources matérielles. Et, dans la situation présente, nous ne pourrions assurer la parution régulière que si nos lecteurs et amis nous aident, en s'abonnant et en nous trouvant de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés.

Nous rappelons que **Quatrième International** et **la Vérité**, organe de la section française de la IV^e Internationale, ont établi un abonnement combiné à ces deux publications dont le montant est de 450 francs.

" Quatrième Internationale "

a besoin de l'aide matérielle active de tous les militants et amis du mouvement de la IV^e Internationale, des pays de langue française notamment.

SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS A « QUATRIEME
INTERNATIONALE » ET FAITES SOUSCRIRE VOS AMIS.
INTERESSEZ-VOUS A SA DIFFUSION ET A SA CIRCULATION.

ABONNEMENTS

Les six numéros :

300 francs français — 15 francs suisses — 75 francs belges

CORRESPONDANCE

Mademoiselle Weill, Boîte postale 124 - PARIS-15^e

Mlle Weill, boîte postale 124, C.C.P. N° 5672-07